LE MONDE



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur: Jacques Fauvet

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le risque israélien

Israel au début de mars, m. Mumerrang a cause quei que surprise. Lorsqu'il avait confitmé. le 20 décembre. l'ajournement de ce voyage initialement prévu pour le 10 février, le gouvernement français avait fait savoir que la question serait réexaminée « à l'issue des débais qui doivent se poursaivre aux Nations unies > sur l'annexion du Golan par Israël. Or ces débats ne sont pas terminés. seulement suspendus depuis que la défection du Panama, revenu sur sa décision de voter des sanctions contre Jérusalem, a conduit les Arabes à retirer leur projet de résolution. Et l'on ne peut que relever l'empressement de Paris, qui annonce la nouvelle date du voyage en Israël plusicurs heures avant que cette fausse « issue » ait été comme.

and the second of the second o

and the state of t

*** *** *** *** ***

Take .

the second

Sans doute peut-on alléguer que les choses avaient été clarifiées par les débats des derniers iours : la France. de toute façon, avait déjà décidé de s'abstenir sur les sanctions à l'encontre de l'Etat juif. Mais I'on avait pu penser un temps que Paris allait choisir une autre voie : M. Mitterrand attendrait pour se rendre en Israël que l'État juit ait évacué la totalité du Sinai, soit la fin avril. Ce geste de bonne volonté compensant en quelque sorte la provocation gratuite qu'a été l'annexion du Golan, la page pourrait être ainsi tournée. Surtout, le choix d'une date plus tardive aurait ajouté aux pressions exercées de tous côtés sur M. Begin pour qu'il se conforme à cette promesse de Camp David.

Il n'en a rien été, et le gouvernement français prend ainsi un double risque : celui d'avoir à constater un maintien des forces d'Israel dans le Sinaï après avoir pourtant fourni à ce pays la grande satisfaction d'accueillir son premier chef d'Etat français; ceini de mécontenter des sont pas parfaitement claires. D'aucuns ne manquerent pas par exemple d'y voir un geste de politique intérieure francaise à la veille d'élections partielles importantes.

On répondra sans doute que l'attitude présente de M. Begin rend très probable l'évacuation du Sinai en avril (le conseil des ministres israélien devrait d'ailleurs se prononcer définitivement ce dimanche sur la participation européenne à la force de maintien de la paix dans cette région) et aussi qu'il n'y a pas de «bonne date » pour faire le voyage de Jérusalem. Bien n'indique par exemple que le chef du gouvernement israélien ne fera pas de nouveaux « coups » fin avril ou début mai, prècisement pour faire passer auprès de son opinion son ultime concession à l'Egypte. En outre, la diplomatie française a sans doute jugé qu'elle ne devait pas suspendre à cette hypothèque pendant plus de quatre mois son activité au Proche-Orient, une activité qui comportera plusieurs gestes à destination des pays

C'est précisément dans ce contexte que se situe l'audience que M. Mitterrand accordera hundi à deux maires, de Cisjordanie expulsés par Israël — une antre première puisque les deux hommes n'avaient jamais été reçus auparavant par un chef d'Etat occidental. De même on peut s'attendre que les préparatifs et les dates du voyage présidentiel en Tunisie seront réglés et annoncés dans les prochaines semaines. Il en faudra cependant un peu plus pour faire passer auprès de certains gouvernements arabes l'amère « pilule » que constitue pour eux ce voyage en Israël moins de treis mois après le nouveau fait accompli an Golan.

arabes.

(Live page 5.)

La violence en Amérique centrale

Le Guatemala est au bord de la guerre civile

Opérations militaires contre les groupes de guèrilla, embuscades et coups de main contre les forces de l'ordre, massacres de populations civiles et mitraillages de camps de réfugiés, exécutions sommaires par des groupes para-militaires : on assiste à une accélération dramatique de la violence et de la conjusion en Amérique centrale, tout particulièrement au Salvador et au Guatemala, où des élections doivent apoir lieu en mars. Ce dernier pays semble au bord de la guerre civile.

'Le guerre civile est solidement Installée au Salvador. La junte civite et militaire soutenue par les Etats-Unis et dirigée par un démocratechrétien, M. Duarte, paraît incapable d'arrêter, ou même de freiner. l'élan des groupes de la quéritta de gauche. maintenant bien implantés dans plusieurs régions, en particulier le long de la frontière avec le Honduras. M. Duarte, approuvé par l'adminiatration Reagan, le Venezuela et, plus mollement, par l'Organisation des Etats américains, fonde tous ses espoirs sur les élections générales. prévues en mars, et qui doivent théoriquement mettre un terme à la vio-

Cette thèse est rejetée par l'opposition armée de gauche qui préconise des négociations politiques avec ie gouvernement at affirme que les élections n'auront pas de sens dans le contexte actuel de violence généralisée. La crédibilité et le prestige de cette opposition politique et militaire ont été renforcés au Salvador même, par la déclaration conjointe franco-mexicalne d'août 1981. Drise de position dénoncée, en revanche. par la plupart des pays d'Amerique latine. Cette opposition peut compter sur le soutien de l'Internationale socialiste et du gouvernement francais qui espèrent encore éviter que le Salvador ne devienne sus simplepion de la kutte entre les super-pulasances. Tel a été le sens des entretiens que M. Guillermo Ungo, un social - démocrate, porte - parole el dirigeant du Front politique de l'opposition salvadorienne vient d'ayoir à Paris avec MM. Cheysson et

En attendant les élections. bilan des victimes s'alourdit. Opérations héliportées de l'armés, embuscades, attentats, exécutions sommaires : c'est chaque four une movenne de trente personnes qui

sont tuées au Salvador. Paradoxalement. la situation semble encore plus tragique au Guatemala où la violence connaît une montée spectaculaire à l'approche d'élections générales prévues pour le 7 mars. Les activités des différents groupes de guérilla (en particulier, celles de l'ORPA, organisation révolutionnaire du peuple en armes, et de l'E.G.P., armée de la guérilla des pauvres.

Paralièlement, la répression devient plus brutale, exercée per l'armée régulière et aussi, et surtout, par des groupes de civils armés. Près de trois cents personnes ont été tuées depuis le début de l'année au Gualemala. Parmi les victimes, deux lam(lles entières froidement massacrées. Les affrontements armés entre des commandos insurgés en uniforme et les soldats se multiplient sur la côte Pacifique, près d'Escuintla dans le Quiche, où la population indienne a commencé de se radier aux maquisards, près de la frontière mexicaine, par où arrivent renforts rt soutiens.

Vendredi 15 janviar, des commandos de l'E.G.P. ont occupé plusieure émetieurs de radio dans la capitale. A Coban, une véritable etarile rangee a éclaté le même our entre guérkleros et soldats. Un proupe de chrétiens, organisés en comité pour la paix et la justice dénoncent l'enlèvement de deux prêtres, dont un Balge, 1e Père Schildermans, à Esculnila. Leniement mais sûrement, to Gustemala s'enfonce dans une situation * à la sal-

MARCEL NIEDERGANG.

Le budget de la C.E.E.

Les Neuf consentiraient de larges concessions à la Grande-Bretagne

Les ministres des affaires étrangères des Dix se sont séparés, vendredi soir 15 janvier, sans être parvenus à terminer leurs négociations agricoles et budgétaires. Ils ont décidé de se revoir le 25 ianvier pour « boucler », a commenté M. Cheysson, qui a ajouté: « Il y a maintenant des chances considérables que nous y parvenious. . D'autres participants, en particulier M. Tindemans, le ministre belge qui préside les travaux des Dix, faisant état de progrès appréciables, se sont montrés également confiants. Le président de la Commission, M. Thorn, a manifesté, en

revanche, plus de réserves. « Je suis très déçu. Nous piétinons », a-t-il déclaré. En fait, s'agissant du point central de la discussion, à savoir la compensation budgétaire à accorder au Royaume-Uni à partir de 1982, rien ou presque n'est réglé.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Une chose est certaine à l'issue de ces deux longues iournées de discussions : les Britanniques veulent beaucoup d'argent et pour longtemps. Les eutres Etats, même s'ils n'expliquent pas — ce qui est frustrant - la raison d'une telle attitude, sont prêts à faire des efforts considérables pour aller a la rencontre des préoccupations britanniques. C'est sans doute M. Genscher, le ministre alleman, qui illustre le plus nettement cette tendance, mais elle est le fait de tous. Cette bonne volonié systématique explique sans doute l'optimisme du plus grand nombre. Comment penser gu'une négociation pourrait échoper, alors que l'on se sent sol-même très largement disposé aux concessions. Il reste que ces dernières ont des limites - du moins peut-on encore l'espérer et que jusqu'à présent ces limites reflètent aux yeux de lord Carrington une générosité encore insuffisante.

Les principaux problèmes qui se posent à propos de la compensation à accorder au Royaume-Uni nour alléger sa contribution nette au budget sont les suivants :

● la durée de la compensation : les Britanniques réclament cinq ans, les sutres acceptent quatre ans. Il reste à voir aussi si, à l'issue de cette période de quatre ou cinq ans, l'octroi d'une compensation demeurers envisageable ou bien sera complètement

regie la non plus. Les Britanniques veulent établir un lien direct entre cette éventuelle dégressivité et la diminution spontanée, par le jeu des politiques communes, de

leur contribution nette au budget européen. C'est uniquement dans la mesure où, grâce à l'évolution imprimée aux politiques communes, leur situation à l'égard du budget européen s'améliorerait qu'ils pourraient se résigner à ce que le montant du chèque remis chaque année par les pays partenaires diminue :

a sa dase et son montant

les ministres se sont bien gardés de parier chiffres. La raison en est sans doute que ceux qu'ils ont en tête différent sensiblement. Les Britanniques penseraient plutôt à une compensation se situant autour de 1,5 milliard d'ECU (1 ECU = 6 F), les autres à un montant inférieur au milliard. Le calcul de la somme à prendre en considération pour fixer le montant de la compensation sera établi en utilisant un « indicateur objectif » : la différence entre la quote-part du Royaume-Uni dans le produit intérieur brut de la Communanté et le pourcentage des crédits destinés au Royaume-Uni dans l'ensemble des dépenses du budget européen. Ce calcul étant fait, il faudra définir la part du total ainsi atteint qui devra faire l'objet de compensations.

Les trois points agricoles traités par les ministres des affaires étrangères - le renforcement du soutien aux productions agricoles propres ; la révision du règlement laitier — ne devraient pas être à l'origine du blocage de la négo-ciation. Les deux premiers sont pratiquement réglés grace à des formulations peu contraignantes Le troisième, celui du lait, a fait l'objet de longs débats, mais qui n'en sont pas pour autant convain_

> PHILIPPE LEMAITRE. (Lire la suite page 13.)

fera l'affaire

li faudra attendre le printemps pour conneître les proiets du gouvernement en matière de réformes fiscales Jeudi 14 janvier, au cours d'un colloque, organisé par l'institut du droit des affaires de l'université de Paris-II et l'Institut européen des affaires, sur le thème de l'entreprise et de la fiscalité. M. Fablus a déclaré du'on commencerait « peut-être » à discuter de la réforme eu Pariement avant l'été, mais que ceile-ci serait de toute façon achevée cette

Plusieurs impôts vont être modifiés : la taxe professionnelle, la taxe d'habitation, la taxe aur les plus-values. Modifiées ou supprimées ? M. Fabius ne l'a pas dit. Même la sort de l'impôt sur les plusvalues n'est pas certain, cet impôt dont M. Mitterrand avait pourtant dit. il y a quelques mois, qu'il devait être supprime dans sa forme actuelle. M. Fablus a fait remarquer que cette taxe commençait à rapporter de l'argent et que la question était de savoir si on devait condamner le principe de l'imposition des plus-values ou seulement son application.

Quant à une modification de la législation sur les droits de succession, M. Fabius s'est montre plus que réserve --hostile. — rappelant le précédent catastrophique qu'avait été la réforme Ortoli de 1968 (otr avait alors augmenté l'ensemble des droits de succession, y compris sur les héritages modestes).

Le point de vue du gouvernement en matière fiscale est donc loin d'être arrêté. Une idée semble tout de même faire son chemin : celle d'augmenter la T.V.A. pour financer — il n'y a pas d'autre mot --- une partie de la réforme, celle qui concerne la taxe professionnelle. Déià il y a quelques jours, s'adressant aux journalistes. M. Delors, tout en restant extrêmement prudent sur le sulet. n'avait pas complètement écarté l'éventualité d'un appel à la T.V.A. Et jeudi, M. Fablus a adopté la même attitude.

A l'évidence, cette idée qu'avait défendue il y a quelques années le C.N.P.F. quelle coincidence ! — gagne du terrain. Est-ce pour autant une bonne idée?

maintenant certains Etats arabes pour des raisons qui ne arabes pour des raisons qui ne penses agricoles et des ressources penses agricoles et des ressources penses agricoles et des ressources s'affrontent à Varsovie

Tandis que partisans et adversaires de la coopération économique avec l'Ouest s'affrontent à Varsovie, l'organe de l'armée, « Zolnierz Wolnosci », réclame une purge -importante » et à tous les niveaux du parti, de l'administration et de la presse écrite et parlée.

Le général Jaruzelski fera un exposé devant la Diète, dont la session plénière prévue pour les 19 et 20 janvier a été convoquée, en fin de compte, pour les 25 et 26 de ce mois. Cet ajournement, croît savoir le journal yougoslave

Varsovie. — L'agressivité commence à se mêler à la prudence observée par les autorités polonaises face aux perspectives de sanctions économiques occidentales. Quatre jours après la déclaration des pays de l'OTAN sur la situation créée en Pologne, la presse de Varsovie a en effet publié, vendredi 15 janvier, un texte « autorisé » et encore très circonspect de l'agence PAP et de virulents articles dénonçant la prétendue amitié de l'Ouest pour la Pologne. Le texte de PAP, visiblement

inspiré par le ministère des affaires étrangères, insiste — pour l'opposer à « l'évolution » des

AU JOUR LE JOUR Solidarités

Edmond Maire est solidaire de Walesa; Lionel Jospin est solidaire d'Edmond Maire : le gouvernement est solidaire de Lionel Jospin; les ministres communistes sont solidaires du gouvernement ; l'Humanite est solidaire des ministres communistes; Moscou est solidaire de l'Humanité ; Jaruzelski est solidaire de Moscou. Jaruzelski est donc solidaire de Walesa, C.Q.F.D.

ANTARES.

«Borba», serait dù à un prochain voyage, à Moscou, du chef de la junte militaire. Selon «Borba», cette première rencontre au sommet depuis l'instauration de l'e état de guerre » devrait permettre aux deux pays de « prendre une position commune sur l'internationalisation de la crise polonaise et la détérioration des relations internationales » qui a suivi, et déboucher sur une « déclaration conjointe » sur les événements de Pologne et les réactions occi-

De notre correspondant BERNARD GUETTA

gouvernements occidentaux — sur la continuité, malgré l'instauration de l'état de guerre, de la politique internationale de Varsovie. Cette « evolution » est toutefois mise au compte des seuls Etats-Unis, qui auraient réussi à « se soumettre » leurs alliés européens pour servir le « jeu global : qu'ils meneraient contre l'U.R.S.S. après avoir à nouveau qualifié les décisions de Bruxelles d'a ingérences sans précédent (...) contraites una principes de la coexis-tence internationale ». L'agence écrit donc en conclusion : « Nous désirons éclaireir les malentendus et développer la coopération dans les domaines de la politique internationale, de l'économie, de la science et de la culture. » C'est là un rappel quelque peu anxieux des principes de la détente ou du moins à la conception qu'en ont les capitales communistes.

Eloignés de cette démarche. les articles des quotidiens du comité central et de l'armée. Trubuna Ludu et Zolnierz Wolnosci. anpellent au contraire à tourner le dos à la coopération avec l'Ouest eu profit d'un développement des liens économiques avec l'Est. A la « prétendue amitié » manifestée par l'Ouest pour le Pologne du temps où elle était « plongée dans l'anarchie » ont succèdé les « menaces » maintenant qu'elle «retuse de jouet le rôle que voulaient lui imposer ses ennemis ». écrit sinsi Trybuna Ludu. Par leur aide actuelle, les pays socialistes ont montré qu'ils sont les seuls

« se soucier du prestige international de la Pologne », ajoute le quotidien avant de conclure : « Nous n'oublierons vas qui vou-lait nous aider dans les temps les plus durs et qui voulait continuer cyniquement son sale feu. (...) Nous nous souviendrons de la frontière entre les vrais amis.

sur lesquels on reut toujours

compter. et les faux. »
Zolnierz Wolnosci, pour sa part. estime que les « neifs » cui avaient fixé leurs yeux sur le « dollar occidental » doivent aujourd'hui les ctourner dans la direction opposée», où les attendent a certainement d'amicales réponses ». « De ce côté, ajoute le quotidien de l'armée, nous ne rencontrerons iamais d'embarco économique et nous résoudrons nos difficultés ensemble. Il y a, dans le recours à des

gammes aussi différentes.

volonté de susciter un appui occidental à des positions « modérées » qui risqueraient d'être battues en brèche au sein du pouvoir poionais par des éléments olus « durs », prêts à ajouter au réalignement politique un repli économique sur le COMECON. Plus profondement, pourtant, il y a peut-être aussi là l'indice d'un véritable débat dans les hautes sphères du régime. Dès avant le coup de force du 13 décembre. de nombreuses voix officielles avalent dénonce non seulement l'abus fetal du recours à l'emprint mais aussi la dérive idéologique dont la fascination pour le développement des liens économiques avec l'Occident aurait été

(Lire la suitte page 2.)

MAGDALENA ABAKANOWICZ A L'ARC

Altérations et métamorphoses

sition Magdalena Abakanowicz, une d'hul, c'est une image infiniment douartiste de Varsovie. Une grande loureuse de l'homme blessé au plus artiste qui, depuis longtemps, à des moments moins dramatiques de l'histoire de son pays, et en d'autres lieux que Paris, a su retenir l'attention. Mais le drame polonais est là. et l'œuvre tendue, déchirée, expressive, sensible comme un organisme vivent au poide et aux atteintes des réalités extérieures l'assume. Ou

M. YVON GATTAZ HYVITÉ DE L'ÉMISSION R.T.L. - « LE MONDE »

M. Yvon Gattaz, nouveau président du C.N.P.F., serz, la dimanche 17 janvier, l'invité de l'émission - Le grand jury » organisée par R.T.L. et le Monde et diffusée de 18 h. 15 à 19 h. 30. Le président du Conseil national du patronat français répondra aux questions des Journalistes de la station de radio et du journal.

L'ARC vient d'inaugurer une expo- nous le lui faisons porter. Aujourprofond de sa chair que transmettent ses sculptures de cordes et de tissus grossiers, rapiécés, couturés. crevés. L'artiste les regroupe sous le générique d' - Altérations -.

Magdalena Abakanowicz est connue

dans les milleux artistiques internationaux, notamment pour sa participation régulière, depuis vingt ans. et régulièrement spectaculaire, à la Biennale de Lausanne; pour son indiscipline face aux conventions décoratives anciennes et nouvelles en matière de taplaserie. Elle est une des premières, alnon la première, au milieu des années 80, à avoir tissé des reliefs et des formes libérées du mur, puls à s'être engagée dans une réflexion sur la nature da son matériau : la fibre textile. Elle a choisi de construire des abris de pelisses, event de confondre les deux enveloppes, vêtement et peau, pour dire la vie et le devenir de l'homme.

GENEVIÈVE BREERETTE

(Lire la sulte page 9.)

Finlande

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les orphelins de Kekkonen

Huit candidats, dont une femme, briguent la présidence de la République de Finlande rendue wacante par la démission, le 27 octobre 1981, pour raisons de santé, de M. Urho Kekkonen, qui l'exerçait sans interruption depuis 1956. L'élection a lieu au suffrage indirect. Le dimanche 17 et le lundi 18 janvier, quelque trois millions neuf cent mille électeurs désignerout trois cent un grands électeurs parmi les candidats présentés par onze partis. Les

Helsinki. — Depuis la fonda-

tion de la République finlandaise

au lendemain de la révolution

che. Ni l'a indépendant » maré-

chal Marmerheim ni les sept

warié des libéraux aux conserva-

konen. Les agrariens, qui s'appel-

lent aujourd'hui centristes, pour

tenter de gagner dans les villes

l'audience que leur fait pertire

dans les campagnes l'exode rufal.

didats en lice est pourtant un

Kolvisto, premier ministre social-democrate, qui exerce actuelle-

ment l'intérim de la présidence

de la République. Si l'élection

présidentielle avait lieu au suf-

frage direct, il serait élu haut la

main. Selon le dernier sondage.

dont les résultats ont été publiés

le 9 janvier, 56 % des personnes

interrogées souhaitent l'élection

de M. Koïvisto et 37 % ont l'in-

tention de voter pour les grands

électeurs sociaux-démocrates, bien

que la représentation parlemen-

taire de ce parti n'atteigne pas

M. Harri Holkeri (ancien pre-

sident du parti conservateur)

vient en tête des autres candidats

avec 12 % des intentions de vote.

devançant d'un point M. Johan-

nes Virolainen. Ce dernier, an-

cien président du Parti du cen-

tre, a été choisi en novembre au

cours d'un congrès orageux contre

la volonté du jeune président du

parti, M. Paavo Väyrynen, mi-

nistre des affaires étrangères, et

de l'état-major du parti, qui sou-tensient la candidature de

M. Ahti Karjalainen. Mais la

Pratida de Moscou avait, sans le

nommer, indiqué clairement sa

présence pour cet ancien premier

ministre, qui est sussi président

de la commission économique

soviéto-finlandaise. Un appel dans

le même sens de la Fédération

finlandaise des industries et la

popularité réelle de M. Virolai-

nen en milieu rural out fait le

la hiérarchie risque de coûter

cher au Parti du centre, qui es-

time que le poste de chef de l'Etat

lui revient pour ainsi dire par hé-

ritage. Qui mieux que l'un des

siens pourrait poursuivre la po-

litique d'amitié et de coopération

avec l'U.R.S.S. et celle de « neu-

tralité active » qu'a su consolider.

en vingt-cinq ans de règne in-

contesté, le vieux président dé-

jalainen, ne recueille que 2 % des

intentions de vote, tout comme

d'ailleurs Mme Helvi Sippilä.

grande dame amène aux cheveux

blancs qui fut secrétaire général

adjoint des Nationa unies de 1972

i 1980. Sans étiquette politique

elle est présentée par le parti

libéral et veut surtout frayer la

voie à l'autres candidatures fémi-

Choisi par le parti de la mino-

rité de langue suédoise, le pro-

fesseur Jan Magnus Jansson ne

recueille pas plus, ini aussi, que 2 % des intentions de vote. Mais

le rédacteur en chef du quotidien

d'expression suédois Hujvudstad-

bladet pourrait fort bien bénéfi-

cier des votes des grands électeurs

des partis bourgeois en cas d'im-

matière de compromis politique.

Son comportement tranche par

son aisance avec la bougonnerie

de M. Virolainen, président du

Parlement, qui accentue à plaisir

allures dégagées du candidat

conservateur, M. Holkeri, qua-

geoise », M. Raino Westerholm, président de l'Union chrétienne,

fait figure d'avocat des valeurs

traditionnelles et de contempteur de relachement des mœurs. Dans

ce pays où subsistent encore des sectes protestantes fort puritai-

nes, les chrétiens disposent d'une dizaine des deux cents députés au

Parlement : mais leur candidat ne

recueille que 1 % des intentions

droite apportent à M. Kolvisto

un soutien qui le dessert. Non.

certes, qu'ils adoptent les thèses

du candidat social-democrate.

mais parce qu'ils sont farouche-

ment opposés à l'hégémonie cen-

constitutionnel, créé par un

ancien député. M. Georg Ehrn-

Enfin, deux autres partis de

image de paysan, ou les

Dans la « famille bour-

Mais l'outsider possible, M. Kar-

missionnaire ?

nines ultérieures.

Cette division entre la base et

24 % des suffrages exprimés.

De notre envoyée spéciale

d'octobre, aucun de ses huit prérooth, transfuge du parti consersidente n'a appartenu à la gauvateur: le second est dirigé par le bouillant, Veikko Vennamo qui, par haine du président autres, dont l'appartenance a Kekkonen, créa un parti rural pour affaiblir le Parti du centre. Toutefois, ses slogans demagogi-ques, ont fait long fed, et, après un réel succès initial, il ne dispose teurs en passant par les agrariens dont était issu le président Kekplus que de six députés au Parlement. Son engemi juré quittant la scène politique, M. Vennamo estime que M. Kolvisto est le seul Le plus populaire des huit cancandidat à même de refaire l'unité du pays. homme de gauche, M. Mauno

La campagne électorale est me-née à l'américaine. A la télévision, les candidats doivent affronter les questions impertinentes des journalistes et les réunions publiques sont de véritables spectacles pour lesquels les partis se disputent les meilleurs artistes.

Sur le fond, la campagne électorale n'apporte rien de bien inattendu à l'heure du dépenssement des idéologies. Les consurvateurs plaident évidemment pour la libre entreprise et s'attirent quelques voix en mettant l'accent sur la nécessité d'une aide accrue aux jeunes ménages. Car l'accroissement de la population est minime et la Finllande risque fort de ne pas dépasser avant longtemps une population de cinq millions d'Ames.

Les centristes misent tout sur la politique régionale pour éviter l'exode vers le sud industrialise. Ils veulent aider davantage les cetifes excicitations agricoles sciliter le création de Detités entreprisés. Ils prônent aussi une politique de soutien aux familles et insistent sur l'importance des problèmes spirituels, de l'écologie,

Le « petit livre bleu » du président Urho

En fait, toute la campagne élec-

torale du centre et de la droite

consiste à attaquer, plus ou moins ouvertement, l'adversaire commun. M. Kolvisto. Le professeur Jansson estime, certes, que sa désignation a ne serait pas une cutastrophe » mais que « le laisser élire sans résistance ne serait pas faire le jeu de la démocratie». Brandissant en tottes occasions le « pétit livre bleu du président Urho» (recueil des thèses de M. Kekkonen sur la politique etrangère du pays, paru en 1980), comme pour rechercher une légilimité dans l'autorité du Père incontesté, on chante le couplet rituel sur les bonnes relations avec l'U.R.S.S. avant de reprocher a M. Kolvisto son « manque d'expérience en politique étrangère » et le fait qu'il n'ait pas de e relations personnelles avec les dirigeants soviétiques ». Or, dans ce pays où le président de la République dirige la politique etrangère, qui d'autre que M. Kekkonen eut pu s'assurer de tels atouts, sinon M. Kolvisto exerce depuis deux mois l'intérim de la présidence ? Gouverneur en litre de la Banque de Finlande depuis 1968, n'a-t-il pas su — par ailleurs — discrètement mais efficacement, tenir les rênes de l'éco-

Les détracteurs du candidat. tout en assurant n'avoir rien à lui reprocher, brandissent le spectre des sociaux-démocrates dont Disert et affable, le professeur Jansson est un spécialiste éprouvé Dieu seul connaît les noirs desde politique etrangère, expert en

C'est oublier un peu vite qu'en raison de la représentation proportionnelle, les sociaux démocrates peuvent tout au plus espéror gagner deux à cinq points au maximum. C'est aussi faire peu cas des garde-fous de la Constitution. Celle-ci prévoit, par protection de la vie, de l'honneur et des biens matériels de chaque citoyen. A telle enseigne qu'avant de pouvoir ratifier la convention internationale sur le café, qui pouvait mettre en danger les intérêts des importateurs, le gou-vernement a dû en solliciter la permission en recourant à la procédure d'urgence... Comble de précaution : tout amendement à la Constitution ne requiert qu'une majorité des deux tiers, mais doit être adopté, sans changement aucun, par deux législatures suc-

M. Kolvisto, taxe à tort d'a indecision», s'entend surtout à exaspérer ses adversaires par ses réponses laconiques et son art de rester en dehors du débat, de se placer très au-dessus de la mêlée. A quol est donc due sa grande

grands électeurs se réuniront à leur tour. le mardi 26 anvier, pour élire le successeur de M. Kekkouen. Le nouvezu président de la République prendra ses fonctions le 27 janvier.

pour six ans. Les grands électeurs ne reçoivent pas de mandat impératif. Ils ont la latitude, si aucune majorité ne se dégage au bout de deux tours. de négocier un compromis entre les deux candidats les mieux places.

> popularité ? D'abord au fait que les Finlandais se reconnaissent en lui : d'origine modeste, cet homme s'est fait lui-même. De haute taille. ia mèche rebelle sur un grand front, vetu sans recherche, il s'exprime sans vulgarité ni ostentation. Cet ancien docker inspire le respect. Mais il suscite aussi la conflance, et même l'affection. Entré au parti socialdémocrate en 1947 - il avait vingt-quatre ans, — il n'a jamais fait partie de l'appareil de cette formation. Il a bâti sa carrière à force de travail opiniâtre, et ses qualités de bon mari et de bon père de famille lui valent beaucoup de succès auprès des élec-

On le tient, non sans raison, pour un homme honnéte et réa-liste. Il se veut réformiste mais ne croit pas à la possibilité d'instaurer une société idéale. S'il estime que le système qui accorde des privilèges et des droits au président a est meilleur qu'il n'en a l'air », il considère que c'est au gouvernement et non au président à mener la politique intérieure. L'évolution de l'économie est positive, pulsque la dette exté-rieure est passée de 21 % du produit national brut en 1977 à 15 % ! les conventions collectives conclues au printemps ont été respectées cans dérapages excessifs. Reste le chômage, qui frappe 6 % de la population active.

On compte encore un antre

candidat de gauche, un socialiste indépendant, président de la Ligue démocratique, qui regroupe communistes et apparentés. Il cation, M. Kalevi Kivistë. Selon des intentions de vote. Le parti communiste ne présente pas de candidat, sans donte parce que le P.C. reste divisé en une fractoin majoritaire de communistes nationalistes, à laquelle appartient le président, M. Arne Saarinen, et une minorité très active de communistes pro-soviétiques, dirigée par M. Taisto Sinisalo. Ces profondes divergences internes posent à terme le problème de l'existence du P.C. Pour en préserver l'unité, le président Searinen avait proposé de démissionner si le chef de la fraction minoritaire en faisait autant Mais, lorsqu'il s'est récemment rendu à Moscott, les Soviétiques l'ont prié de n'en rien faire, Quels « conseils » donneront-ils à leurs amis orthodoxes? On l'ignore, et on ignore donc si tous les grands électeurs communistes soutlen-

dront M. Kolvisto.

Depuis la gaffe initiale de Pravda, les Soviétiques ne sont pas intervenus ouvertement dans le débat. Lorsque M. Karjalainen s'est rendu début janvier à Moscou en tant que coprésident de la commission mixte, il n'a rencontré que son collègue, M. Patolitchev, mais non pas, comme d'habitude, un vice-premier ministre. Il n'a donc pas été consacré comme outsider privilégié. Quelques jours après son retour, les Soviétiques ont rendu publique la réponse de M. Breinev en date du 8 fanver aux félicitations que lui avait adressées M. Kolvisto, le 19 décembre, pour son anniversaire. Le chef de l'Etat soviétique rappelle la c grande importance a qu'il accorde au développement des relations avec la Finlande, mais relève surtout lande de contribuer activement à la perpétuation de cette ligne dont le temps a montré la justesse et qui correspond totalement aux intérêts de nos peuples et sert la cause de la détente internationale et de la patr durable 1 Ce n'est cartes pas un encouragement pour M. Koïvisto, mais ce n'est pas non plus interdit. Après tout, la Finlande est le seul pays d'Europe occidentale avec lequel l'U.R.S.S. a aujourd'hui de bonnes relations, en particulier après l'affaire polonaise.

Les relations économiques entre les deux pays sont étroites et représentent 23 % à 24 % du total du commerce extérieur de la Finlance. Contrairement à ce que fait l'U.R.S.S. avec ses alliés du pacte de Varsovie, elle vient d'augmenter ses livraisons de pé-

La Finlande restera un parteusire fiable pour l'U.R.S.S. tant qu'elle n'aura pas l'impression que Moscou s'arroge le droit d'in-tervenir. Si M. Kolvisto est élu, Moscou devrait trouver en lui un interlocuteur pondéré, plus intéresse par l'économie que par les jeux compliqués de politique inté-

AMBER BOUSOGLOU.

Albanie

M. SHEHU

M. Adul Carcani a présenté, vendredi 15 janvier, son gouvernement au Parlement albanais. Le fait marquant est le départ du ministère de l'intérieur de M. Pecol Shehu, neveu de l'ancien premier ministre Mehmet Shehu, dont le suicide avait été annonce par Tirana le 18 décembre.

M. Carcant a affirmé, dans son discours, que son pays poursuipra a la juste lighe markisteléniniste » définie par le chef du parti, M. Enver Hodja, et n'aurait « jamais de relations avec les

Belgrade. - Le nouveau chef De notre correspondant du gouvernement albanais, M. Alil Cercani, a remanie le cabinet, a annoncé le 15 janvier l'agence de et que la date des funérailles n'a pas été annoncée. presse albanaise. Parmi let quatre Le numéro deux de l'Albanie. membres du gouvernement préconsidéré comme le successeur cédent qui ont quitté leur poste figure notamment M. Pecol incontesté de M. Hodja, a disparu dans des circonstances pour le Shehu, ministre de l'intérieur et moins mystérieuses. « Il y a de neveu de l'ancien premier minisnombreuses raisons de conclurc, tre. M. Mehmet Shehu, Celui-cl. écrit un hebdomadaire belgradois, selon la version officielle, se serait. que M. Mehmet Shehu est tombé donné la mort le 18 décembre, à victime d'un système d'épuration la suite d'une dépression netd l'édification auquel il avait veuse. Le départ de M. Pecol contribué personnellement.» La Shehu - l'agence n'en donne pas presse rappelle que l'ancien minisles raisons - a relancé les rumeurs sur une nouvelle épuration, qui aurait commence avec

Selon la presse yougoslave, M. Mehmet Shehu avait recu le 12 décembre une délégation commerciale grecque, à laquelle il avait remis un message pour M. Papandréou Quatre jours plus tard, soit vingt-quatre heures seulement avant son suicide, il recevait une délégation économique roumaine. Aucun de ses interiocuteurs n'aurait remarqué quoi que ce soit d'anormal dans son comportement. La presse vousoslave constate, d'autre part, que la mort de M. Mehmet Shehu, qui fut à la tête du gouvernement pendant vingt-sept ans, n'a donné lieu à aucune fournée de deuil. que les drapeaux sur les édifices publics n'ont pas été mis en berne

le suicide de M. Mehmet Shehu

à l'issue d'une réunion du comité

central

deux superpuissances, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ». En ce qui concerne la Yougoslavie, il s'est élevé contre a la guerre froide de la direction yougo-

Enfin, à Vienne. l'ambassade albanaise a affirmé que, contrairement à ce qu'avait indique l'agence nougoslave Tanyoup, le discours d'ouverture du Parlement de M. Hodju avait bien été retransmis en direct par la télévision.

tre de la défense, M. Baluku, et plusieurs autres dirigeants avaient dispara de la même manière, ces dernières années, et que M. Hodja demetre le seul membre encore en vie du premier comité central albanais, formé il y a une quarantaine d'années. Tous les autres, à deux ou trois exceptions près, ont été liquidés dans des purges successives que l'Albanie a connues depuis sa rupture avec la Yougoslavie, en

PAUL YANKOYITCH.

LE NOUVEAU CABINET

Président du conseil des ministres : M Carcani. Vice-présidents : MM. Manush Myftiu, Pali Miska et Qirjako Mihali, également ministre des finances (1).

Ministres : Affaires étrangères : M. Nesti Défense populaire : M. Kadri

Plan d'Etat : M. Petro Dode. Industrie et des mines : M. Llambi Gegprifti (3). Energie : M. Prokop Murra. Industrie légère et alimentaire : M. Esma Ukrinsku (4). Agriculture : M. Themie Tho-

Construction : M. Rahman Hanku Communications : M. Luan Bahameto. Commerce extérieur : M. Nedin

Economie communale: M. Rrapo Dervishi. Enseignement et de la culture : M. Tefta Cami. Santé : M. Llambi Zicishti.

(1) Succède à M. Haki Toska. (2) Succède à M. Pecol Shehu, le neveu du défunt premier ministre. (3) Rempiace M Diaffer Spahi. (4) Succède à M. Kristat Dolak. — Le ministère de la justice, dont le titulaire était M. Bilnil Elosi, n'est pas mentionné dans la liste diffusée à Tirana.

Pologne

Partisans et adversaires de la coopération avec l'Ouest s'opposent

(Suite de la première page.)

L'un des premiers commentaires publiés après la proclamation de l'e état de guerre » avait de ette manière violemment accusé M. Glerek d'avoir interdit de réprimer réellement l'opposition en expliquant que cela nuirait à l'image extérieure du régime. Beaucoup semblent craindre aujourd'hai que l'histoire na se répète et que les pressions économiques occidentales n'amènent le pouvoir à rentrer si peu que ce soft dens la voie des concessions à l'opinion Internationale. A Varsovie (et sans doute dans l'ensemble du aloc soviétique), c'est, comme al'Ouest, tout le problème du prix, du contenu et des objectifs de la détente qui est en train d'être posé au grand jour par la

à une épuration générale

crise polonaise et ses répercus-

Le fond de la question des sanctions économiques occidentales beaucoup plus que la nature encore incertaine de leur impact politique immédiat à Varsovie est de savoir si le maintien de l'équilibre européen implique l'acceptation des « normalisations » à répétition. La réponse à l'Est est évidemment « out », et l'étonnement de cet officiel polonais (a Espère-t-on je ne sais quelle révolution en Pologne? Non. Alors quel sens tout cela a-t-il? >) exprime blen la vision qu'on y a de la détenta A l'Ouest, on a longtemps re-

pondu « oui », mais une évolution. que l'agence PAP n'a pas tort de relever, s'est amorcée. Le plus franpant maintenant est qu'on puisse deviner un début d'évolution parallèle à l'Est, où l'on commence parfois à murmurer que l'ouver-ture économique et la libéralisation des échanges humains n'ont

get à grands cris des pas encore plus décidés dans la reprise en main. Zolnierz Wolnosci vient ainsi de se prononcer, par la plume d'un M. Adam Rostowski. en faveur d'une « purification conséquente » des cadres du pays a non sculement parmi les plus hauts rangs des directeurs, mais aussi aux niveaux moyen et infe-

« La période de l'état de querre ». écrit le quotidien de l'armée sous le titre « N'élevons pas un nouveau cheval de Troie », « Crée les conditions véritablement idéales à la conduite d'une vérification réelle et effective et non pas seudement apparente et formelle des cadres dans le parti, l'appareil administratif, la presse, la radio, la télévision et dans d'autres domaines de notre me. » Le quotidien explique ensuite qu'il s'agit d'écarter ceux qui, dans les seize mois écoulés, ont montré une attitude « équipoque » ou sont carré-ment passé du côté de « l'adversaire politique ».

« Aujour dhui que la situation se normalise, est-il encore écrit ils changent comme des caméléons (_) et a est triste que de telle attitudes soient prises pour argent comptant par certains superseurs (au voient la) une preupe de sagésse politique et de réalisme Nous nous souvenous des appeli publics de certains journalistes coneillers (al'usion à M. Rakow-SK1 ?) à ce que le parti rende le pouvoir politique au nom d'une paix illusoire avec les ennemis déclarés du socialisme (...), nous nous souvenons de ces « militants » qui, dans divers accords, out tout fait pour plaire aux politiciens de Solidarite, du KOR, de la KPN

Turquie

• En Turquie, deux membres pas non plus été gratuits pour ce de Médecins sans frontières qui côté-ci. Il est vrai que les liens avaient été arrêtés alors qu'ils se financiers et industriels tissés à rendaient au Kurdistan iranien. l'Ouest par la Pologne out lar-gement favorisé l'explosion et le développement de la vague démo-cratique à laquelle il vient d'être mis un terme : de même, la sta-bilité d'un pays comme la Rou-manie est beauconn plus mensois manie est beaucoup plus menacée doivent arriver à Paris Inndupar son endettement vis-à-vis de l'Occident que par une contestation interne à peu près totaled'autres dirigeants de cette for-Il n'est pas étonnant dans ces mation ont été arrêtés au Kurconditions que les réactions de distan, a-t-on d'autre part appris l'Ouest aient provoque un embar- vendredi à Ankara. Au cours des ras certain à Varsovie, ni qu'une neuf derniers mois, ce sont au incertitude totale continue de total quelque quatre cents membres du P.K.K. qui sont passés que le pouvoir pourrait ou non en jugement devant le tribunal faire, ni enfin qu'on entende exide Diyarbakir.

et des autres organisations d'ouposition (...) v a On ne peut pas se permettre est-il conclu. la tolérance, la faiblesse, le manque de décision lorsau'il s'agit de gens oui se soni discrédités eut-mêmes et veulent encore, sous le manieau d'une a loyauté » comprise d'une manière dien particulière, essayer paisiblement d'attendre l'occusion politique susvante. •

Trubuna Ludu publicit le même jour, sous le titre « En pens nt à un parti plus fort et plus pur », des extraits des propos tenus à Lodz dans une reunion du parti par l'un des secrétaires du comité central, M. Marian Orzechowski: a Nous devrious procéder à un profond nettoyage du parti pour éliminer toutes les sortes de déjormations et de dégénérescences (...) Tout en puisant dans ses scources, le parti profitera également des expériences des partis frères. ». Un peu plus loin on cite cette phrase rapportée d'une réunion à Bielsko-Biels : « Une forme importante du travail au sein du POUP est l'autodéfinition de ses membres ! » La Diète est convoquee pour les 25 et 26 janvier avec à l'ordre du jour un discours du général Jaruselski et l'entérinement de divers

mulgation de « l'état de guerre ». BERNARD GUETTAL

textes de loi découlant de la pro-

 Le gouvernement portugais a refusé d'accorder des visas à une délégation du parti communiste soviétique qui devait effecces jours prochains, une au Portugal, a annoncé vendredi 15 janvier un porteparole du P.C. portugais. Conduite par M. Kapitonov, membre du secrétariat du comité central du P.C. soviétique, la délégation devait participer, jeudi à Porto, à un meeting d'amitié entre les deux partis. On rapproche à Lisbonne cette décision de la volonté iu gouvernement portugais d'ap-pliquer des sanctions à l'U.R.S.S. en raison de ses responsabilités dans les événements de Pologne. - (A.F.P.)

 M. Henri Krasucki, scerétaire confédéral de la C.G.T., dénonce « l'amalgame abusif » qui a été fait ou peut avoir été fait entre les les cégétistes qui contestent « toutes les orientations » de la confédération et ceux qui ont « des positions bien à cux sur la Pologne ». Ces derniers, indique-t-il, dans une interview à Ouest-France de mardi 12 janvier, « n'ont rien à voir avec cette ten-tative d'organisatoin fonction-nelle » qui, selon lui, apparaît avec ceux qui ont créé une coordination syndicale pour Solidarité.

MA & Britain Late 19. " ...

A MONTH WAS

tes de la coopération avec l' s'opposent

A TATO A MERCHANTER THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE PART

depuis le 26 septembre 1980. de l'état-major de la marine.

Espagne

Le nouvel état-major va tenter de restaurer la discipline dans l'armée

De notre correspondant

Les nouveaux chefs d'état-major

de l'aviation et de la marine béné-

ficient d'un préjugé favorable dans

les milieux démocratiques, Le pre-

mier fut précepteur du roi et a été

vice-président du gouvernement, le

lleutenant-général Gutierrez Maliado.

principal artisen des réformes démo-

cratiques au sein des forces armées.

Le second, l'un des créateurs de

l'armée aéronavale, est de longue

date en contact avec les militaires

Le nouveau chef d'état-major de

l'armée de terre est considéré comme

un officier sans affinité politique

particulière, mais réputé pour sa

fermeté. C'est le plus jeune des

lleutenants dénéraux en exercice

(âgé de sobtante et un ans. li ne

passera à la « réserve active » qu'au

Nombreux étalent, au gouverne-

ment, ceux qui considéraient que le

régime, pouvait difficilement affron-

ter la redoutable épreuve du procès

des putschistes du 23 février (aui

devrait en principe commencer dans

un mois environ) avec des chefs

d'étal-major proches de la retraite.

Pour les partisans de cette thèse,

le gouvernament doit pouvoir s'ap-

puyer sur des cheis militaires oul

ne sont impliqués en aucune manière

dans les événements du 23 février

1981 et qui apparaissent au-dessus

On note, maigré tout, dans les

milieux d'opposition, que le chef du

gouvernement, M. Calvo Sotelo, a

adi d'une manière spectaculaire et

rapide qui ne lui est guère habi-

tuelle. Le chef d'état-major de l'armée

limogé, je général Gabelras, était

par allleurs l'objet, depuis plusieurs

jours, d'une violente campagne des

ultras civils et militaires qui ne lui

pardonnaient pas les vives critiques

qu'il leur avait lancées le 5 janvier.

· Le général Gabelras et ses col-

lèques de l'état-major sortant laissent

l'image d'officiers fidèles à la

Constitution et au régime démocra-

tique, mais ne disposant guère de

leur autorité aux secteurs militaires

de droite et d'extrême droite. Ils

étaient critiqués par les officiers

« durs », depuis la tentative de

putsch du 28 février, mais n'avaient

pas réussi pour autent à gagner la

confiance des secteurs démocra-

tiques des forces armées. Ceux-ci

temporiser face aux manifestations

répétées d'Indiscipline des militaires

opposés à la Constitution, alors que

la conjoncture exigeait, selon eux,

Reste à savoir si leurs successeurs

pourront faire preuve de plus de

besoin dans les prochains mole.

LA JUNTE

DES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR

La lunte des chets d'état-

major (JUJEM) est formée des

chefs d'état-major des trois

constitue la plus haute instance

Les membres de la junte sont

nommés par la constil des mi-

nistres sur une liste proposée

par les conseils militaires de

chagune des trois armes - eux-

mêmes formés par les capl-

taines généraux des régions mili-

taires et les commandants des

régions aériennes et navales --

mais à laquelle le gouvernement

La junte, dont la création re-

monte au 8 février 1977 et qui

dépend directement du chet du

gouvernement, a pour rôle

ementiel de conseiller le gouver-

nement dans l'élaboration de la

politique militaire et de propo-

ser le plan stratégique nour la

défense du pays. Elle exerce

egalement la commandement

stratégique de ce plan et pro-

pose au gouvernement les nomi-

nations aux postes-clés de l'ar-

mée. Sa création avait suscité

de nombrenses protestations des

sectours conservateurs de l'ar-

mes, qui y voyaient une ingé-

rence « inadmissible » du pou-

voir civil dans les affaires

militaires.

n'est pas obligé de se tenir.

armes et d'un président et

de l'armés. -

THIERRY MALINIAK.

une grande fermeté.

l'énergie suffisante pour imposer

américains.

de la mêlée.

Madrid. — La autprise l'emporte des négociations qui dolvent s'ouvrir à Madrid dans les milieux politiques sur l'entrée de l'Espagne dans après la décision du gouvernement de remplacer les quatre membres de la lunte des chefs d'état-major, organisme suprême de la hiérarchie militaire. Le général Alvero Lecalle Leloup, capitaine-général de la région militaire de Valladolid, devient pré- un proche collaborateur de l'ancien sident du comité des chefs d'étatmajor (JUJEM), tandis que les généraux Ascanio y Togores, Emiliano Garcle Conde et l'amiral Saturhino Suanzes de Hidalga sont respectivement nommés chefs d'état-major de l'armée, de l'aviation et de la marine.

Le lieutenant-général Alvaro Lacalle n'est pas un inconnu. Son nom tut cité en 1980, avent celui du cénéral Armada, lorsque l'on commenca à évoquer à Madrid la possibilité d'un 'douvemement de coalition dirigé par un militaire. Il jouissait à l'époque d'un « préjugé favorable » dans certains milieux d'opposition, surtout parmi les socialistes, plan qu'il ait été lié, dans sa jeunesse, au mouvement d'extrême droit FUERZA NUEVA.

Depuis sa nomination à la tête de la région militaire de Valiadolid. il ne s'est pas distingué par des déclarations en faveur de la Constitution. Il est sans doute un gestionnaire compétent dans la perspective

LE GÉNÉRAL LACALLE: UN ANCIEN VOLONTAIRE DE LA DIVISION AZUL

Le lieutenant-général de l'armée de terre Alvaro Lacalle Leloup nomme président de la junte dez chefe d'état-malor (JUJEM), était, depuis août dernier, capitaine général de la Vite région militaire (Valladolid). Né en 1918, il a lutté comme volontaire pendant le guerre oivile de 1936-1939 aux côtés des nationalistes et .intégré l'armée en 1937. A l'Issue de la guerra. If a combattu comme volontaire dans la division Azul contre l'Union soviétique aux côtés de l'armée allemande et a été décoré à plusieurs reprises pour faits d'armes su sein de ce corps. H a ensuite suivi les cours de l'académie de transformation de l'artillarie et est titulaire d'un diplôme de l'état-

Professeur à l'Ecole supérieure de l'air, il a ensuite été directeur généra' au ministère des finances en 1958, pule sousexcrétaire du Trésor en 1959. Nommé général en 1974, puis général de division en 1978, il a commandé aux Canaries et a été gouverneur militaire de Pampaluna, En svril 1980, il a été nommé secrétaire général pour les affaires économiques du sous-secrétariat du ministère de la défense. Promu fleutenantgénéral en 1981. Il fut nommé capitalne-géréral de la VIIIº région militaire en août 1981. Sa femme est « grande » d'Espagne.

LES AUTRES MEMBRES DE LA JUNTE

Le lientenant - général Ramon Ascanio y Togores, nommé chei d'état-major de l'armée de terre, est né en 1920. Jusqu'à présent directeur du personnel de son arme, il n'est lieutenant-général, grade le plus élevé dans l'armée espagnole, que depuis le 18 décembre. Diplôme de l'école d'étatmajor, il a été notamment, au cours de sa carrière, chef de l'artillerie de la garnison des Canaries, puis commandant de la division Guzman al Bueno et gouverneur militaire de Ténérife, aux Canaries.

PRINCE OF

● Le général de division aérienne Emilio Garcia - Conde. nommé chef d'état-mejor de l'armée de l'air, né en 1918, a été précepteur du roi Juan Carlos en 1948. Attaché militaire à Rome puis à Athènes après 1964, il est chef de l'école d'hélicoptères en 1969, puis directeur général des aéroports en 1970. Chef de cabinet du vice-président du gouvernement chargé de la délence en 1876, il est détaché au quartier général de l'armée de l'air puis chef du commandement serien adjoint de l'état-major de l'air

■ Le vice-amiral Saturnino Suances de Hidalga, nommé chef l'état-major de la marine, est né en 1921 et est entré à l'Ecole navale en 1938. Depuis le 22 décembre 1980, 11 était chef-adjoint

AFRIQUE

La Mauritanie en quête de stabilité

II. - Le prix d'un homme

ses yeux, la liberté doit de-

boucher sur l'égalité des droits et

De notre envoyé spécial PAUL BALTA -

La tentative de coup d'Etat du 16 mars 1981, menée par des officiers exilés, n'a pas ébranlé le régime militaire manritanien mais a favorisé l'émergence du mouvement syndical et renforcé l'équipe dirigeante dans sa mériance à l'égard du Maroc, qui lui reproche de soutenir le Front Polisario. Nonakchott déplore que l'accord entre les deux pays, conclu à l'occasion du sommet islamique de Taef. soit inappliqué et fait grief à Rabat de «ne pas s'accommoder de la neutralité mauritanienne - dans le conflit saharien (« le Monde » du 16 janvier).

Rosso. — Au fur et à mesure que la voiture s'éloigne de Nouakchott pour s'approcher de Rosso, à 200 kilomètres au sud, on sort de l'univers du désert pour entrer dans celui du fleuve : le paysage devient plus verdovant, puis apparaissent les palmiers enfin, sur les rives du Sénégal au cours majestueux, la végétation flambole. Bougainvillées violettes, rouges, orangées, massifs de canas pourpres ou jaunes, longent la plaine de M'Pourlé jusqu'au barrage qui empêche le flux salé de l'Atlantique de remonter le cours d'esu. Là les Chinois ont créé des rizières qui s'étendent à perte de vue. Le Sud est bien le grenier de la Mauritanie, mais

Rosso, 40 000 habitants, est célèbre par son lycés qui accueille mille cinq cents internes et e formé la majeure partie de l'élite du pays. La ville se classe aussi au deuxième rang après Nouakchott pour la scolarisation, mais quand on sait que le taux national est d'environ 26 %, on imagine ce que doit être la situation pour les 250 000 habitants qui peuplent le reste du Trarga, et dans les autres provinces moins favorisées. Le Comité militaire de salut national a contribué à la mise en valeur des terres et à la constitution d'une trentaine de coopératives pour la culture du riz, si bien que les cultivateurs sont revenus pour y travailler, de la

Nous traversons des régions fertiles où la terre est pourtant laissée en friche dans un pays qui doit importer pour un miliard d'onguiyas (10 UM = 1 F.F.) de céréales, afin de combler son déficit alimentaire. Ces terres à l'abandon posent le double problème de la réforme agraire en cours d'élaboration et du sort des haratine (esclaves affranchis). Le plus souvent, ceux-ci continuent à dépendre de leurs maîtres qui prétendent les faire cultiver à leur profit des « propriétés » sur lesleur reprochaient d'avoir cherché à l quelles leurs droits ne sont pas incontestables et qui, au surplus, otn été bonifiées avec l'aide de

L'abolition de l'esclavage

En juillet 1980, le C.M.S.N. & détermination. Les milieux militaires aboli l'esclavage. Il s'agissait démocratiques, jusqu'ici très critiques d'une décision politique de prinà l'égard du gouvernement, consicipe. Encore fallait-il la mettre dèrent que les nouveaux promus en pratique. Ce n'est que le 9 nosont les seuls capables de faire vembre 1981 qu'a été publiée une preuve de la fermeté nécessaire à ordonnance dont les trols princila tête de la hiérarchie pour imposer paux points sont: 1) la confirmation de l'abolition sur toute à la troupe la discipline indispenl'étendue du territoire : 2) le versable et le respect du pouvoir civil. sement par l'Etat d'une compen-Une qualité, dit-on dans ces milleux, sation aux ayant-droit (les dont its auront certainsment bien maîtres a); 3) l'institution d'une commission chargée de préparer les décrets d'application et de fixer le montant du dédornmagement

Inutile de dire que ce texte est fort discuté par les haratine. Mais ce qui est nouveau c'est que El-Hor, mouvement qui défend leurs drotts, bien que n'étant pas reconnu (aucune formation politique ne l'est) est désormais tolére. Non seulement ses dirigeants ne sont plus pourchassés et arrêtes mais certains ont même accédé à des fonctions de responsabilité. M. Bilal Werzeg, qui avait été son représentant à l'étranger, a retrouvé un poste de diplomate en Europe, M. Hamoyd Boîtgel a été élu récemment eccrétaire général adjoint de l'U.T.M., et M. Haimer nommé directeur adjoint de la radio.

Il est vrai que ces dirigeants ont rompu avec la minorité extrémiste qui voulait les entraîner dans un mouvement contestataire négro-africain, sinon dans la constitution d'une entité autonome, le « royaume de Fouta ». Un jeune hartani (pluriel: haratine) nous dit à propos de sa communauté: « Alors que les Arabes d'origine sont une minorité et les Arabes arabisés (Irakiens, Egyptiens, Maghrebins, etc.) prédominants, les Maures Berberes. Au fond, nous qui sommes les descendants d'esclaves noirs et de maîtres a beidane » extraordinaire les 3, 4 et 5 octo-Arabes à part entière, au même

certaine façon, les prais Mauri- croyaient héréditaires », disent avec humour les Mauritaniens. taniens, car nous n'avons pas d'autre patrie. »
Pour M. Haimer, ancien directeur d'école, il s'agit moins d'une Leur réaction a été vive, mais le ches de l'Etat les a publiquement rappelés à l'ordre. « La principale règle du jeu démocratique consiste à s'incliner devant toute question raciale que d'un pro-blème social « Nous sommes des opprimés et nous cherchons à trouver à ce problème une solua-t-il déclaré dans son discours tion moderne et équitable », dit-il.

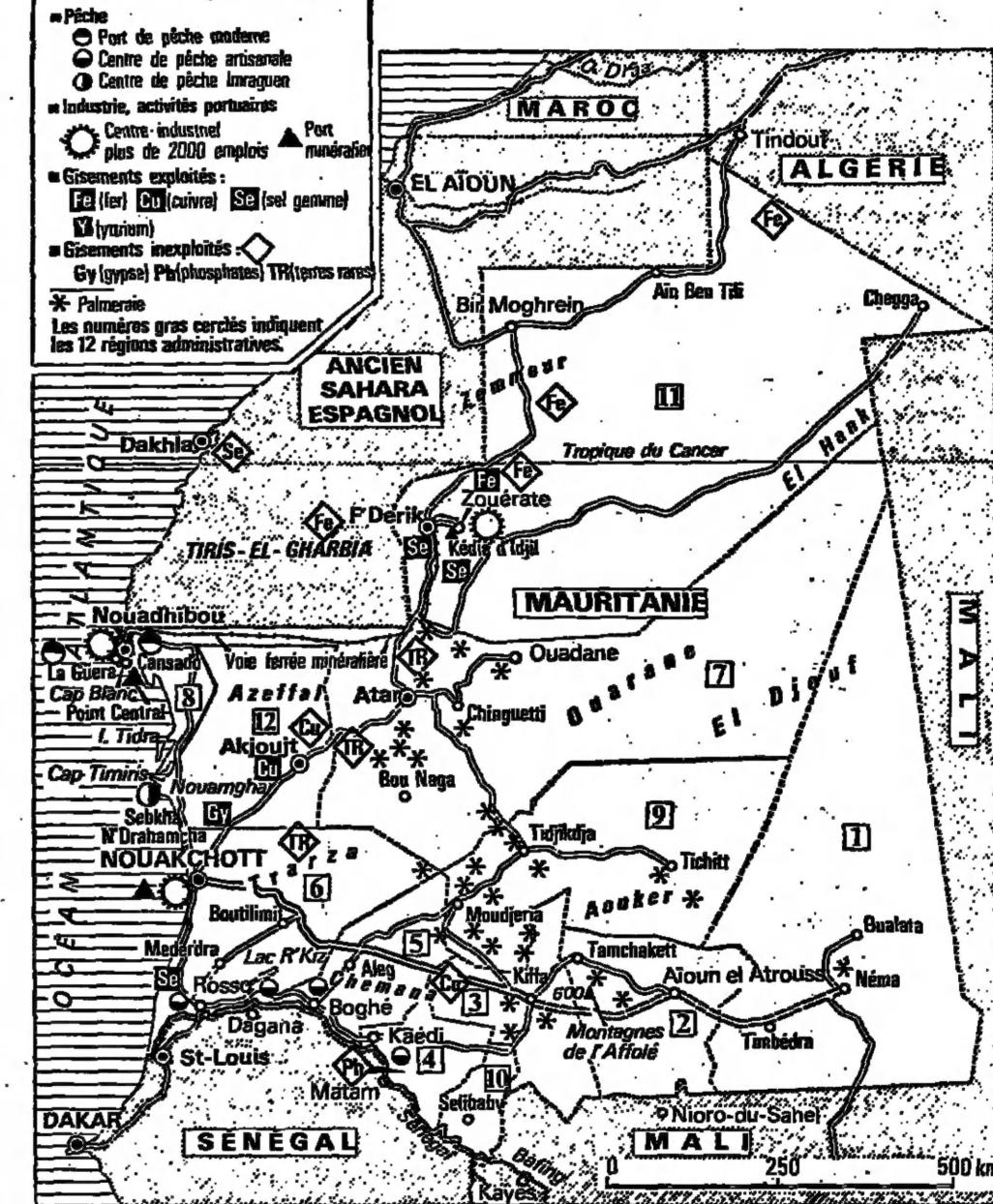
Parallèlement: le C.M.S.N. en-

tend achever début 1982 la mise

des obligations. Il trouve choen place entamée fin novembre quant qu'une commission « fire le prix d'un homme, comme s'il des « structures d'éducation des masses a Cette nouvelle institu-tion, présidée au niveau national s'agissait d'une marchandise ». a En tout cas, ajoute-t-il, si par le secrétaire permanent du commissions il y a, nous devrions C.M.S.N. et au niveau régional u être représentés car nous sompar le chef de la région milimes les premiers concernés. » sire, est animée par quatre se-Il explique que les dirigeants crétaires (orientation et organidu pays pensent respecter les économie : volontariat : prescriptions de l'islam selon lesislamique et action soquelles l'esclave se libère en déciale). « Nous voulons en faire une école de civisme, de respondommageant le maître. « Cela est taux, dit-il. L'islam a hérité de sabilité et de liberté, de façon à l'esclavage et il a codifié la sipréparer la population à l'exertuation outil a trouvée. Or l'islam cice effectif et responsable de la ouvre seize portes pour la libévie politique », nous a dit le mi-

normalement. Une dizzine de projets industriels ont èté lancés. Dans le domaine de l'infrastructure, seuls restent à ouvrir les 100 derniers kilomètres de route transversale reliant Nouakchott à Nema, où un aéroport international, construit par la R.F.A. pour désenchaver les pays de la région, a été inauguré l 24 novembre.

Sur le plan financier, l'aide extérieure a été réduite, entre 1980 et 1981, de 4 milliards d'ouguiyas à 1,4 milliard, tandis que la Mauritanie faisait face à ses engagements. internationsux. En revanche, si la balance des paiements est positive, c'est parce que les importations de biens d'équinement et de produits alimentaires ont été en partie couverts par des Etats amis ou « frères ». Il n'empêche que, grâce à un accroissement des recettes de l'ordre de 7 milliards. le budge de l'Etat a réduit le déficit en 1981 de 3.4 milliards d'ouguivas à 23 milliards et que le ministre de l'économie et des finances. M. Dieng Boubou Farba, espère



ration de l'esclave. Pourquoi n'at-on retenu qu'une seule solution et celle-là même qui est peutêtre la moins conforme à l'esprit du Coran? N'aurait-u pas été plus naturel et plus tuste de dédommager celui qui, depuis des siècles, est une victime? »

L'éducation des masses

Notre interiocuteur souligne, en outre, que les forgerons, les griots et les artisans, ont été oubliés et continuent à avoir un statut à part, sinon inférieur. De plus, les haratine auront du mal à ne pas rester dépendants de leurs maîtres tant que deux conditions essentielles n'auront pas été réalisées : la scolarisation de leurs enfants (moins de 2% d'entre eux vont à l'école) et la réforme foncière, qui devrait s'inspirer du principe : « La terre à celui qui la travaille o Il ne suffit pas de dire à l'esclave : a tu es libre », encore faut-il lui donner une structure d'accueil et affranchir son esprit et celui de son moître ». conclut M. Haimer.

L'économie reposant en grande partie sur les haratine, cela exsyndicale, fait significatif, a procédé à une révolution de palais an coms de son deuxième congrès bre : elle a écarté la plupart des anciens dirigeants soupconnes les habitudes du régime Ould

Diop, également secrétaire adjoint du C.M.S.N., expliquent que, dans chaque quartier, chaque campement, chaque zone rurale, il y aura des groupes de dix cellules chaque cellule étant elle-même constituée par une dizzine de familles. Selon le ministre, il ne s'agit a en aucun cas de l'embryon d'un jutur parti unique ». C'est ce que l'on disait déjá du Mouvement du volontariat lancé en 1980 et qui a été intégré dans les nouvelles structures. « Il n'y aura pas de cartes, précise M. Diop. Nous sommes contre le parti unique, parce que cela équivant à la dic-tature ; mais il faut préparer serieusement l'instauration du multipartisme. » Reste à savoir si ces bonnes intentions ne paraîtront pas bien contraignantes aux Mauritaniens, qui, très jaloux de leur liberté doivent lutter durement pour survivre. Les efforts d'austérité et de

nistre de l'information, le lieu-

rigueur déployés par le gouvernement commencent, il est vrai, donner des resultats. En 1981, la production céréalière a pratiquement doublé, passant de plique qu'ils se retrouvent nom- 21 000 tonnes à 41 000 tonnes taxibreux a l'U.T.M. L'organisation dis que pour les dix premiers mois de l'année écoulée, les exportations des produîts de la pêche atteignaient le chiffre record de 92 500 tonnes pour un montant de près de 2.9 milliards d'ouguiyas (1). Les exportations de fer ont été. d'avoir conserve la mentalité et de l'ordre de 9 millions de tonnes. et le plan Guelbs, qui doit assu-Daddah, a Elus en 1974, recon- rer la relève de la production jusduits en 1977, ces dirigeants se qu'à la fin du siècle, s'exécute

le faire descendre à moins de tenant de vaisseau Moustapha 2 milliards en 1982. La grande affaire du régime en ce début d'année est le lances ment, avec un an de retard, du quatrième plan quinquennal 1981-1985, auguel est consacrée une enveloppe de 76 miliards d'onguiyas, dont 22 milliards front au secteur minier, e En réalité nous dit M. Farba, l'accent a été mis surtout sur l'agriculture, qui recoit 19 milliards pour lui permettre de mener à bien la réforme foncière, la bonification des terres, le programme de reboisement, la mise en place d'un encadrement et l'organisation des paysans. z L'autre secteur privilégié est celui de la pêche avec 16 milliards, l'objectif étant defaire de Nouadhibou un centre qui puisse entrer en compétition avec Las Palmas, aux Canaries, ce qui suppose, an minimum, que le téléphone, le télex et les hôtels fonctionment correctement. Mais, dans ce pays, qui est un des plus pauvres du monde bien qu'il dispose de richesses potentielles non négligeables pour une population de moins de 2 milions d'habitants, tous ces projets ne seront réalisables qu'à deux conditions : la stabilité intérieure et la paix dans la région. Or, à tort on a raison. Novakchott redoute toujours une action Rabat et au-delà depuis l'accrois-

conflit du Sahara occidental

sement de l'aide américaine au

Marce, l'internationalisation du

The state of the s

The state of the s

growth to the second

Para tara and a second market

And to the second second

Jat. tomen

des troubles confequences

The entire Dames of therebes a perroques

Fifte H to be despited to

MANIFESTE DES 5 000 SCIENTIFIQUES

Les universitaires, chercheurs, intellectuels, techniciens et administratifs de la recherche soussignés, condamnent le coup de force du général Jarazelski et de ses complices. Ils estiment que la situation polonaise, à partir du moment où les représentants élus du plus grand ensemble de la nation sont arrêtés, n'est plus seulement une affaire intérieure polonaise mais met en cause les droits des peuples et les droits de l'homme.

lis expriment leur soutien et leur solidarité aux personnes arrêtées, au syndicat Solidarité, aux ouvriers, aux paysans, aux intellectuels et à l'immense majorité du peuple polonais dressés contre des dirigeants indignes et incapables.

Hs exigent une information précise sur le nombre, l'identité et le sort des personnes arrêtées, la libération immédiate de tous les détenus et la reprise de vraies négociations entre les partenaires polonais.

Ils demandent aux responsables politiques français et internationaux de suspendre jusqu'au rétablissement des libertés en Pologne toute relation susceptible de justifier et d'aider les auteurs — polonais et non polonais du coup de force, à l'exception de l'aide alimentaire.

Si le respect des libertés essentielles n'était plus assuré en Pologne, si les universitaires, chercheurs et intellectuels avec lesquels ils entretiennent des rapports professionnels et amicaux étaient persécutés, les signataires refuseraient désormais toute collaboration avec les organimes dépendant d'un pouvoir assis sur la force et la répression.

Cet appel, lancé le jeudi 17 décembre 1981, a été publié dans la presse les 24 et 25 décembre 1981 («le Monde », 25-12-81) alors qu'il avait recueilli plus de 4000 signatures d'universitaires, chercheurs et intellectuels. A la date du 13 janvier 1982 il a été signé par 5 228 personnes dont :

> 2 Prix Nobel, 9 membres de l'Institut - Archives de France (72) -Bibliothèque Nationale et Mazarine (74) - Centre Beaubourg (128) - C.N.R.S. (494) - Collège de France (64) - Commissariat à l'Energie Atomique (113) - Ecole Française de Rome (12) - Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (352) - Ecole Nationale des Chartes (17) - Ecoles Normales Supérieures (201) - Ecole Polytechnique (11) -Enseignement Secondaire (91) - Ecole Pratique des Hautes Etudes (37) - Institut d'Etudes Politiques, Paris (11) - Institut National de la Recherche Agronomique (10) - INSERM et Centres Hospitaliers Universitaires (99) - Institut Pasteur (451) - Divers Ministères (95) - Maison des Sciences de l'Homme (51) - Musées de France (7.3) -Observatoires (280) - Psychanalystes (65) - Revues Actes, Autogestion, Esprit, Le Genre Humain, l'Histoire, Spiritus (21) - Schlumberger (180) - Thompson C.S.F. (19) - Universités parisiennes (1 126) et régionales (658), dont : Aix-Marseille (49), Lille (46), Lyon (91), Paris I (162), Paris III (44), Paris IV (74), Paris VI (50), Paris VII (125), Paris VIII (114), Paris X (214), Paris XI (298), Perpignan (22), Poitiers (34), Rennes (110), Strasbourg (27), Tours (23) -Universités étrangères (148).

L'appel à des contributions de soutien a permis de réunir 58 200 F. Plutôt que de consacrer cette somme de toute manière insuffisante à la publication intégrale des noms des signataires, le Comité de l'appel a jugé préférable, une fois assurée la présente publication, de consacrer la somme restante à un fonds de solidarité mis à la disposition des chercheurs et universitaires polonais demandant à la France un accueil temporaire ou à plus long terme.

Les responsables du « Manifeste des 5 000 scientifiques » ont constitué un groupe permanent qui, en accord avec les associations ayant formé un Comité d'information et de liaison pour la Pologne, en liaison avec les signataires de l'appel C.F.D.T. - Intellectuels, se consacrera à l'animation, au sein du milieu des universitaires et chercheurs, d'actions en faveur de tous les polonais victimes de la répression.

La situation polonaise reste à ce jour encore mal connue. Elle n'est pas non plus stabilisée. Pour cela même, notre action doit continuer et requiert la participation de tous. Dans les semaines à venir il importera de rester vigilant et de réfléchir aux formes concrètes que devra prendre notre solidarité avec la liberté polonaise.

Les contributions peuvent être versées à : Jacques LE GOFF, M.S.H. 54, boulevard Raspail, 75006 PARIS - bureau 807

AFRIQUE

Madagasca

Le président Ratsiraka remanie le gouvernement et le Conseil suprême de la révolution

Antananarivo (A.F.P.). — Le président de la République maigache, M. Didier Ratsiraka, a annoncé, vendredi 15 janvier, un remanie-

Le premier ministre, M. Désiré Rakotoariiaona, nommé en 1977, est maintenu dans ses fonctions. En revanche, M. Rokotovao-Razakaboana (finances et plan) et Rarivoson (économie et commerce) sont écartés du gouvernement. Ils sont remplacés respectivement par M. Pascai Rakotomavo (finances, le plan étant désormais directement rattaché à la présidence de la République et par M. Georges Solofoson.
nouveau ministre de l'industrie et du commerce. Ces deux hommes occupaient précédemment les fonctions de directeur général de la compagnie d'assurances Aro et de directeur du cabinet civil du président Ratsiraka.

Robert Koto quittent le Conseil supérieur de la revolution.

Nairobi. — Dans ce remaniement - le quatrième depuis le déclenchement de la révolution, en 1975, — il faut retenir, pour l'essentiel, le limogeage des deux principaux « techniciens » du gouvernement malgache, MM. Rarivoson et Rakotovao-Razakaboana-Le premier, ministre de l'écono-mie et du commerce, n'avait jamais manifesté un grand enthouslasme envers le socialisme. Le second, ministre des

Éthiopie

• L'ARMEE ETHIOPIENNE s'apprête à lance rune nouvelle offensive et à utiliser les gaz innervants contre la résistance érythréenne, a affirmé. vendredi 15 janvier, à Paris, le représentant du Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) en France, M. Nafi Kurdi. M. Kurdi a. d'autre part, précisé qu'il avait reçu l'assurance du quai d'Orsay qu'il n'avait pas été question de l'Erythrée ni de ventes d'armes françaises au DERG lors des entretiens francoéthiopiens de décembre. « Le gouvernement français, a-t-il ajouté, a constaté qu'il n'existe pas de volonté de paix de la part de l'Ethiopie sur le pro-blème de l'Erythrée.

Tynisie

• M. FRANÇOIS MITTERRAND se rendre en visite officielle en Tunisie dans le courant de l'année 1982, a déclaré le tunisien. M. Mzali, qui yenait d'avoir une entrevue suivie d'un déjeuner avec le président, a indiqué que l'entretien avait porté notamment sur le Proche - Orient, les relations avec les pays du Maghreb et le Sahara occidental. De notre correspondant en Afrique orientale

finances et de plan, avait pris peu à peu ses distances à l'égard d'une expérience à laquelle il semblait s'identifier de moins en

Ces deux personnalités, formées

l'école du libéralisme économique, incarnaient au sein de l'équipe dirigeante la tendance la plus critique envers des méthodes socialistes qui avaient surtout engendré bureaucratie et pénurie. Ils s'opposaient également à l'influence dans la Grande Ile des Soviétiques et des Nord-Coréens. La mise à l'écart de M. Rakotovao-Razakaboana répond sans doute aussi à des préoccupations plus politiques. Aux yeux d'une partie de la bourgeoisie mérina des hauts plateaux, hostile au régime, celui-ci était en effet devenu au fil des ans — parfois à son corps défendant — l'incarnation d'un espoir, celui d'un possible retour au libéralisme économique et politique. Ce n'est sans doute pas un hasard si son limogeage intervient quelques jours après que M. Ratsiraka a annoncé son intention de briguer un nouveau mandat présidentiel de sept ans. En écartant un rival potentiel, le chef de l'Etat marque clairement que l'heure n'est pas à l'alternance. L'ancien ministre est nommé au Conseil suprême de la révolution, où il sera neutralisé aisément.

Le remaniement ne marque pas vraiment un nouvel épisode de la lutte d'influence entre « pragmatiques » et « idéologues ».
Ainsi M. Simon Pierre, connu pour ses surenchères verbales, est vendredi 15 janvier à Paris également écarté du ministère-clé M. Mzali, premier ministre de l'agriculture, où il n'avait tout promu des hommes de confiance qu'il ne pourte suspecter de tiédeur ou de déloyauté. C'est le cas du nouveau ministre du plan, M. Georges Solofoson, qui a montré son dévouement

pendant plusieurs années à la

Enfin, MM Charles Ravosjanshary, Sambson Gilbert (nommé ministre de la justice) et

Le précédent gouvernement datait d'août 1977 et comptait le même nombre de ministres.

> tête du cabinet civil de la présidence. · Les changements intervenus à

Antananarivo soulèvent au moins deux questions. MM. Rarivoson et Razakaboana avaient eu le mérite d'obtentr la confiance des milieux économiques internationaux notamment du F.M.L. dont l'aide est vitale pour la Grande Ile. Leur départ risque de compliquer la tâche d'un régime dans le besoin. Enfin, on peut se demander si des changements d'hommes suffiront à soigner une economie qui souffre avant tout de maux structurels : déclin de l'agriculture, endettement, incompétence, corruption.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT Premier ministre : colonel Désiré Rakotoarijaona :

Ministres : finances : M. Pascal Rakotomavo*; culture révolutionnaire : Mile Gisèle Rabesahala : postes et télécommunications : M Rakutovao-Andriantiana; justice, garde des sceeux : M. Gilbert Sambson: transports, ravitaillement tourisme : M. Joseph Bedo*; fonction publique, travail et lois sociales : M. Georges Ruphin ; population et condition sociale : M. Rémi Tiandraza : défense : colonei Guy Sibon : santé : M. Jean-Jacques Séraphin ; intérieur : M. Portos Ampy.; Enseignement secondaire et éducation de base : M. Théophile Andriancelises : enseignement, supérieur et recherche scientifique : M. Ignace Rakoto; information, animation idéologique et coopérativisation : M. Brune Rakotomavo; affaires étrangères : M. Christian Rémi Richard; jeusay: Industrie et commerce : Georges Soiofoson*; travaux publics': commandant Victor Ramahata*; production agricole ci réforme agraire : M. Nirina Andria-

* Nouveguz ministres.

AMÉRIQUES

Canada

LE PROJET DE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Mme Thatcher oppose une fin de non-recevoir à la démarche de M. René Lévesque

Québec (A.F.P.). — Le premier d'Ottawa sera déposée par ministre britannique, Mme That-gouvernement britannique s cher, a repoussé la requête du Parlement de Wesminster ai chef du gouvernement provincial du Québec, M. Lévesque, lui demandant de retarder l'adop-tion du projet de loi sur la Constitution canadienne par le Parlement de Londres, a-t-on annoncé officiellement vendredi

15 janvier à Québec. Dans la courte réponse en anglais à une lettre que lui avait adressée le premier ministre qué-bécois le 19 décembre, Mme Thatcher explique que les procédures légales intentées par Québec contre le projet de réforme constitutionnelle canadienne sont « une affaire purement canadienne ». En conséquence, l'edresse soumise à la reine Elizabeth par la Chambre des communes et le Sénat

Parlement de Wesminster afin de lui donner « un effet légal : et cela « en accord avec la pro-

Mme Thatcher se déclare désolée d'apprendre que la pro-vince de Québec n'a pu s'entendre avec le gouvernement fédéral [d'Ottawa] et les gouvernements des neuf autres provinces du Canada » lors des ultimes négociations constitutionnelles du 5 novembre 1981.

aux raisons invoquées par le premier ministre québécois.

MM. TRUDEAU ET LOPEZ PORTILLO VEULENT ACCELÉRER LE DIALOGUE NORD-SUD

Mexico (A.F.P.). — Le Mexique transformer en un piège, tout et le Canada edresserorit prochai— comme dans le cas de la Pologne, des vingt autres pays qui ont par-ticipé au sommet Nord-Sud de Cancun afin d'activer la relance de « négociations globales » au

sein des Nations-Unies. Prenent la parole au cours d'une conférence de presse à la fin de sa visite officielle, à Mexico, qui s'est achevée le vendredi 15 janvier, le premier ministre canadien. M. Trudeau a réfusé de dire s'à M. Trudeau, a indiqué que cette considérait comme é souhaitable » note, rédigée par lui-même et le que le Front farabundo marti-président Lopez Portillo en qua- pour la libération nationale lité de coprésidents du sommet, (F.M.L.N.), qui a reçu en août constituerait une demande pour que les représentants des pays concernés « adoptent les mesures adéquates » pour rendre possible l'ouverture des négociations giobales Nord-Sud.

cédure établie ».

Elle considère qu' « il ne serait pas approprie de suspendre l'action » concernant le rapatriement des textes constitutionnels canadiens et refuse de se rendre

tervention militaire étrangère ». Le Canada rejette toute forme d'intervention extérieure. Cependant, e-t-il ajouté, se démarquant ainsi de la position du Mexique, le Canada soutient le processus électoral en cours au Salvador, estimant que « toute élection est préférable à la guerre civile ». que le Front farabundo marti a just preuve la justice chilienne pour la libération nationale pour éclaireir les justice chilienne (F.M.L.N.), qui a reçu en soût dernier la reconnaissence politique du Mexique et de la France, participe sur élections du Selvador en mars prochain. Le premier ministre a démenti que le Canada ait l'intention de dépêcher des

LA COUR SUPRÈME ANNUILE LE NON-LIEU EN FAVEUR DES RESPONSABLES PRÉSUMÉS DU MEBRIRE D'UN ANCIEN MINISTRE D'ALLENDE.

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — La Cour suprême du Chili a estimé jeudi 14 janvier que « l'innocence des personnes inculpées » après l'assassinat de l'ancien ministre socialiste des affaires étrangères Oriando Letelier, à Washington en 1976, n'était « pas clairement

La Cour suprême a annulé le non-lieu prononcé le 15 décembre 1981 par la cour martiale en faveur de l'ancien directeur de la DINA (police politique), le général Manuel Contreras, et de ses collaborateurs, le colonel Pedro Espinoza et le capitaine Armando Fernandez Larios.

Un grand jury américain avait accusé ces trois militaires d'avoir commandité le meurtre de l'ancien ministre d'Allende et de se secrétaire, Ronnie Muffit Leur extradition, de mandée par les Etats-Unis, avait été refusée par la Cour suprême du Chili en rai-son des tensions existant elors entre les deux pays. Le verdict de le Cour devrait permettre la réouverture du procès, estiment les porte à croire que la famille de la victime sollicitera une telle décision, ajoutent-ils.

Cependant, la sœur de l'ancien ministre, Mme Fabiola Leteller, s'est déclarée totalement insatisfaite par le verdict de la cour. « L'horrible meurire de mon frère ne peut rester sans compables », e-t-elle affirmé vendredi, dénoncant a le peu de diligence dont

déposé le 21 septembre 1976 une bombe dans la voiture de l'ancien ministre socialiste est actuellement emprisonné sur Etats-Unis. Pour es part, le général Contreras Le premier ministre a lancé une troupes au Salvador dans le cadre dirige maintenant au Chili une mise en garde au sujet du Salva- d'un contingent de paix, mais il a importante compagnie de protector, en indiquant que la crise que confirmé qu'il enverrait des cobition des personnes, des hiens et traversait ce pays pouvait « se servateurs » pendant les élections des entreprises.

estimate remanie le gouverneme

PROCHE-ORIENT

LES MAIRES DE HÉBRON ET DE HALHOUL A PARIS

Le voyage de la dernière chance ?

graient rencontrer M. Mitterrand lundi 18 jamiler ainsi que d'au-

L'annonce, faite vendredi iprès midi 15 ianvier à l'Elysé Israel aura lieu « début mars : trançaise va partir pour Jérusalem «à bref délai» (s.e.a.s wenir) n'a été accompagnée d'aucun commentaire officiel à Paris. En Israël, un ports-perole s'est borné à se dire « heureux » de cette première vigite d'un président français, ajoutant : « Nous nous apprétons à l'accuellir chalenramement et à lui témoigner toute notre amitié. » Pour sa part l'ambsesade d'Israël à Paris rappelle en décembre demier a été l'occasion de retrouvailles » et esvisite, les relations seront renforcéas ».

Revenir en Cisjordanie : une obsession pour MM. Kawasmeh. quarante - deux ans, ingénieur agronome et père de cing enfants, et Melhem, cinquantodeux ans. Dère de neuf enfants. qui enseignait l'anglais avent d'être élu maire, comme son collègue de Hébron, en 1976. Tous deux vivent aujourd'hui à Amman, et mênent depuis le début de leur exil une campagne obstinée qui les a conduita six fois aux Etata-Unie, dans la plupart des pays d'Europe occidentale et dans plusieurs pays de C'Est. - En vingt mois, nous avone passé qualque quatre cents heures en aylon, calcule le maire de Hébron, et pas plus de dix mille télégrammes en notre favour ont été adressés

Correspondance

Deux grèves de la faim, trois résolutions au Conseil de sécucité de l'ONU demandant l'abropation de l'arrêt d'expulsion dont ile sont l'objet, l'intervention de tels-que la président roumain. élections de luin 1981 puis l'anconce par le ministre de défense, M. Sharon, d'un « as souplissement » de la politique suivie dans les territoires occupés evaient redonné quelque. espoir à MM. Kawasmeh et Melhem quant à un prochain retour. Un espoir douché par la noh = opposé en octobre par M. Sharon à une requête de ieur avocet, Mª Felicla Langer. S'Hs a'ont pas renoncé à poursuivre 'teur campagne, une

certaine lassitude marque aujourd'hui leur propos. - !! faudra du temps avent que nous puisalons rentrer chaz nova ». convient M. Kewasmeh. - Ce voyage en France est peut-être notre demière chance, souligne pour: sa part son collègue. Si les dirigeants français ne peuvent convaincre M. Begin de nous laisser revenir en Cisjordanie, alors, tent que durera le gouvernement Begin, nos chances seront rès minces. »

Décus mais pas résignés. H se sont installés dans un provisoire d'autant plus pesant qu'ils vivent séparés de leur famille M: Kawasmeh recolt régulièrement la visite d'habitants de Hébron, ses administrés, qu franchissent le Jourdain pour lui demander alde et conseils. Mais if n'a pas: voulu jusqu'à présent prendre de travall en Jordanie. « car . ce. aerait 'accepter de refaire me vie icl », dit-il. Dens la même situation. M. Mohamed Meihem vient, d'être élu mem-

bre du conseil international de la Fédération mondiale des villes jumelées : une tribune d'où il espère pouvoir défendre la cause

Partisans de l'O.L.P., membres influents du comité national d'orientation créé en 1979 dans les territoires occupés pour s'opposer au projet d'« autonoles accords de Camp David, tous deux récusent les accusations liennes pour justifier leur expulsion. Accusations ealon sphèer favorable à l'attentat qui coûta la vie à six colons Israéliens le 2 mai 1980 à Hébron.

« Je ne suls pas un terroriste, comme le disent les Israéliens, s'insurge le maire de Halhoul. J'ai toulours d'it que les Palestiniens et les israéliens devraient coexister dans deux Etate voisins. J'al toujours dit que cette coexistence serait possible al les Israéliens ces salent de confisquer des terres. permettaient aux Palestiniena de choisir librement leurs repré sentants et aux maires de "évelopper leurs municipalités, se retireient des territoires occupés, etc. -

Mais alouta-t-il : « Si les israéilens comptent sur Mustapha Dudin (1) at aur quelques autres qui, comme lui, ne représentent qu'eux-mêmes, pour parler au nom des Palestiniens. pensez-vous qu'une paix véritable soit possible au Proche-Orient ? =

MM. Kawasmeh et Melhem se déciarent prêts à dialoquer avec les israéllens, pourvu que ceux-cl scient prêts à les écouter. Une position qu'ils défendront auprès de M. Mitterrand. qu'ils ant déjà rencontré lors d'un précédent voyage en 1980, loraqu'il était premier secrétaire du parti socialiste.

(1) Mustaphe Dudin est le chef de file des ligues de villa-geois que les autorités laraé-liennes tentent de faire revivre pour essayer de faire contrepoids à l'influence des maires

Jordanie

Amman accuse Damas de chercher à provoquer des troubles confessionnels

Correspondance

Amman — Y a-t-il un « plan syrien » visant à créer des trou-bles confessionnels en Jordanie? bles confessionnels en Jordanie?
L'hypothèse n'est pas exclue par
les observateurs à Amman. Le
communiqué du ministère jordanien de l'intérieur, diffusé mercredi 14 janvier, accusant un
diplomate syrien en poste à
Amman, M. Hisham Kumbur,
d'être à l'origine d'un attentat à
la bombe qui a fait six blessés le
12, paraît donner consistance à
la thèse.

Chili

l'attentat a en partie détruit un magasin de spiritueux du Jebel Amman, quartier résidentiel de la capitale et secteur des ambassades. Le propriétaire, chrétien, est l'une des victimes. Mais l'un des blessés est également, selon les autorités, le porteur de la bombe, un jeune homme de vingt ans, originaire de Naplouse, en Cisjordanie. Le communique indique qu'il a bénéficié de la complicité d'un membre de sa famille, recruté il y a quelques mois par M. Kumbur et les services secrets syriens avec pour mission, notamment, d'exécuter une série d'attentats contre des commerces d'alcools « dans l'intention d'en fuire porter la responsabilité aux intégristes musulmans» de Jordanie.

Dêjà, en octobre 1981, plusieurs

phète Mohamed, le 6 janvier, le roi Hussein fit, devant un aréopage de «cheikh» (chefs rell-gieux) de l'armée, et en présence des plus hautes personnalités chrétiennes, une déclaration chrétiennes, une déclaration remarquée: «Il n'y a pas de place, parmi nous, pour l'extrémisme conjessionnel ou régionaliste, ou pour tout autre forme d'extrémisme, avait-il dit. Nous punirons sans merci ceux qui appellent à la sédition confessionnelle, ou qui jont circuler de jausses rumeurs » L'attentat de lundi, le premier qui ait fait des victimes, est intervenu quatre jours après cette déclaration, suscitant un regain d'émotion.

On observe cependant à Amman que les Frères Musulmans n'ont aucun intérêt à ce que leurs relations avec le gouvernement se détériorent. La Jordanie est en effet le seul pays arabe qui leur alt accordé un statut, même si ce n'est qu'un statut « d'organisation de bienfaisance ».

mois par M. Kumbur et les services secrets syriens avec pour mission, notamment, d'exécuter une série d'attentats contre des commerves d'alcools « dans l'intention d'en faire porter la responsabilité aux intégristes musulmans » de Jordanie.

Dêjà, en octobre 1981, plusieurs magasins chrétiens avaient été incendiés. D'autres auraient fait depuis l'objet de menaces, ainsi que les hôtels organisant des révelllons à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Ces incidents, attribués par la rumeur publique aux Frères musulmans, avaient suscité une vive inquiétude, notamment eu sein de la communauté chrétienne, au point qu'à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du pro-

le MARDI 19 JANVIER, & 20 h 30 Avec : Mme Martine BARRERE, journal « Le Recherche » — M. Georges AMSEL, directeur de recherche au C.N.R.S. — M. Louis PUISEUX, de l'École des Hautes Rtudes en Sciences sociales — M. Jean-Claude ZERBIB, ingé-

CENTRE RACHI/CURI bd de Port-Royal, PARIS 5° Tél. 331-98-29

LE NUCLEARE ET LA PROLIFERATION

ADMICE ATRIMIDILES

TO THE PROLIFERATION OF THE PROLIFERATION OF THE PROPERTY UNE SÉLECTION **HEBDOMADAIRE**

RÉALISE CHAQUE SEMAINE à ses lecteurs sident à l'étranger

travers le monde

Afghanistan

UN REPRESENTANT DE LA RESISTANCE RECU AU QUAI D'ORSAY. — M. Azizullah Lodin, conseiller politique du Mouvement révolutionnaire islamique d'Afghanistan, l'une des plus importantes organisations de la résistance, a été reçu, vendredi 15 janvier, par un haut fonctionnaire du ministère des relations extérieures. Le Quai d'Orsay a indiqué que de tels contacts avec des membres de la résistance afghane avaient déjà en lieu à plusieurs reprises et qu'ils permettaient de complèter l'information du gouvernement sur la situation en Afghanistan.

Berlin-Ouest

ONT ETE BLESSEES — dont un bébé de quatorze mois grèvement atteint — par l'explosion d'une bombe dans un restaurant israélite de Berlin-Ouest, vendredi 15 janvier. D'après les premières investigations l'attentat ne semble pas imputable à l'extrême droite. — (Reuter) droite. — (Reuter.)

Ouganda

• M. ANTHONY OCAYA, secrétaire général en exercice du exercice du parti démocratique, principale formation d'opposition, a été arrêté et interné dans une caserne à l'extérieur de Kampala, a-t-on appris, vendredi 15 janvier.

Venezuela

du Nicaragua de trois diplo-mates vénésuéliens — deux civils et l'attaché militaire de Pambassade - accusé d'avoir aide aun groupe contre-révo-lutionnaire » qui projetait des attentats contre des personnalités nicaragnayennes. (le Monde du 16 janvier). (APP.)

aujourd'hui

FOURIES GEORGE V

MANTEAUX

Ragondin 6.450 F 5.150 F Queue de Vison dark 9.850 F 7.850 F Marmotte canadienne 17.850F 14.750F Astrakan Swakara -6.750 F 5.750 F Castor rasé 13.250 F 9.850 F 16.750 F 13.900 F Vison dark Vison dark Vison ranch 19.750F 16.750F Renard bleu 15.750 F 12.850 F 18.750 F 15.350 F

MANTEAUX LONGS du SOIR

Vison blanc
Vison Koh LNoor
Vison dark

45.000 F 22.500 F
25.000 F 17.500 F Chinchilla 140.000 F **VESTES**

Astrakan Swakara noir, marron _6.250 F 4.950 F Agneau de Toscane 2850F 2.250F Renard bleu -5.450 F 4.450 F Marmotte canadienne _8.250 F 6.650 F Vison dark 9.750 F 7.850 F

PELISSES

Intérieur Castorette 1.950 F 1.450 F Intérieur et col Opossum pleine peau 4.250 F 3.450 F

TENSION ENTRE LE VENEZUELA ET LE NICARAGUA.

— Le gouvernement de Caracas a demandé, vendredi 15
janvier, à la junte nicaraguayeme de « précisér sa
position» sur ses futures relations avec le Vénézuela. Dans
un communiqué, il demande si
le ministre de l'intérieur nicaraguayen, M. Tomas Borge,
qualifié d' « irresponsable »,
désire « nuire de japon irréparable » aux relations entre les
deux pays. Ce document est
publié à la suite de l'explusion
du Nicaragua de trois diplo-

Magasin ouvert tous les jours de 9h30 à 19h. sans interruption, sauf le dimanche

Le rapport de F.O. sur le « comportement du P.C.F. et de la C.G.T. »

Un rapport assez léger, tel est le qualificatif que l'on peut donner au texte publié par F.O. sur les communistes. Les faits reprochés sont minces et l'attitude dénoncée des communistes procède - sauf nouvelle preuve - d'un comportement très humain d'aide ou d'entraide. Comme - le Monde - du 16 janvier l'indiquait, plus qu'une accusation dûment prouvée, F.O. entend, en fait, tirer la sonnette d'alarme. « La

Adopté à une large majorité

(2 voix contre, 1 abstention), la

rapport de vingt-deux pages sur le « comportement du P.C.F. et

de la C.G.T. » précise d'amblée

du parii communiste ni, par rela-

. (...) Ce sont les méthodes uti-

lisées, tant pour parvenir qu pou-

voir que pour l'exercer, que nous condamnons car le corollaire de

ce pouvoir demeure, partout, la

suppression des libertés indivi-

Après avoir rappelé la tactique

léniniste des partis communistes.

le rapport affirme : « La pré-

sence des ministres communistes

au gouvernement en donnant une

auréole vertueuse au parti com-

muniste va, en même temps, ja-

ciliter le travail syndical de la

C.G.T. Les faits qui sont décrits

dans les pages suivantes donnent

un faible aperçu de la tactique

mise en place par le P.C., par ministres interposés, au bénéfice

de la C.G.T. Elle prend sa place

dans une stratégie qui consiste,

tout d'abord, à éliminer les « gé-

neurs », c'est-à-dire les organisations syndicales libres, en priorité : la C.G.T. Force ouvrière.

Tous les moyens sont bons, n

compris les appels à l'unité syndicale, jusqu'aux propositions de réunification organique, l'objec-

tif étant de placer l'organisation de la classe ouvrière unifiée sous

Le rapport énumère ensuite les

faits : la nomination de commu-

nistes dans les cabinets des mi-

nistres des transports, de la fonc-

En voici quelques exemples

Au ministère des transports

le comité technique paritaire ministériel, instance importante

en matière d'organisation des ser-vices, est composé, depuis tou-jours, d'un nombre égal de repré-

sentants de Force ouvrière

C.F.D.T. et C.G.T. alons même

que les voix obsenues eux diffé-

rentes élections par les personnels dépendant directement de ce

département font apparaître un

pourcentage supérieur pour notre

centrale par rapport aux autres.

Or un arrêté du 8 janvier 1982

a sans consultation des syndi-

cats » accorde sept sièges à la C.G.T. et quatre à F.O.

Au ministère de la santé,
 F.O. rappelle la circulaire Réalité

sur la grève dans les hôpitaux

contre laquelle elle a exerce un

recours en Conseil d'Etat (1)

F.O. ajoute qu'un « projet de ré-

PRESSE

forme des commissions parital-

Le mensuel qui vous donne sur

l'information des documents que

vous ne trouverez pas cilleurs.

Dans le numéro de janvier

L'INFORMATION

Telle qu'elle évolucit

COTÉ USAGERS

le coop de foudre

Le flou : nul se sait

LES QUOTIDIENS

Les titres qui oat été

JEAN-CLAUDE HEBERLE

PRESSE ACTUALITÉ

est introuvable en kiosque. Exclu-

sivement vendu par abonnement.

ENVOYER 17 F (timbres on chèque)

à Presse Actualité, 5, rue Bayard,

75393 Paris Cedex 08, en spécifiant

numéro de janvier

L'abonnement d'accueil : 110 F.

publiés depuis 1944

de Radio-Monte-Carlo

ce qu'elles deviendront

LES RADIOS

avant le 13 décembre

EN POLOGNE

TELETEL

Ce n'est pas

EN 1982

RATP, à la SN.C.F., etc.

la houlette du P.C. »

tion, celle de la C.G.T.

duelles et collectives. D

res » est taillé sur mesure en faveur de la C.G.T. « Dans le domaine de l'emploi. pour le secteur hospitalier, deux

que F.O. n'entend pas engager de étaient prévus jusqu'à la fin de chasse aux sorcières. « Respecl'année 1981. On assiste alors à une singulière répartition. Pour tueux de la démocratie car. déle département du Cher : quamocrates nous sommes en pensée et en pratique, nous accordons à rante-deux postes sont distribués : tous les hommes le droit de pentrente-cinq traient à Vierzon, municipalité communiste; quinser autrement que nous. Mais. nul ne pourra interdire à la se traient à Bourges, ville admi-C.G.T. Force ouvrière, à ses milinistrée par le P.C. et deux seulement à Sancerre, localité dirigée tants, à ses adhérents de dire qu'ils défendent une conception par des modérés. » de la société qui n'est pas celle Buteaux d'embauche C.G.T.

> créer des « bureaux d'embauche dans plusieurs entreprises » en sollicitant l'adhésion » et ajoute : « On lit d'ailleurs, dans l'Humanité du 9 novembre. l'annonce suivante : « Cinquante et un postes sont à pourvoir e aux ateliers de la S.N.C.F. du o Lando à Saint-Denis. Cinquante > et un jeunes de dix-huit à » trente ans, pourous d'un CAP s ou d'un REP, peuvent se préa senter au 8, rue Suger à Saint-Denis. Le syndicat C.G.T. les s aidera dans leurs démarches » auprès de la S.N.C.F. » Même reproche au syndicat C.G.T. du centre hospitalier de Vancluse qui invite des infir-

- F.O. reproche à la C.G.T. de

pour occuper des postes vacants dans cet hopital. • Formation projessionnelle. — F.O. reproche à plusieurs muni-

mières à prendre contact avec lui

suite au prochain numéro », a indiqué M. Ber geron annonçant que ce rapport était un feuilleton à suivre. Un feuilleton ? L'affaire est trop sérieuse pour qu'un syndicat dont l'inquiétude - par son expérience - est réelle se contente de pratiquer un tel genre littéraire. La naiveté comme la légèreté ne sont pas de mise

JEAN-PIERRE DUMONT.

des associations pour mieux obtenir du gouvernement des aides en faveur de la formation des « Alertés sur les procédures de contrôle qui poseraient quelques

problèmes en matière de finances normales, les municipalités communistes créent actuellement des associations placées sous le régime de la loi de 1901, et dont on trouve les déclarations au J.O. depuis décembre (...). On peut d'ores et déjà craindre que les municipalités communistes ne disposent dans les prochains mois d'une main-d'œuvre gratuite d'environ dix mille jeunes dont la rémunération sera prise en charge par les fonds publics. » Le rapport estime que « les faits démontrent que le comportement des communistes n'est pas susceptible d'une evolution positive », et conclut * Le . Comité confédéral national (C.C.N.) proclame sa volonté de maintenir, au plus haut niveau la vigilance de l'ensemble de ses militants. En oue d'assurer un recensement permanent de toutes les entreprises d'assujettissement des secteurs contrôles par les communistes et de les porter à la connaissance des trapailleurs, le CCN. décide la constitution d'une a commission permanente nour la détense des libertés ».

(1) Cette circulaire prévoit qu'en cas de greve ce sont les syndicate et les grévistes et non plus la direction — qui gérent et assurent le cipalités communistes de créer

Premier tour des élections législatives partielles

Outre le soutien que M. Pierre Mauroy a apporté, sur le terrain, aux candidate investis par le P.S. dans la deuxième et la douzième circonscription de Paris, la fournée du vendredi 15 janvier a été marquée par d'ultimes prises de position, avant le premier tour des élections législatives par-

 M. Louis Mermaz, president de l'Assemblée nationale, a déclaré, à Givry-en-Argonne (Marne), où il est venu soutenir Mme Annette Chépy-Léger dans la troisième circonscription de la Marne: « Il y a hutt mois que nous sommes aux affaires, l'espoir en France est intact, le plus important est de construire. Ce langage nouveau signifie réveil et la volonté de la France.

• La Ligue des droits de l'homme a invité a tous les électeurs qui partagent ses préoccupations et qui sont solidaires de son combat » à se prononcer pour les candidats de la majorité présidentielle.

En Seine-et-Marne, le collectif des opposants à la centrale de Nogent-sur-Marne, qui soutient la candidature de M. Robert Laugier, nous précise que la réunion qu'il a organisée, le 10 janvier à Provins - et dont nous avons fait été dans le Monde du 1f janvier. — était privée et non publique (d'où le faible nombre de participants). Tous les candidats y étaient invités M. Peyrefitte, qui a répondu l'invitation, a indiqué que la mise en service de la centrale n'était pas créatrice d'emplois nouveaux. Le collectif conteste ainsi la suppression annoncée par M. Fromion, candidat socialiste. tranches de travaux qui, affirment les cégétistes, n'avaient pas une politique antisociale parce été envisagées.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

MM. Giscard d'Estaing, Mauroy et Barre se renvoient la facture

vendredi 15 janvier, aux propos card d'Estaing, selon leque a nous entrons dans la période heureuse du déficit. Le déficit commence par l'euphorie et finit toujours par la facture» (le Monde du 16 janvier). Le premier ministre, qui s'est déplacé dans les deuxième et douzième circonscriptions de Paris afin de soutenir les candidatures de MM. Pierre Dabezies (gaulliste de gauche), et Stelio Farandjis (P.S.), aux élections législatives partielles, a déclaré « M. Giscard d'Estaing a parlé d'une facture. C'est le gouvernement précédent qui nous en a laissé une et une très grosse. La facture qu'il nous faut payer, c'est bien celle des on septennat.»

> La France va un peu moins bien

Les réflexions que livre, pour sa part, M. Raymond Barre, dans une interview publice par le Figaro-Magazine daté du 16 janvier, divergent à la fois de celles de M. Mauroy et de celles de M. Giscard d'Estaing.

L'ancien premier ministre constate, d'une part, que, « dans beaucoup de domaines, la politique du gouvernement socialiste ne s'écarte pas des orientations (qu'il avait) mises en place > et affirme, d'autre part, que « la France va un peu moins blen qu'il y a six mois v et que « le fruit de vingt-cinq années d'effort peut être ruine en cinq ans v. a J'ai été constamment accusé de mener que je prenais pour objectif le et culturel.

M. Pierre Mauroy a répondu, strict maintien du pouvoir d'achat, remarque-t-il. Je constate ausaient ne disent rien d'autre. Leur masse monétaire n'est pas très différente non paus de celle que favais prise. » En revenche, « la politique actuellement menée. notamment en matière d'emploi. ne (hi) parast cohérente ni à court terme ni à moyen et long terme » Il affirme que « la politique d'acceleration de la croissance par une relance de l'économie est dandereuse v.

D'eutre part, l'ancien premier ministre estime que « le succès de la aquehe aux élections n'a nullement été dû à l'augmentation massive des voix de gauche, mais plutôt à l'absteution d'électeurs de l'ancienne majorité. Il n'y avait pas de volonté fondamentale de changement de société. Cette élection ne s'est pas jouée sur la réalité d'un bilan économique et social ». Pour sa part, M. Valery Giscard d'Estaing avait déciare, jeudi 14 janvier : « Les Français aujourd'hui sont inquiets. Bien sûr: Us ont opté pour le changement, mais à une très courte majorité. Il n'y a pas en de raz de marée.»

 M. Jacques Soustells, ancien ministre et ancien député, a été recu le 15 janvier par M. François Mitterrand. M. Soustelle, qui est un ancien spécialiste des civilisations précolombiennes, a indiqué que la conversation avait porté sur les relations de la France avec les pays d'Amérique latine sur les plans économique

Le P.C.F. dénonce une attitude de « racisme politique »

Le bureau politique du P.C.F. et l'application des contrats de a publié vendredi 15 janvier une solidarité. Ce n'est évidemment déclaration qualifiant de estupide et odieuse » l'opération anticommuniste » de Force dre l'endoctrinement de la jeution publique, de la santé; les faveurs accordées à la C.G.T. à la ouvrière. « Stupide parce qu'elle nesse dans le fait que le syndicat « dossier » produit par Bergeron est si évident que même certaines des forces de l'anticommu-nisme le plus constant prennent leurs distances à l'égard de telles élucubrations. En effet, ce qui caractériss la situation héritée de l'histoire récente à propos des rupports des communistes et de l'État en France, c'est la discrimination et l'éviction systèmatiques dont ils ont fait l'objet. (__

> » Odieuse parce qu'elle tend à banaliser une attitude qu'il jaut bien qualifier de racisme politi-que. Une telle campagne prend sa source dans les pires traditions du maccarthysme. On ne peut s'un étonner quand on se souvient de ce que furent en 1947 les origines politiques de la création de Force ouvrière. Il est une fois de plus regrettable qu'en parfaite connaissance du caructère entièrement fabriqué de cette campagne un certain nombre de médias et de journaux se soient immédiatement transformés en relais complaisants d'une opération en contradiction complète avec le respect le plus élémentaire des drotts de l'homme. »

< L'Humanifé > : sur quelques fantasmes

commente dans con éditorial les réactions aux déclarations de M. Bergeron, et l'organe du P.C.F. relève, dans un autre article. a quelques-uns de s fantasmes anticommunistes du leader de Porce outrière ».

L'Humanité note ceci : « Ainsi, un conditionnel nous apprend que sur les quarante-deux postes attribués par le ministère de la santé au département du Cher en fuillet dernier trente-cinq iralent à Vierzon, quinze à Bourges, villes communistes, et deux seulement à Sancerre, localité dirigée par des modérés. M. Bergeron ne mentionne évidemment pas que Sancerre compte trois mille habitants, Vierzon quarante mille et Bourges quatre-pinot mille. Les deux mille postes supplémentaires attribués par Jack Ralite dès son arrivée au ministère alors que le précédent gouvernement ne voulait créer aucun emploi ont été répartis entre cent vingt-neuf établissements dont vingt-trois ont un conseil d'administration précidé par un conseil des parties communicies sidé par un maire communiste.

Ainsi, su ministère des les communistes ont à l'évidence l'intention de prendre le pouvoir M. Bergeron, a troité Anicet Le tions de sa création ne sont pas Pors, ancien fonctionnaire de ce encore réunies. » « Aujourd'hui, ministère, a fêter sa nomination il n'est pas question de quitter de ministre avec les travailleurs.

formet en s'oureau d'embauche» mais qui n'est pas d'actualité en menant la lutte pour l'emploi immédiate.

pas un reproche que l'on peut faire à M. Bergeron qui voit poin-C.G.T. de Drancy se propose d'aider cinquante et un jeunes de ville dans leurs démarches auprès de la S.N.C.F. Mieux vaut sans doute les laisser au chômage!

LA C.G.T.: LE GOUVERNEMENT DOIT RÉPONDRE

La C.G.T. estime que les « soidisant révélations de M. André Bergeron sur le novautage de l'Etat par les communistes ne peuvent laisser sans réaction le gouvernement qui se trouve de fait mis en accusation ».

S'exprimant vendredi soir 15 janvier au nom de l'ensemble de la C.G.T., M. Louis Viallet, secrétaire général de la fédération des P.T.T., a déclaré que les accusations de F.O. sont fondées sur un « vide total » et des « ragots » et qu'elles ne constituent a qu'une basse opération politi-

« Pendant des années, nombre l de militants C.G.T. ont fait Pobiet d'ostracisme dans la fonction publique, a poursuivi M. Viallet, alors que les organisations F.O. ont bénéficié d'une situation privilégiée, a Selon le responsable C.G.T., M. Bergeron veut « susciter dans notre pays une chasse aux sorcières ». Enfin, a-t-il pré-cisé, chacune des organisations de la C.G.T. mises en cause par F.O. répondra a très clairement aux accusations portées contre seiller de gouvernement, vient de

M. Emmanuelli va définir les actions prioritaires d'une nouvelle politique pour l'outre-mer

départements d'outre-mer. Plusieurs nuelli, dont l'autorité risquait d'être ment » tarde chez eux à se concrédécisions d'application immédiate ont été prises concernant essentiellement l'organisation de l'économie sucrière. le développement des investissements productifs, les transports aériens, le régime des prestations sociales, le logement social et les conditions d'accueil en métropole des Français originaires des DOM. En outre, le secrétaire d'Etat aux

DOM-TOM a été chargé de définir. nés, les actions prioritaires qui

donc le rôle que le gouvernement, partisans locaux qui commencent à consacré pour la première fois aux souhaite voir tenir à M. Henri Emma- trouver, eux aussi, que le « changeébrantée par la décision contratre été infligées le 6 janvier par le conseil des ministres, avec l'abandon du projet de loi visant à reporter d'un an les élections cantonales dans les DOM (le Monde du 15 janvier). Après sept mois d'une réflexion, souvent monopolisée par la nécessité de faire face aux événements, de Nouvelle-Calédonie, le gouvernement a sinsi décidé d'accelérer la défini-

nouvelle politique pour l'outre-mer afin partir de 1983. Cette décision confirme de répondre eux aspirations de ses tiser. Les diverses réactions auscitées par le maintien des élections cantonales aux dates prévues ont convaincu M. François Mitterrand de ne plus attendre pour préciser ces orientations. Le président de la République a confirmé, le 13 janvier, aux premiera secrétaires des fédérations socialistes des départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion sa volonté de promouvoir outre-mer una politique de réforme de structures. -- A. R.

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

tion et l'entrée en application d'une

Les élus centristes n'excluent plus une certaine forme d'indépendance

De notre correspondante

Nouméa. — Isolé depuis que les êtus de la composante centriste de la majorité territoriale - la F.N.S.C. (Fédération pour une nouvelle soc.été calédonienne) ont joint leurs suffrages à ceux des conseillers indépendantistes pour adopter le projet de réforme fiscale présenté par le haut commissaire, M. Christian Mucci, (le Monde du 13 janvier), le R.P.C.R. (Ressemblement pour la Calédo-nie dans la République), dont le leader est M. Jacques Lafleur, député R.P.R. connaît des dissensions internes. L'un de ses principaux animateurs mélanésiens, M. Franck Wahuzue (P.R.), cons'en retirer et d'armoncer qu'il

siégera désormais à l'Assemblée avec l'étiquette de conseiller indépendant. L'isolement de cette formation est devenu d'autant plus net que les conseillers territoriaux de la F.N.S.C. ont fait un nouveau pas en direction du Front indépendantiste en affirmant qu'ils accepteraient de participer à la « naissance d'un pays ». Le Fédération a indiqué, toutefois, qu'elle ne voudrait pas « de n'importe quelle indépendance et n'importe quand ». Elle estime, au demeurent, qu'il n'y a pas de solution politique possible, en Nouvelle-Calédonie, sans consensus avec

l'ethnie mélanésienne. CHANTAL SCHAEFER.

M. NUCCI: UNE INCONTESTABLE DÉCRISPATION

M. Christian Nucci, député socialiste de l'Isère, haut-commissaire du gouvernement en Nouvelle-Calédonie a déclaré le 15 janvier à Grenoble qu'une décrispation z s'était produite dans ce territoire depuis le mois de décembre. « Il est vrai, a-t-il ajouté, qu'il des communautés mais le climat est actuellement plus calme, plus détendu et je pense que nous ne sommes pas loin d'une certaine

M. Nucci a rappelé qu'il avait recu mandat de promouvoir « une politique de réforme » et il entend a mener le plus rapidement possible cette tache n. Il s'est toutefois refusé à préciser s'il poursuivrait sa mission an-dela des six mois qui lui ont été initialement impartis.

Les sénateurs du M.R.G. ont pour objectif à long terme de former un groupe autonome

MM. Roger-Gérard Schwartzenberg, président du Mouvement des radicaux de gauche, et Jean Béranger, sénateur des Yvelines, représentant des treize sénateurs trativement » au gorupe de la Gauche démocratique (le Monde du 12 janvier), ont precisé jeudi 14 janvier leur position à l'égard de ce groupe présidé par M. René Touzet (Indre), dont l'effectif (trente-huit membres) est composé en majorité d'adversaires de l'actuel gouvernement, où les radicaux de gauche sont repré-sentés par M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement.

« Nous souhaitons, ont-ils dé-claré, la création d'un groupe aula Gauche démocratique », a précisé M. Béranger, tandis que M. Schwartzenberg indiquait :

M. Schwartzenberg indiquait :

« C'est un objectif souhaitable que nous envisageons à terme,

Plusieurs cénateurs M.R.G. semble-t-il, hésitent à quitter un groupe our lequel ils pensent avoir plus d'influence « à l'intérieur qu'à l'extérieur ».

Le M.R.G., nous a d'autre part indiqué M. Béranger, qui avait Saint-Pierre-et-Miquelon est naguère opposé son veto à l'inscription de M. Edgar Faure au groupe de la gauche démocratique (M. Edgar Faure est toujours « non inscrit »), ne s'opposerait plus, aujourd'hul, à cette adhésion du sénateur du

Copies couleurs Qualité photographique

professionnelle. FORMAT 21×29,7 or 29,7×42 DELAI 24 H - UNGENCES: 8 MINUTES ETRAVE 38 Av. DAUMESNE. PARIS-12* = 347.21.32

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON: le mode de désignation du conseil général ne change pas

Vendredi 15 janvier, PAssemblée nationale examine le projet de loi complétant le code électoral et relatif à l'élection du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'essemblés départementale de renouvelable intégralement en mars prochain. La loi de départementalisation du 19 juillet 1976 a eu pour résultat de rendre appli-cable le régime électoral de droit commun à l'archipel. L'une des conséquences de la loi eût été l'obligation de procéder à un découpage électoral par cantons et l'introduction du scrutin uninominal, rejeté par les élus de Saint-Pierre-et-Miquelon, Le protet de loi en discussion propose donc de maintenir pour ce dépar-tement le régime en vigueur avant la loi du 19 juillet 1976, c'est-à-dire le scrutin de liste majoritaire à deux tours avec panachage.

Après l'intervention de M. Rouquet (P.S., Val-de-Marne), rapporteur de la commission des lois. M. Emmanuelli, secrétaire d'Etat eux DOM-TOM, annonce qu'il se rendre prochainement sur place.

M. Pen (apparenté P.S., Saint-Pierre-et-Miquelon) affirme que le système retenu répond au souhait des élus, M. Brunhes (P.C., Hauts de Seine) regrette le maintien des élections cantonales en d'outre-mer, alors que M. Toubon (R.P.R., Paris) s'en félicite. M. Emmanuelli assure que la décision du gouvernement ne constitue pas eune renonciation à sa politique » et que l'encombrement du calendrier des travaux parlementaires constitue une raison à cet ajournement

Dénoncant ensuite « la mythologie entastrophique » de M. Tou-bon, il déclare : « Essayer de prendre une revanche politique dans ces départements lointains. cela n'est pas digne, cela est

dement rédactionnel de la commission des lois sur la répartition des sièges du conseil général de l'archipel (Saint-Pierre, 11 sièges ; Miquelon-Langlade, 3 sièges), l'Assemblée nattionale adopte à l'unanimité le projet de loi.

Chimio et irmansierte de fands

Les affaires judiciaires de Paribas

Nouvelle inculpation pour un sous-directeur

Entourée d'une grande discrétion, l'instruction des deux dossiers iudiciaires concernant la Banque de Paris et des Pays-Bas continue. Dans l'affaire des constitutions illicites d'avoirs en Suisse réalisées par les soins de Paribas, M. Daniel Rouchy, sous-directeur du service de gestion privée, a été inculpé à son tour, le 15 janvier, par M. Jean-Pierre Michau, le juge d'instruction chargé du dossier.

Comme M. Pierre Moussa et M. Jean Richard, M. Rouchy apail déjà été inculpé d'infraction à la législation sur les douanes et le changes à l'occasion du transfert au Canada de trente-cinq mille plèces d'or appartenant à M. Pierre Latécoère.

M. Plerre Latécoère, industriel Seine et à Paris (seizième arronpoint mort. Celui visant, à l'origine, cinquante-cinq clients freudeurs et cinq dirigeants de Paribas est au contraire en pleine évolution comme le montre l'inculpation de M. Rouchy. M. Jean-Pierre Michau notifie régulièrement des inculpations aux clients de Paribes qui ont exporté irrégulièrement, en Suisse, plus de 1 million de francs chacun. Pour l'instant, vingt-sept des quante-cinq personnes visées par la plainte du ministre du budget sont ainsi inculpées. Les autres le seront prochainement, même si certains clients répondent à leur convocation par l'envoi de certificats médicaux, soit parce qu'ils sont indisposés, soit qu'ils enten-dent repousser le plus tard possible leur inculpation.

Mais le dessier d'instruction, delà volumineux, s'est aussi gon-fie d'une procédure annexe. Très vite, M. Michau a en effet été saisi de l'ensemble du plan de fraude mis en œuvre par la banque et non plus seulement des plaintes visant nommément les clients et cinq dirigeants Paribas. L'instruction s'emploie ainsi, par exemple, à identifier les clients qui apparaissent, sous des noms d'emprunt, dans deux agen-das saisis le '8 novembre 1980 au siège de Paribas. La difficulté de ce travail est grande : les agen-das appartenaient à M. Léonce Boissonnat, fondé de pouvoirs du service « gestion privée », qui s'est suicidé le 19 décembre 1981. Certains noms d'emprant — une large place était faite aux patronymes d'empereurs romains (Catulle. Tite-Live, etc.) et aux noms de fleurs (rhododendron...) ont pourtant livré leurs secrets. Identifiées, ces personnes ont été inculpées. Le 15 décembre 1981, la brigade financière a perquisitionne, à la demande de M. Mi-

chau, au domicile de dix-sept

Ces nouveaux inculpés poseni un petit problème. Certains ont place en Suisse moins de 1 million de francs. Pourront-ils transiger avec les douanes et donc éviter un procès pénal? La ré-ponse sera donnée lors de la cloture de l'instruction. Il n'est pas évident, en tout cas, que la justice considère, comme le ministère de budget, que les tran-saction sont possibles dès qu'elles se situent en dessous de la barre du million. Ces inculpations, qui n'ont pas encore été révélées, les autres ne contribuent pas «à donner une trage de service, d'ordre, de compétence » du département de « gestion privée » de Paribas comme le souhaitait son directeur, au mois de juin 1980. Ce dernier, M. Jean Richard va du reste être mis à la retraite comme l'avaient été, le 1er sep-tembre 1981, MM. Léonce Boissonnat et Daniel Rouchy, sousdirecteur. Une manière de « coup de balai ».

Le dossier, judiciaire et administratif, concernant M. Latécoère est moins avancés. Les trente-cinq mille pièces d'or qu'il avait ou faire transférer Canada n'ont toujours pas été rapatriées. Aussi le ministère du budget a-t-il pris des mesure conservatoires visant le mobilier du château que l'épouse de l'in-dustriel possède à Bidart. Les autorités ont, d'autre part, procéder à une prise d'hypothèque sur l'usufruit des biens de M. Latécoère ainsi qu'une saisie sur ses comptes bancaires. Mais l'industriel n'est toujours pas in-culpé. Réfugié, avec sa famille, en Suisse, il refuse de déférer aux convocations du magistrat înstrocteur. Ce dernier a délivré contre lui un mandat d'arrêt international. La Suisse fait, pour l'instant, la sourde oreille.

LAURENT GREILSAMER

AUX ASSISES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Cinq ans de prison pour l'organisateur d'un réseau de « ballets bleus »

La cour d'assises de la Seine-Saint-Denis, à Bobigny, présidée par M. Pierre Servat, a condamné, le vendredi 15 janvier, cinq hommes et une femme accusée « d'attentats à la pudeur sans violence sur des mineurs de moins de quinze ans », considérée comme des complices de Jacques Dugué dans une affaire de - ballets bleus - de 1974 à 1978.

Jacques Dugué, jugé à huis clos en novembre 1981 par la quinzième chambre correctionnelle de Bobigny (1), avait été condamné à six années d'emprisonnement et à 50 000 francs de dommages et intérêts pour chacune des buit samilles des mineurs qui s'étaient constituées partie civile (« le Monde » du 4 novembre 1981).

Vendredi, Jean-Marc Dhumé, trente-trois ans. inspecteur des douanes, a été condamné à cinq ans d'emprisonnement ; Vsesolode Sokolowsky, cinquante-trois ans, ingénieur, à dix-huit mois avec sursis; Alain Leroy, trente-trois ans, fraiseur, à trois ans avec sursis, et sa femme. Monique, vingt-neuf ans, à deux ans avec sursis. Alam Maillart, vingt-quatre ans, chauffeur-livreur, et Maurizio Sesse, vingt ans, imprimeur, ont été condamnés respectivement à dix-huit mois et à un au de prison avec sursis.

Mėmes refrains, mėme comilet... Voici cinq mois, un Jerques Duqué, très sur de lui, n'avait cesse un seul instant d'essayer de persuader ses iuges que son pro-ces n'était qu'un faux procès. Tout en reconnaissant les faits, il avait tenté de leur faire croire que la société commettait une grossière erreur d'appréciation en s'acharnant à condamner ceux qui comme lui, prétendent qu'il n'y a rien de réprébensible dans les relations sexuelles entre des adultes et des enfants — eureient-ils seulement duatre, cinq ou six ans. Des relations et otales »: fellations, sodomisations, masturbations, coits en groupe et pratiques coprophagiques, ces enfants ont tout connu.

auraient pu douter encore au terme de la lecture d'un acte d'accusation de quarante pages, de la véracité des faits reprochés à des gens qui ne ressemblent en rien a des monstres, l'examen des dizaines et des dizaines de photographies que la cour a fait circuler les eura surement convaincus. La pédophilie ne saurait. semble-t-il, se nasser de photographie», la photo témoin qui fixe à jamais sur la pellicule le souvenir sans faire grâce du détail le plus infime.

Ces enfants ont felt l'amour avec Monique Leroy? « Les garcons voulaient une vraie temme ». explique Jean-Marie Dhume et comme Dugue lui avait dit que les L'eroy étalent aussi sympa-thiques que consentants. « on est

du camp militaire Clauzel. Les

deux nouveaux suspects arrêtés

sont des repris de justice. René

Marquet querante-cinq ans, et

Roger Doumenc. René Marquet

pourrait avoir été le membre le

pius influent du commando. Son

physique semble correspondre le

mieux à celui décrit par les sen-

Pour les enquêteurs, ces arres-

tations pourraient être les der-

nières. Cependant, les deux nis-

tolets-mitrailleurs manquant à

l'inventaire des armes récupérées

dans un champ à Caujac (Haute-

Garonne) n'ont toujours pas été

Les deux nouveaux interpellés

devaient être présentés, ce sa-

medi, au parquet. Interrogé au

sujet du rôle de René Marquet

et d'éventuelles implications poli-

tiques l'avocat d'un des inculpés.

Mº Coronna, a repondu : « Ce

La collision ferroviaire du ven-

n'est pas impossible. »

L'accident ferroviaire

une troisième victime

d'Epinay-sur-Seine :

retrouvés.

deux neuvelles arrestations en liquidation

allé chez eux ». « Non, dit la jeune

femme, c'est Dugué qui l'a noulu

Absent des débats, délà lour-

dement condamné. Jacques Du-

fait — sur l'entier consentement

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

pour prendre une photo. D

teurs choux gras.

gué aura été très souvent cité par ses amis d'hier, mais qu'importe? Les accusés entendent faire reposer d'abord leur défense — comme Dusué lui-même l'avait Etablissant ses réquisitions sur les seuls faits reprochés aux accusés, le ministère public, en la personne de M. Beaudet, avait demandé pour Jean-Marie Dhumé, incarcéré dépuis la fin de 1978, quatre années de prison ; pour Alain Leroy, qui avait passé cing mois en prison, une peine à la surprise générale, par un Tenner à 2), 6-7 (7 points à 1), 7-5 (9 points à 71, il dura trois heures et donna

cino mois en prison, une peine de deux années assortie du sursis; pour sa femme, Monique, qua-torze mois avec sursis; pour Vsesolode Sokolowsky, incarcère pendant six mois. dix-huit mois assortis d'un faible sursis: pour Alain Maillart, hui aussi incarcéré pendant six mois, dix mois avec un sursis; pour Meurizio sesse enfin. le seul à n'avoir pas connu la prison, six mois avec Les jurés se sont montrés plus sévères que l'avocat général. (1) Passible de la cour d'assises Jacques Dugué avait fait appel de la décision de la chambre d'accusation et bénéficié d'une disposition de la loi « sécurité et liberté » pervit la victoire sans histoire de Gérumettant la déqualification de tels

SPORTS

LE <MASTERS> A NEW-YORK

Connors sorti du dernier carré

De notre envoyé spécial

payé leur place pour la « matinée » Square Garden, trouvalent la plaisanterie plutôt mauvaise, et ce n'est pas l'exhibition comme faire-valoir de la demière minute du médiocre Peter Rennert -- lequel navigue au solvantième rang du classement de l'Association des tenniamen professionnels - dont its pouvaient faire

Le public se sentait d'autant plus frustré que, en lever de rideau, John McEnroe, toujours lui, s'était montré fort incivil en « balancant » son match contre Ellot Teltscher, se faisant écraser 6-4. 6-1, non sans récolter son point habituel de pénalisation pour grossièretés. Le résultat visiblement importait peu à McEnroe.

Le premier match de la soirée entre Jimmy Conpors at Roscoe Tanner, disputé cette fois devant un amphithéatre presque piein, dipensa une tout autre émotion. Remporté, assagi sur le score de 7-6 (7 points lieu à une lutte épiqué. Le vainqueur luttait pour la gloire puisqu'il était de toute façon éliminé, alors que Connors défendait sa place en demifinale. Au tie-braek du troisième set Jimmy Connors mena par 4 points à 2 et compta deux balles de match. Mais Tanner, qui avait déià possédé cinq balles de match au deuxième jeu, parvint à remonter et à coiffer son vieux rival. Les deux hommes terminalent sur les rotules. Tanner victime même de crampes. La demier match, terminé à minuit,

laitis sur Vilas (6-1, 6-4). . For

tennis professionnel. Maigré les recettes que lui rapportent cinc millions de spectateurs par an. 11 accuse un déficit de 4 millions de doilars. Malgré ses Rangers (hockey sur glace), malgré ses Knicks (basketball), malgré ses Harlem Globe Trotters, qui recréent les grands soirs de clameurs, cette effervescence sportive jamais mieux décrite que par Ring Lardner, le bien nommé. Mais la ville de New-York elle-même est endettée jusqu'à la garde. Et l'on salt bien ici que les mauvalses passes ont des revanches glorieuses.

OLIVIER MERLIN.

JEUX OLYMPIQUES. — M. Juan Antonio Samaranch, president du Comité international olumpique, a été reçu vendredi 15 janvier à l'Elysée par M. Francois Mitterrand, Au cours de cet entretien, le président de la République aurait sou hait è qu'une candidature trançaise se manifeste pour l'organisation des Jeux olymipiques de 1992 (c'est déjà le cas de Nicel.

SKI ALPIN. L'Autrichien Harti Weirather a gagné, vendredi 15 janvier, la première descente de Kitzbuhel en améliorant le record de la célèbre piste du Hahnenkamm en 1 mn 57 sec. 20/100 (107,82 km/h de mouen-

SKI NORDIQUE. — La Tchécoslovaque Kveta Jeriova a remportè, le 15 janvier, à La Bresse (Vosges), sa deuxième victoire dans la deuxième épreuve comptant pour la Coupe du monde en parcourant les 5 km en 15 mn 8 sec 1/100.

de della les actions prioritaires

publique pour l'outre-mer

MENTAL PROPERTY AND ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE PARTY

PRESE -ET-MIQUELON: 15 P.C.

LE DOSSIER DE LA COSEF

Chimie et transferts de fonds

La société COSEF a désormais - Déjà, bien avant l'enquête de quelques chances d'être connue au-delà du milieu professionne de l'industrie chimique. C'est, en effet, une fraude très importante - portant sur une somme d'environ 80 millions de trancs - que lui reproche le ministère du budget (nos demières éditione). Cette société de Riom. dans le Puy-de-Dôme, appartient au holding Reti, principalement spécialisé dans la recherche médicale, pharmaceutique et chimique, contrôlé depuis quelques années par le puissant groupe néerlandais AKZO.

Les premières recherches de

la direction nationale des en-

quêtes douanières remontent à

la fin de 1980. Elles se soni précisées en 1981 et plus particulièrement la 17 février lors d'une « visite » des douanes au siège de la société. On indique ainst au ministère du budget que le COSEF aurait commis des intractions de change « par le biais de surfacturations opérées dans les relations avec d'autres ecciétés du même groupe ». Ces infractions se caractériseraient pa: des « transferts irréguliers de fonds » à destination et en proyenance de Suisse. Le président du directoire de la société en cause, M. Georges Rodionott, s'il reconnaît que les dougnes.suisses a ont posé des questions, notamment sur les prix d'importation des matières premières en provenance de Suisse », dément, en revenche. formellement toute fulte de capi-

faux. . Nous avons ou expliquer

et prouver sans la moindre ambi-

guîté, dit-il, qu'il n'a jamais été

question de fuite de capitaux

vers la Suisse. - il ajoute :

ia douane, nous avions simplifié notre système at nous sommes convaincus que la situation actuelle ne peut plus provoquer de questions. . La direction générale des douanes et la ministre délégué au budget, M. Laurent Fabius,

ne sembient toutefels pas convalnous. La ministre a décidé, le 22 décembre, de saisir la justice et sa plainte devrait être déposée dans les premiers iours de la semaine prochaine. Outre la volonté du ministre du budger de rendre publiques de telles fraudes pour mieux les dénoncer, cette affaire risque d'être politisée du fait que M. Claude Wolf, maire de Chamalières et député de l'opposition, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, est le commisseire aux comptes de la société Reti. M. Wolf assure, pour sa part, qu'il est « irresponsable de faire un lien entre cette affaire et la politique ». Il explique qu'il a avisé le procureur de la République de l'anguête des dougnes dès qu'il en a eu connaissance, ce qui est son devoir, et qu'il ignorait complètement ces infractions dont on iui parle aujourc'hui. M. Wolf. qui dirige un cabinet d'expertacomptables à Chamalières, indique qu'à sa connaissance « les tonds de la société Reti ne sont pas restés en Suisse et sont revenus dans l'entreprise --

La COSEF emploia sept cent cinquante salariés dans la Puyde-Dôme. Elle possède trois usines : deux à Aurillac et uneà Gannet. — L G.

• Un début d'épidémie de méningite cérébrospinale vient d'être enrayé à Bourg-en-Bresse (Ain). Après la décts, il y a quelques jours, de deux Mijoux, près de Gex (Ain), durant joures filles âgées de dix-huit et permis de constater que ces quatre dérés comme sauvés.

personnes avaient séjourné, en compagnie d'une trentaine d'autres, dans un chalet des Scouts de France : les vacances de Noël

sous surveillance médicale et sou-16 janvier an matin, les deux adolescents hospitalisés étaient consiFaits et jugements

Les policiers du S.R.P.J. de Dans un jugement rendu le commerce de Nice a ordonné la décès de mes, et non un seul comme on liquidation des biens de la Société l'avait cru tout d'abord, dans le de créations et d'exploitations cadre de l'enquête sur le vol touristiques Socret), qui, depuis sa création le 6 juin 1974 gérait d'armes de Foix, a indiqué, vendredi 15 janvier, M. Marc Gaubert, procureur de la République. le casino Ruhl. Ces arrestations portent à quatre La Socret avait été contrainte de déposer son bilan le 11 janvier le nombre des personnes actuelaprès la décision du ministère lement détenues après l'affaire

> eux, dont les dirigeants de l'établissement bénéficialent jusqu'an 4 janvier. Les trois cent huit salariés du Ruhl, qui continuent d'occuper les locaux du casino, devraient être prochainement licencies par le syndic de la liquidation. M. Jean-Claude Roaldes, Aucune

solution de reprise n'est pour

de l'intérieur de ne pas prolonger

l'autorisation d'exploitation des

le moment en vue. — (Corresp.) Après avoir menacé de mort
 Jack Lang, ministre de la culture, au moyen de graffiti sur les murs de son palier, 10, rue Danton, à Paris (6°), d'appels téléphoniques et de cris à travers la porte de son appartement. M. Robert Bontemas, cinquante ans retraité de la marine, son voisin, a été inculpé le 15 janvier par M. Alain Vernier, premier

luge d'instruction à Paris, de menaces, de rébellion, d'outrages et de violences à agents ainsi que d'outrages à magistrat de l'ordre administratif. Annulation de quinze arrêtés d'expulsion. — Le tribunal administratif d'Orléans a annulé quinze arrêtés d'expulsion pris par l'ancien ministre de l'intérieur, M. Christian Bonnet, au mois d'avril 1981 contre les travailleurs sénégalais. Le tribunal a estimé que al présence des quinze hommes, même porteurs de faux papiers, ne représentait pas une menace pour l'ordre ou

dredi 15 janvier 1982 à Epinavsur-Seine (Seine-Saint-Denis) a fait une troislème victime Mme Gabrielle Boyard, cmquante-quatre ans, de Sannois (Val-d'Oise), qui avait été grièla morale publics, et que leur vement blessée dans le choc. Cette expulsion avait constitué une après-midi des suites de ses blesviolation de la convention passée entre le Sénégal et la France. sures. Son mari. M. Raymond La décision du tribunal constitue Boyard, avait été sur le coup aussi un désaveu pour le préfet (le Monde du 16 ianvier). de la région Centre è préfet du Pour sa part, la S.N.C.F. a déclari vendredi soir que « la tech-Loiret, M. Jean Rochet, Le 8 avril 1981 au matin, M. Rocint nique serroviaire n'est das en cause a dans cet accident. avait organisé une vaste opérnprésident de lentreprise. M. Antion de contrôle dans un fover de travailleurs immigrés, dans la dré Chadeau, a demandé que banlieue d'Orléans, le foyer de la a toute l'assistance nécessaire soit rétées : soixante-dix-huit avaient de l'instruction judiciaire ». Il a été trouvées en situation irréguière : une cinquantaine avait été gussi prescrit une enquête administrative a afin de tirer les enseiexpulsées les jours suivants, parmi mements utiles sur les movens lesquelles les quinze Sénégalais (le Monde des 11, 14 et 26 avril propres à éviter ce genre d'acci-1981). — (Corresp.) dent ».

M. Marc DESACHE. agent de change honoraire, ancien agent de la Compagule des agents de change de Paris. ancien senateur d'Indre-et-Loire.

président honoraire du consail général d'Indre-et-Loire, ancien maire de Sainte-Maure-de-Touraine. commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.

survenu à Parls le 15 janvier 1982. muni des sacrements de l'Eglise. de la part de :

Mme Marc Desaché. son épouse, M. et Mme Roger Desaché. M. et Mme Jean-Paul Desaché. ses enfants.

M. et Mme Charles Bricard. M. Eric Desaché, Mile Nathalle Desaché M. Jean-Marc Desaché Mile Piorence Desaché. M. Hervé Desaché. ses petits-enfants. M. André Rouy.

gon bean-frère. Et de la famille Magdelain. Les obsèques auront lieu le lundi 18 janvier à 14 h 30 en l'église de Sainte-Maure-de-Touraine.

Un service sera célébré le mardi 26 janvier à 18 h-15 on l'église Saint-Pierre du Gros-Callion, 92, rue Baint-Dominique, 75007 Paris. IMarc Desaché était ne le 15 octobre 1892 & Joue-les-Tours (Indre-et-Loire). Ancien syndic de la Compagnie des agents de change de Paris, il présidalt le conseil général de son département natal lorsqu'il fut élu sénateur le 26 avril

1959. Marc Desache, Inscril au groupe gauiliste de l'Union pour la nouvelle République (U.N.R.), a représenté l'indreat-Loire au Palais du Luxembourg, jusqu'en saptembre 1965.] Mmc Octave Horon. Les docteurs Alain et Earen Horon et leurs fils. Le doctaur Daniel Campagnie. Mme et leurs enfants.

M. Philippe Horon. Les familles Horon et Morel, ont la douleur de faire part du décès de M. Octave HORON. ingénieur en chef au Bureau de recherches géologiques et minières.

chevalier de l'ordre national du Mérite, épous, père, grand-père et solzantième année. Selon le souhait du défunt, les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part. 38. rue de Fontenay,

CARNET

- Mme Sarah Saczupak Mme Bernard Szczupak, Sandra et Michael.

Mme Mendelson.

Toute la famille et ses amis. ont la dopleur de faire part du M. Motel SZCZUPAK.

sa femme, ses enfants et petits-

survenu le 15 janvier 1982, à l'Age de solvante-huit ans. Les obsèques auront lieu le lundi 18 janvier 1982 à 14 h 45 au cimetière de Bagneux. Mi fleurs ni couronnes.

· Nos abonaés, bénéficiant d'une ré duction sur les insertions du « Carnet de Monde », sont priés de joindre il leur envoi de texto une des dernières handes pour justifier de cette quaine.

Anniversaires

- Pour le dix-septième anniversaire de la mort de Alberto ALFANDARI. une pensée est demandée à ceux que l'ont connu et simé, et qui restent fidèles à son souvenir, comme à celui de Emy ALFANDARL

- Pour le seixième anniversaire du rappel à Dieu, le 18 janvier, de Edonard DHORME. ses amis se souviendront par la persée et s'uniront à la prière des siens au cours des messes célébrées à son intention le même jour.

Luce et Paul MOULIA.

Communications diverses

 La réunion des anciennes élèves de Notre-Dame-de-Sion des Maisons de France et de tous pays aura lieu le mercredi 30 janvier 1982, à partir de 16 heures, 61, rue Notre-Dame-des-Champs, 75096 Paris, Messe 1

17 h 30.

Doctorats d'Etat

.— Université de Paris-I, samedi 16 janvier à 14 heures, amphithéaire (une ctude sur la structure logique de la pensie politique de Hegel) ». 19 janvier à 15 h 15, salle des Conrmissions. M. Pierre DRANCEY « La mesure de la liberté de placement de l'argent d'assurances en foncțion de sa qualité juridique et de son statut professionnels.

LA FIN DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SCIENCE

A la recherche de thèmes mobilisateurs

Les journées nationales de la recherche et de la technologie, ouvertes mercredi 13 janvier par le président de la République, prennent fin ce samedi 16 janvier après-midi. Elles ont permis un ample débat sur les douze rapports qui étaient proposés aux congressistes. Certaines discussions, dans la journée de jeudi, ont été apres mais fructueuses. Dans d'autres cas, la discussion s'est égarée sur des détails mineurs ou enlisée dans des réaffirmations de positions connues. Les congressistes étaient en grande majorité des universitaires ou des chercheurs d'organismes publics. Ils ont été peu enclins à remettre en cause leur propre activité. Si, par exemple, des critiques

Le rapport général de M. Lazar des choix administratifs a été bien analysée par la commission devait s'articuler sur trois points fondamentaux: la constatation sur les moyens de la recherche. La commission, qui étudiait la de la volonté de contacts et responsabilité sociale du scientid'échanges et les moyens de sa prise en compte ; la manière dont fique, a jugé nécessaire d'étendre il faut prendre appui sur les cette transparence aux domaines militaire et industriel « où le hommes et les idées; enfin. les secret n'est souvent pas opérarelations du savoir, du faire et du tionnellement utile», mais est pouvoir. Ces trois thèmes fournissent des catégories pertinentes une attitude de routine quand il ne participe pas d'« une volonté pour classer les nombreuses propositions discutées en commisde consiscation du pouvoir ». Cette transparence suppose déjà une sions. meilleure connaissance de l'appareil de recherche, dont la commis-

La volonté de contacts s'est articulée sur deux maitres-mots : démocratisation et transparence. Comme l'a dit la commission sur la responsabilité culturelle du scientifique, la démocratisation implique le remplacement systématique des arguments d'autorité, des attitudes d'inertie par un debat contradictoire. Elle conduit à une redistribution du pouvoir dans la science. Cette volonté d'une plus grande démocratie est apparue à chaque

débat. La commission sur les équilibres a rappelé que « la démocratie doit être le dernier mot » dans l'établissement de l'indispensable planification. La démocratie est aussi une «exigence dans la réflexion et les décisions sur les nouveaux modes de développement ». Le terme est évidemment souvent revenu dans les réflexions sur les institutions, où cratie, que « il ne faut plus en parler, il faut la vivre ».

De nombreuses suggestions ont été faites à ce sujet. Mais la commission recherche, technologie et industrie n'a pas trouvé d'accord sur la participation des DOM-TOM sont venues enrichir chercheurs et des autres travail- ce débat. leurs à la décision ; elle s'accorde au moins sur la nécessité d'entendre les différentes parties lorsqu'il s'agit d'arrêter ou de

lancer un projet important. Cette démocratie est aussi la clé du décloisonnement, autre notion dont la nécessité a été souvent affirmée. Décloisonnement à l'intérieur du monde de la recherche — avec le problème important de la communication entre scientiflques, qui n'a été que peu débattu. Décloisonnement du système éducatif, auquel on relie le contact avec la recherche puis la formation par la recherche. Décloisonnement recherche-industrie, qui suppose des structures de transfert bien adaptées et de nombreuses mesures

incitatrices. Le déstr de transparence n'est pas moins affirmé que celui de démocratie, dont il est d'ailleurs

une condition. La transparence

fort vives, et sans doute pertinentes, ont été adressées à tout le système d'éducation et de formation, il n'est pas évident que ceux des congressistes qui avaient des responsabilités d'enseignement se soient sentis, dans leur majorité, impli-

Après les dernières sessions des commissions, vendredi 15 au matin, les séances plénières du vendredi après-midi et de ce samedi matin ont été consacrées pour partie à de courts exposés sur les travaux menés en commissions. Des membres d'organisations politiques, professionnelles ou syndicales ont aussi pris la parole, mais les représentants annoncés du R.P.R. ne sont pas venus.

sion sur les institutions a relevé

A ce thème du contact peut

être rattachée l'importance appor-

tée a l'aspect régional de la

recherche ; la décentralisation

des décisions, même s'il est apparu

que la politique de recherche doit

rester nationale, est un moyen de

rapprocher le chercheur du reste

du corps social. A une évidente

demande de rééquilibrage des

moyens en faveur des régions mal

loties s'ajoute une réflexion sur

l'articulation nation-régions, avec

ce qu'elle implique de transferts

privilègie du transfert techno-

logique», mais qu'elle ne doit pas

être « un lieu d'évaluation de la

qualité ». A cette dimension régio-

nale, on peut associer plutôt

qu'opposer la dimension interna-

fionale. Les enjeux internationaux

de la recherche et de la techno-

logie sont apparus mal connus des chercheurs. De nombreuses et

intéressantes contributions sur les

problèmes des pays en vole de développement et sur ceux des

Droits et devoirs

L'appui sur les hommes suppose

qu'elle est insuffisante.

compétence du comité d'entreprise, pour lequel il a été souhaité la possibilité de faire appel à des experts extérieurs.

Les propositions qui relient les verbes savoir, faire, comprendre, sont en grand nombre. Les passage du savoir au faire est sousjacent à la notion de thème mobilisateur. Le premier problème est l'identification de ces thèmes (grandes filières où un effort de recherche est susceptible de porter rapidement des fruits) et les critères de choix : la notion de maturité scientifique a été largement débattue, et on a dénoncé l'écueil qu'il y a à l'oublier pour ne considérer que l'utilité sociale. La commission des grands équilibres a rappelé que les choix ne doivent pas être intangibles, mais « périodiquement révisés en fonction du développement des connaissances et de l'évolution de la société ». La commission des sciences sociales a fait des propositions concrètes : étude du travail et de

Samedi après-midi, le rapporteur général, M. Philippe Lazar, directeur de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, devait présenter le rapport de synthèse qu'il a maitre de recherches à l'Ecole des mines de Paris. Ensuite. M. Jean-Pierre Chevenement, ministre de la recherche et de la technologie, devait décrire les objectifs généraux de l'action de son ministère et indiquer sur quelques points plus précis comment il entend utiliser les travaux du colloque. En fin de séance, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, devait apporter la note politique ultime.

> l'impact de l'innovation technologique : étude de « l'échange inegal a avec les pays du tiersmonde. La commission recherche technologique et industrie a rappelé à leur propos « la nécessité du pluralisme des choix techno-

logiques ». Cette notion de thèmes mobilisateurs est apparue comme centrale à bien des débats, et mériterait sans doute une étude approfondie et des clarifications importantes, comme la distinction entre « thème » et « programme v. Ces clarifications sont d'autant plus nécessaires que c'est sur les thèmes mobilisateurs que le ministère de la recherche et de la technologie semble vouloir faire porter le plus gros de son effort financier puisqu'il prévoit pour eux des accroissements annuels de 30 % en volume, et qu'il apparaît très demandeur d'évaluations et de critères de choix

MAURICE ARYONNY.

lement après le délai légal, arrive

Après le refus de l'équipement, le

promoteur porte l'affaire devant le

tribunal administratif. Celui-ci enquête

sur place et rend son jugement... le

reconnaissent la validité du permis

de construire tacite et précisent.

face aux arguments de la mairie sur

f'atteinte grave falte au eile. - qu'eu

égard au style de construction ainsi

qu'aux dimensions et à la nature du

terrain, qui ne saurait être considéré

comme un bois ou un parc public

Ce n'est pas l'avis de l'association

de défense, dont le préledent,

M. François Fournier, estime qu'une

atteinte irrémédiable sera portée au

site du cao Canallle, le lotissement

- étant visible comme le nez au

milieu de la figure ». M. Fournier

craint que cette réalisation no réveille

préside vient d'introduire à son tour

une action devant le tribunal admi-

nistratif, tout comme, à titre indivi-

duel, deux autres propriétaires rive-

rains, inquiets pour leur tranquillité.

A la direction départementale de

l'équipement, où M. Alain Villaret,

son directeur, a hérité de ce dossier

épineux (il n'était pas en poste à

l'époque), on reconnaît s'être, fait

prendre de vitesse et on Invoque la

trop grande brièvetè des délais.

Aujourd'hui parell avatar ne pourrait

plus se produire mais on pouvait

naguère « jouer » ainsi avec les

Quant au maire de Cassis.

projet monstrueux et, au-delà du

la réglementation permettre d'obte-

nir un permis tacite pour 176 loge-

ments à la fois. - Passe ençote

lallier, s'exclame le maire de Cas-

sis, mais pas pour un ensemble

une augmentation des charges com-

munales que ne manqueraient pas

de provoquer les besoins en voirie et

en infrastructures du futur lotisse-

ment. « Dertière: les erguments juri-

diques, précise M. Restoln, on oublie

JEAN CONTRUCCI.

d'autres appétits. L'association qu'il

La contribution de l'Académie

Liberté et planification

apporté sa contribution au colloque national sur la recherche et bles à la démarche collective de
la technologie sous la forme d'un la recherche dans ce pays ». Elle
« message » d'une trentaine de invite aussi à réfléchir aux
pages. « La recherche, écrit l'Aca- moyens de « raccorder convenadémie, est une plante fragile. Il faut peu de temps pour qu'elle se slétrisse et beaucoup de temps pour lui redonner vigueur. > Plus que toute autre discipline, elle est sensible aux coups d'accordeon des périodes d'opulence et d'aus-

A ce premier constat, l'Académie en ajoute un second sur la nécessité d'une recherche libre, mais aussi planifiée. « Oui pour la liberté de la recherche, écrivant les rapporteurs, et cela d'autant plus qu'elle est fondamentale. Car, qui peut précoir et planifier les découvertes de demain? En oui pour la planification, d'autant plus que la recherche est lourde ou appliquée. Car, qui prétendra que la France peut tout entreprendre et reussir des prouesses techniques et industrielles en

tout domaine? Cela suppose toutefois en premier lieu des exigences lors du recrutement des chercheurs, des exigences lors des changements de grades, des exigences dans la désignation des fonctions, mais cela sous-entend aussi, note l'Académie. l'indépendance et la rigueur scientifiques des organes de recrutement et de nomination. S'agissant du distinguo que l'on fait constamment entra recherche fondamentale et recherches appliquées, l'Academie indique que l'une et l'autre sont « fortement dépendantes » et ne « doi-

des sciences a de développer des antagonismes les possibilités de la blement recherche et de la technologie avec les besoins, les désirs et les possibilités du milieu aval », tout en rappelant que « du côté de l'amont la notion de transfert est capitale n.

> Si l'Académie des sciences réclame que soit progressivement rendu aux chercheurs a le temps indispensable à la réflexion et au travail > elle demande aussi que « l'exigence scientifique soit le seul critère de l'enseignement et de la promotion des chercheurs », dont la mobilité dott être « facilitée par des mesures réglementaires nécessaires ». Sur ce point, l'Académie appelle à une mobilité entre disciplines, entre organismes, entre régions, entre sciences de base et applications, entre recherche et autres secteurs d'activité. mais aussi à « des possibilités d'infléchissement de carrière quand, les années ayant passé, les intérêts se modifient ».

En ce qui concerne l'organisation de la recherche, outre la necessité d'engager une action en faveur de l'information scientifique et technique, l'Académie des sciences recommande entin que les dotations de base des grands organismes de recherche fondamentale soient portées à un taux normal et que l'obtention des contrats de recherche ne soit plus une question de survie pour vent pas être opposées dans des les demandeurs mais une incitajugements de valeur qui risquent tion à l'ouverture.

de compétences. On note à ce propos que « la région est le cadre propos que « la région est le cadre priviléaie du transfert techno-

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Un projet de lotissement près de Cassis mobilise les défenseurs de la nature

< Qui ne dit mot consent >

De notre correspondant

d'abord le respect de ces hom-Marseille. - Un projet immobilier tes choses en règle. Or, un jour seumes : interviennent icl les nommobilise depuis plusieurs semaines breuses réflexions sur les droits l'Association pour la préservation des 1a réponse de l'équipement, qui et devoirs des hommes de la sites du cap Canaille, cette falaise réclame un complément d'enquête et recherche. Droit à une formation, (la plus haute de France) qui domine demande sursis à exécution. Il est initiale et permanente, cette derle petit port de Cassis (Bouches- trop tard. nière devant être moins liée un niveau hiérarchique qu'à un du-Rhône). En effet, il est prévu la niveau de technicité. Droit à une construction en bordure de l'avenue stabilité d'emploi, à laquelle du Revestel, qui grimpe vers les notion des métiers de la recherpremiers contreforts du cap Canaille, che apporte l'indispensable souà l'est de Cassis, à 500 mètres à vol 4 juin 1981 : un jugement qui est plesse. Devoir de réponse à d'oiseau de la plage de l'Arène, d'un favorable au promoteur. Les iunes demande sociale, de diffusion savoir — la commission de ensemble immobilier aur un terrain communication a relevé que ce boisé, visible de toutes les hauteurs devoir pourrait exiger une formaalentour. Il s'agirait d'un lotissetion specifique. Devoir enfin d'enment de 176 maisons individuelles seigner, avec la formation par la avec tolts-terrasses qui occuparaient recherche. Au niveau de l'entrequelque 10 000 mètres carrés d'un prise, ces problèmes de formationterrain qui en compte 36 485. Le proinformation ont été jugés de la priétaire-promoteur-architecte du projet a affiché le permis de construire (en dépit des arbres qu'il porte), il qui tul a été régulièrement délivré le n'y a pas lieu d'annuler le projet ». 14 septembre 1977.

On peut s'étonner de voir pareille autorisation accordée quand on sait que la municipalité de Cassis - son maire. M. Gilbert Rastoln, en tête a toujours clairement proclamé son désir de « fermer le robinet » face à la pression immobilière qui quette le petit port idéalement placé aux portes de Marseille, Cassis refuse d'être un dortoir bainéaire jouxtant le massif des Calanques, de réputation internationale.

Ce permis de construire, personne ne l'a formellement accordé. Ni la mairie de Cassis ni la direction départementale de l'équipement. Pourtant, M. Guieu, le promoteur, en est te possesseur légal, et il pourrait ouvrir son chantier immédiatement, comme il en a le droit. Pour cela, il a su utiliser la lenteur administrative et la lourdeur de la réglementation en matière d'urbanisme et obtenir un permis de construire qualifié de

De quoi s'agit-li? D'une applica- M. Rastoin, il se dit choqué par ce tion aux règlements administratifs du fameux adage - qui ne dit mot du problème juridique qui l'opconsent ». En effet, au mois de mai 1977, le promoteur dépose sa est refusé car la mairie de Cassia en temps utile (début juin 1977), mais la réponse des services de l'équipement tarde à venir. Au terme du délai légal. l'architecte-promoteur, qui connaît la règle, affiche (en l'absence de réponse) un permis de construire tachte. Il a la loi pour lui. Il a fait

LA VISITE DE M. MICHEL ROCARD A MELUN-SÉNART

Relance des villes nouvelles

M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'amenagement du territoire, a inaugure le 15 janvier la déviation de Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne) dans la ville nouvelle de Melun-Sénart. C'était sa première visite officielle dans une des cinq villes nonvalles d'Île-de-France depuis que, lors de la constitution du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy, la responsabilité de-ce qui fut un des grands instruments d'aménagement du territoire dans les années 70 a été directement rattachée à son ministère.

 Je me considére sans réticence ni arrière-pensée comme le ministre des villes nouvelles ». a affirmé à Meiun-Sénart M. Rocard. Le dossier (elles sont neuf en France, abritant sept cent cinquante mille habitante) ne lui était pas inconnu : maire de Conflans-Sainte-Honorina (Yvelines), il a vu s'élever aux portes de sa commune Cargy-Pontoise et ainsi échapper à sa ville des équipements et des emplois qu'elle aurait pu légitimement revendiquer. Il a alnsi directament vécu la difficile insertion des villes nouvelles dans leur environnement, mais II a aussi pu mesurer leurs evantages : « Elles constituent des pôles Importanta de développement social et économique, et une croiscance urbaine organisée et planifiée me paraît bien préférable aux excroissances anarchiques. spontanées ou en tache d'hulle. sans guère d'autre logique que les hasards de la spéculation

foncière. » . Pas question, donc. d'en treiner le construction, à l'inverse de ce que souhaitaient certains responsables socialistes, même s'il faut « mieux associer les élus locaux au devenir de ces zones pour que les besoins nationaux en matière d'habitat puissent être satisfaits dans le respect des habitants des villes nouvelles_=:

Le bon achèvement de ces gigantesques opérations d'urbanisma nécessite maintenant une profonde réforme de la loi du 10 juillet 1970 (Ilai Boscher) qui tévision est d'ailleurs prévue au plan intérimaire at M. Rocard espère déposer un projet de loi à la session de printemps. Mals, si l'accord sur un certain

nombre de points importants est possible (le Monde du 11 novembre 1981), des désaccords tondamentaux subsistent parmi les élus socialistes : quelle doit être la structure de l'organisme qui recroupe les communes associées dans la construction d'une ville nouvelle ? Faut-il une communauté d'agglomération » avec un conseil élu au auttrage universel direct ou un « syndicat d'aggiomération » géré par des délégués des conseils municipaux ? Les situations sont, il est vral, très diverses d'une ville nouvelle à une autre. Aussi. M. Rocard n'a pas exclu une large possibilité de choix pour chacune d'ailes_

Les problèmes institutionnels ne sont pas les seules difficultés auxquelles elles sont actuellement controntées : abaissement de la qualité des constructions du fait de l'augmentation des couts, endettement croissant des syndicats communautaires à cause de l'élévation des teux d'intérêt — et surtout difficultă (particulièrement à Meiun-Sénart) d'assurer l'équilibre habitat-empiol. La plus leune des villes nouvelles est dans une situation curieuse : la redevance pour la construction de locaux industriels est de 0 franc dans une des zones de Melun, mais de 25 france le mètre carré ailleure et même de 75 tranca à Combala-Ville I Certes, le comité interministériel d'aménagement du territoire du 19 novembre 1981 avait décidé le principe de la suppression de cette redevance îndustrielle en tie-de-France. mais le ministère du Plan et de l'aménagement du territoire n'a pas encore préparé la traduction légialative de cette décision...

THIERRY BREHIER

 Après avoir survoié en hélicoptère les zones inondées de la région parisienne, M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, a annoncé, le 15 janvier, que le gouvernement allait compléter le dispositif actuel de protection contre les crues des flouves par plusieurs

- Creation d'un groupe de travail interministériel sur les « réseaux d'annonce de crues » : un rapport sera établi par te groupe pour la fin mars: - Poursuite des grands program-

d'aménagements, notamment sur la Seine, avec la mise en service du barrage e Aube » (d'un cout de 1,2 milliard de francs) prévue pour

- Décinition précise des zones inondables divisées en trois classifications : zones à haut risque dans lesquelles ancone construction no serait tolerée, zones à submersion fréquente dans lesquelles il sarra proposé aux propriétaires un contrat d'assurance, enfin, zones à submersion rare où, en cas de sinistre, l'Etat dédommagers les victimes.

Cinq scientifiques polonais emprisonnés sont invités en France

La responsabilité du scientifique était l'un des thèmes retenus par le Colloque. L'intérêt souvent réaffirmé des charcheurs pour la délense des droits de l'homme s'est dans ces circonstances graduit par l'adoption d'un texte, vivement approuvé par les participants au colloque, qui les invite à « réaffirmer que les scientifiques ont pour premier devoir d'être des combattants pour le respect des hommes, pour les libertés et pour la paix ». - Un message de soutien et

d'espoir » a été lancé à « tous ceux que leurs poinions conduisent à la privation de ces libertés ». Les scientifiques français se sont engagés à - mettre tout en œuvre pour obtenir leur libération, convaincus en cela de contribuer à la lutte pour la restauration des libertés de tous les opprimés ..

l'état de siège, la libération de tous les prisonniers, et estimé que c'est « au peuple polonais de régier seul les problèmes auxquels II est confronté ».

gul avail pris cette initiativa

En ce qui concerne la Pologne. demandê la levée de D'autre part, la commission

rien, Jan-Joseph Lipski, linguiste, Karol Modzelewski, économiste et historien, Januaz Onyazklewicz, mathématicien, et Karol Sliwinski, biologiste, Cina personnalités donc. « une pour milie emprisonnés, sur la base du chiffre officiel de cina mille personnes privées de liberté ». pour espérar « comprendre en profondeur de ce qu'efle sait pouvoir comprendre en extencommission, ont - vécu une expérience privilégiée qui s'ins-

a'est accordée, dans sa grande

majorité, pour inviter cinq scien-

tifiques polonais actuellement

emprisonnés, à participer en

France, aux travaux qui feront

suite au Colloque. Il s'egit de

MM. Bronislav Geremok, histo-

Ces scientifiques, indique la crit en droite ligne dans un des soucis majeura qui ont présidé aux travaux du Colloque » et peuvent témoigner « comme scientifiques, comme hommes, comme acteurs centraux d'une tranche d'histoire » et du bon usage de sciences mises au service d'une collectivité per ceux oui les maîtrisent.

> la réalité : l'attainte à un site presti- RECTIFICATIF. — Ce n'est pas le 6 janvier (comme une coquille nous l'a fait écrire dans le Monde daté du 16 janvier) mais le 26 janvier que se réunira à Paris la Conférence sur la sécurité maritime.

Le sort du projet est désormais entre les mains du Consell d'État. devant lequel la commune et la direction de l'équipement ont introduit un recours.



toulouse en Bavier

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 2 345.21.62

MUSIQUE

UN THÉATRE ÉLISABÉTHAIN POUR « LES MAITRES CHANTEURS »

Toulouse en Bavière

Si les Parisiens révent du nouvel Opéra de trois mille places que leur a promis le président de la République, les Toulousains l'ont déjà grace à un merveilleux legs du passé, la halle aux grains, extraordinaire lieu communautaire et populaire où, six heures durant, la ferveur soutient sur des bancs les dos brisés mieux que ne le feraient des fauteuils dans une salle bourgeoise. Et l'on ne voit pas le même public qu'au Capitole, temple du bel canto toulousain. Ici, c'est une nouvelle génération, plus symphoniste d'origine, celle qui suit Michel Plasson dans toutes ses intégrales, Beethoven, Brahms, etc., et qui n'adore pas moins Fidelio et les opéras de Wagner ou de Strauss.

Cette grande salle hexagonale à deux étages, où l'auditoire remplit des alvéoles tout autour du champ de jeu, ressemble à un théâtre élisabéthain : chaque spectateur domine la scène et participe à l'action. Des écrans vidéo renvoient l'image du ches d'orchestre sur les différents côtés, ce qui permet une totale liberté aux chanteurs. Le dispositif. est idéal pour une action aussi pétillante et grouillante de personnages que celle des Maitres chanteurs dont Wieland Wagner à Bayreuth avait si joliment montré lui aussi la descendance élisabéthaine.

Georges et Jeanne Wakhevitch ont décoré le chapiteau de grandes bannières, orné les piliers de saints en bois blond comme des Riemenschneider, entouré la scène à mi-hauteur d'une galerie de balcons où chante le petit peuple de Nuremberg, accroché cà et là les enseignes des corporations et les panoplies de chaussures d'Hans Sachs, tandis qu'au centre de la scène un podium recoit tour à tour le calvaire de l'office religieux, la chaise du chanteur, une fontaine animalesque sur la place au deuxième acte, le fauteuil où Sachs médite, etc. Nous voilà vraiment à Nuremberg avec des flots de costumes gais, d'enseignes, de bouquets, avec des jeux et des bagarres pour la nuit de la Saint-Jean; animés fort habilement par le met-

teur en scène Peter Busse, qui ne prétend certes pas à l'originalité. mais fait évoluer ses foules au rythme endiablé de la musique.

Bon spectacle donc que soulève la générosité inépuisable de Michel Plasson, empoignant l'orchestre du Capitole qui n'a sans doute pas plei-nement maîtrisé toutes les difficultés de cette énorme partition. mais respire avec bonheur dans cette musique pleine de poésie, d'émotion et d'optimisme, de même que les chœurs du Capitole, renforcés par ceux de Salzbourg, de l'Armagnac et du Lauragais. Et lorsqu'éclate le choral du « Rossignol de Wittenberg » du vieux Sachs, précis, monumental, claquant au vent comme un drapcau, nous nous sentons presque une âme de vieux Bavarois nationaliste.

es chanteurs correspondent à une fort honorable distribution allemande, dominés par le Sachs de Manfred Schenk, cordial et chaleureux, dont le timbre et le jeu rappellent ceux de Théo Adam, l'Éva d'Helena Doese à la voix éclatante et superbe de gretchen épanouie, un peu sèche cependant, le David bien chantant d'Heinz Kryse qui étincelle de malice, le Beckmesser de Georg Volker, à l'attitude caricaturale un peu trop traditionnelle, avec d'excellents Bogner (Siegfried Vogel) et Kothner (Thomas Tidton) entre autres maîtres chanteurs.

Reste l'éternel problème du ténor, wagnérien. De la puissance et de l'héroïsme, le Finlandais Matti Kastu n'en manque pas, Mais le timbre est banal et sans charme, grasseyant dans le grave. Toutes ses stridences violentes dans l'aigu n'expliquent guère comment ce Walther a pu conquérir le cœur d'Eva et des honorables bourgeois de Nuremberg. Mais, comme dit Sachs, C'était le sureau, la nuit de . la Saint-Sylvestre. .

JACQUES LONCHAMPT. * Prochaines représentations les 17 et 24 janvier à 14 h 30, le 20 janvier à 18

EXPOSITIONS

Magdalena Abakanowicz à l'Arc

(Suite de la première page.)

Du plan au relief, du relief au volume, du volume habitable, ventreabri, au volume habité, de l'habit à la peau, de la peau à la chair, de la chair à la figure... Là commence l'exposition de l'ARC, qui ne présente pas d'œuvres antérieures à cette grosse corde tressée, enroulée autour d'une énorme bobine de bois, déroulée au sol, si mince en un point qu'elle ne tient plus qu'à un fil : un travail qui l'a précédé ; il fait le lien evec ce que I'on voit aujourd'hui. Grand fil conducteur de la vie et de l'œuvre, il dit la fibre dans sa nudité et prépare l'entrée dans le champ figuratif, dans l'espace du vécu, après celui des

Les premières « Figures », plusieurs moulages partiels d'un même corps d'homme, sont alignées, assises, de face, sur des tabourets de métal, jambes pendant dans le vide. Leur tissu est érodé, plus ou moins usé jusqu'à la corde, la corde qui, collée au jute brun, les inerve, en fait des écorchés vifs. Leur complément, les « Figures de dos », ne sont plus dix, mais une cinquantaine. Ce sont elles que l'on voit d'abord en entrant dans la salle, leurs écaules lourdes. ployées, dotées pourtant d'un indicible énergie.

Au-delà de l'épiderme

Tête, avant-bras et jambes arrachées, elles sont assises, en rangs serrés, à même le sol, tournées vers le mur. Dans un autre contexte, l'ar- - africain. Ou le ventre. tiste, qui installe toujours alle-même ses expositions - elle est venue à Paris pour cela - les aurait peut-être présentées en cercle comme elle l'a fait déià, leur donnant l'air d'une assemblée de vieux sages attendant, résignés, la mort. Il lui est arrivé aussi de les sortir sur une plage, près de l'eau, comme pour réchauffer leur carcasse vide au soleil. Tout récemment, elle en a isolé un et l'a mis dans une cage de bois.

Puis viennent les « Têtes » faconnées - et non moulées - comme des ballots. Les volumes sont pleins cette fois, si plains que leur peau tendue, déjà rapiécée et suturée, craque et laisse voir l'enchevêtrement des cordes qui les remplissent. Il faut les toucher, les palper pour saisir la vie

PIERRE BILLARD Le point

UN FILM DE

MILOS FORMAN

une comédie de SLOBODAN SIJAN

SAINT-ANDRÉ DES ARTS - LUCERNAIRE FORUM.

qui est dedans, la douceur, la mollesse, la chaleur mystérieuse des unes - calles qui sont complètement fermées, - la dureté, la tension extrême des autres - celles dont l'écorce a éclaté, et qui semblent se rétracter, résister à un processus d'usure activé au contact de l'air. de la lumière.

Ce que l'artiste a appelé « Embryologie » apparaît d'abord comme une profusion de formes minérales, un entassement de blocs et de galets ou'aurait chariés un grand fleuve. Mais l'idée de paysage de pierre ne suffit pas. Car, là encore, les volumes, petits et grands, avec chacun sa configuration propre, s'apparentent à d'énormes cocons et se comportent comme des réserves de vie et des proies de mort en attente de vie, mais proies de mort délà. L'ensemble est d'une force plastique

Les dessins (1) viennent en dernier. Abakanowicz les a réalisés cet automne. Ce sont des grands dessins au fusain. Eux aussi ont de la présence et participent de cette révélation, au-delà de l'épiderme des zones de silence, angoisse et révolte. Ils explicitent, si besoin est, les « Altérations ». On v voit le trait noir procéder comme les cordes, les sarpillières, les nœuds se former, i trame grumeleuse ici se relâcher, là fondre, se liquéfier, les fils noirs se ramifier, buter contre les failles et les blessures taillées au scalpel qui divisent et crucifient chaque tête. Le lieu de ces échanges complexes, vitaux, douloureux et contradictoires, est, en effet, la tête, frontale comme une icône, tatouée comme un masque

Le catalogue de ces dessins cite un texte d'Abakanowicz, dans lequel celle-ci se souvient d'avoir vu dans son enfance, sur la porte des maisons, les signes et les lettres à la craie bénite ou au charbon que les femmes faisaient pour écarter le mal. Et elle rappelle simplement que les espaces qu'elle définit sont des « espaces non protégés ».

GENEVIÈVE BREERETTE.

* ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Jusqu'au 21 février.

(1) Galerie Jeanne-Bucher, 53, rue de Seine. Jusqu'au 20 février.

4. film de SEMAPHORE (A.C.R.1.S)

Igu chante.

PHILIP MORRIS POUR LE CINEMA

18 jonvier à 20 h.30

christiane

eda-pierre

emmanuel krivine

nouvel orchestre philharmonique

18 jonvier à 18 h 30

devy erlih

pascal devoyon

beethoven , chopin ,

25 janvier à 18 h 30

géry moutier

olivier charlier

orchestre du conservatoire de paris

ichalkovsky / rachmannoff

ix des places : 25 trancs (amphil. 15 francs)

location out, carsses. It place du créatelet, de 17 h a 15 h 30 par temperane. 261 18 60, ac 11 h à 15 p 1974 autonomy.

places: 25 francs (amphi.: 15 trancs)

THE HEATELET

VARIÉTÉS

LACOMBE ET ASSELIN AU THÉATRE FONTAINE

Les yeux dans le potache

On dirait qu'ils ont encore des taches d'encre sur les doigts, qu'ils sont sentimentalement maladroits. C'est exprès. Ils ont un côté potache, c'est dommage mais c'est exprès. C'est pour ca qu'ils s'empêtrent dans leurs instruments qui s'allongent, qui leur collent au nez, qui ne veulent pas les lâcher. Ils jouent avec les mots, ils chantent de drôles de trucs qui font rire les petites filles, il y a du Eric Satie, du Alfred Jarry, du Queneau et du Buster Keaton dans leur humour qui est peut-être trop nourri de références mais ils ont un talent qui bouscule les réticences.

Ils marchent par deux comme Laurel et Hardy, Jean-Yves Lacombe, lui, le bassiste, est plutôt le genre asperge, grand blond avec une frange et des grands yeux innocents, Jean-Claude Asselin, mandoline, c'est le petit

barbu avec des lunettes cerclées de fer et des élastiques aux manches. Il dirige le couple, il réprime. C'est la première fois qu'on les voit à Paris. Ils se sont rencontrés il y a deux ans : peine : depuis, ils parcourent la France et ils se sont montrés au Printemps de Bourges en 1980.

Jean-Yves Lacombe et Jean-Claude Asselin sont musiciens. comédiens, clowns, poètes. Ils savent tout faire et ils vous font passer un curieux moment, avec des hauts et des bas, mais aussi des instants vraiment très fous. très allègres, presque jubila-

CATHERINE HUMBLOT.

* Théâtre Fontaine, 10, rue Fontaine, Paris-18t, à 22 heures, Discographic: 45 tours chez Flarenasch,

GÉRARD LENORMAN au Palais des congrès

Pour avoir vu au Palais des congrès des naufrages — celui de Robert Charlebois, par exemple, on ne peut que s'incliner devant la performance de Gérard Lenorman. qui crée une chaude intimité avec quelque trois mille cinq cents personnes confortablement isolées dans leur fauteuil. Le jeune homme fragile, qui a ouvert son album de sages images au début des années 70, a décidément bien du métier, et, plus que jamais, on a raison de penser à Gilbert Bécaud en le voyant.

Des images d'amour et d'enfance, Gérard Lenorman continue d'en inventer, adaptées aux années qui passent (les siennes, les nôtres). D'apocalyptiques visions traversent maintenant ses chansons, parfois empreintes de ferveur écologique. Ce n'est pas bouleversant de simplicité, ou de sophistication savante (comme ce qu'a pu écrire Alain Souchon), mais les mélodies habiles emmènent tout naturellement vers le succès massif de bonnes paroles forgées par de bons sentiments, et vice et versa.

Ce spectacle serait parfait dans son genre si l'orchestre avait plus de finesse, si Gérard Lenorman déboutonnait au moins une fois sa veste de smoking. Mais, tandis que les projecteurs repeignent de toutes les couleurs les tentures du décor (on dirait des coquillages qui s'allument), le public manifeste son enthousiasme. Ravi de ce rendez-vous. il chante la Ballade des gens heureux, avant que des dizaines d'enfants, poussés ou non par les parents et les grands-parents, se précipitent sur la scène avec des fleurs. - Cl. D.

* Palais des congrès, 21 beures.

ROCK

THE BEAT AU PALACE

Ce groupe, on l'a vu il y a quelques Théatre Mogador, fringant, fiévreux, s'accordant pour propulser un rock joliment mâtiné de reggae. Le chanteur pratiquait le talk-over comme les meilleurs spécialistes jamaïquains du genre le guitariste balançait des petits riffs en saccade, la section rythmique marquait sans discontinuer les pulsions chaloupées, et Saxa, l'incroyable saxophoniste noir quinquagénaire, souffrait, eutre ce qui lui reste de dents, dans son instrument avec l'ivresse d'un adoles-

Un groupe bicolore dans la tradition survêce à ce courant anglais. Déjà, à l'époque, leur premier album, pétillant, plein d'idées qui partaient en tous sens portait la promesse d'une création ouverte à diverses résonances. The Beat a sa se renouveler en adaptant une forme pervertie du reggae sur des composi tions colorées.

ALAIN WAIS.

* Ce vendredi 15 janvier à 19 h 30, au Palace. Discographie chez Arabella.

France Gall au Palais des sports

France Gall est toute petite, potelée. Elle ne cherche pas à se grandir et porte des souliers plats, blancs, coordonnés à son ensemble-vacances dans la première partie de son show au Palais des sports. Elle s'agite gentiment, deux mouvements pas davantage, malgré les deux danseuses et le danseur qui soutiennent ses efforts de temps en temps. Mais elle est l'image parfaite de la mignonne midinette, l'image de son public en jeans, pull-jacquard, parka pour les jeunes jeunes, manteau à col de fourrure pour celles qui l'ont connue au temps des sucettes à l'anis.

Elle a gardé sa voix d'adolescente, les chansons de Michel Berger sont jolies. Dommage qu'on ne comprenne pas le quart des paroles, France Gall aurait intérêt à faire régler la balance. Jusqu'à l'entracte, la saile ne se dégèle pas, malgré les projections géantes, les effets de néon. Ensuite, est-ce par la grâce du cuir noir collant et du chemisier rouge, dès les premières notes, on tape des pieds; à la troisième chanson, on commence à s'applutiner aux barrières protège-sans. A la fin, dans le noir, les briquets s'allument, et France Gall termine sur un vrai

C. G.

★ Palais des sports, 20 h 30.

CINÉMA

L'argent fait le bonheur

« Arthur » de Steve Gordon

Premier film de Steve Gordon, Arthur marque un retour très délibéré aux sources d'un genre américain par excellence, la comédie loufoque, ou screwball comedy. Richard Griffith, l'ancien responsable du cinéma au Musée d'art moderne de New-York, en a un jour donné une définition exhaustive à propos de New-York-Minni, de Frank Capra : « Un type de comédie célèbre dans les années 30 et basé sur l'explojtation délibérée du banal, de l'incongru, de ces inconséquences qui, dans la vie, interrogipent nos moments les plus solennels (c'est en fait une version oblique

de la méthode Tchékhovi. Arthur renou, sinon avec le taleut de New-York-Miami du moins avec l'esprit et, à un moindre degré, la morale de l'œuvre de Capra. Un millionnaire, et non plus une millionnaire, laisse tout tomber au dernier moment, le riche mariage dans la haute société, pour fuir avec l'être de ses rêves. Lucide - nous sommes en 1982, - Stere Gordon réumit in fine ses amoureux, comme il convient, mais des amoureux fort peu transis, nullement résignés à sacrifier l'argent capitaliste sur l'autel du bou-

pent conjugal L'Amérique de Reagan ne saurait être, à l'évidence, celle de Roosevell. L'humour aujourd'hui nourrit bieu des arrière-pensées, l'espoir de retronver un instant le bleu du ciel. Arthur connaît un fabuleux succès de l'autre côté de l'Océan. Film-gadget, film-exorcisme, il sera carieux de vérifier s'il ensorcelle pareillement nos compatriotes.

* Voir les exclusivités,



Par téléphone: 742.25.49. Dans les agences.

NOUVEAU DISQUE: "LE RETOUR DE GERARD LAMBERT"

nic Orchestra.

doc organisent, jusqu'au 24 janvier, à Montpellier une série de manifesta-

Le septième Festival des Yvelines,

En v.o. : GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES - HAUTEFEUILLE - GAUMONT HALLES - PAGODE - MAYFAIR !

7 PARNASSIENS - QUINTETTE. - En v.f. : BERLITZ - RICHELIEU - MONTPARNASSE PATHÉ - WEPLER

GAUMONT CONVENTION - NATIONS - P.L.M. ST-JACQUES. - Périphérie : GAUMONT OUEST Boulogne

4 TEMPS la Défense - ALPHA GAMMA Argenteuil - CYRANO Versailles - TRICYCLE Asnières

PATHÉ Belle-Épine - ULIS Orsay - PARINOR Aulnay, - ARTEL Rosny - GAUMONT Évry.

PETITES NOUVELLES M Nous apprenous la mort à Paris, le 9 ianvier, du danseur François Mal-

Né le 22 septembre 1888 en Tchécoslovaquie, François Malkovski vient rapidement vivre a Paris et acquiert ja nationalité française. Après de brèves études de chant, il s'oriente vers la danse en s'inspirant notamment d'Isadora Duncan et se produit entre 1925 et

enseignement. ■ Fin décembre, le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Helmut Schmidt, a enregistré la troisième partie de soliste du Concerto pour trois pianos en fa de Mozart, aux côtés de Justus Frant et Christoph Eschenbach, qui dirigeait lui-même le London Philharmo-

Baai et le Centre culturel du Langue-

kovski. Il était âgé de quatre-viugt-trais

1940 sur les plus grandes scènes fran-çaises. La fin de sa vie a été consacrée à

■ L'Atelier théâtral de Georges

tions, autour d'Antonia Artand. L'Atelier présente Je suis un insurgé du corps, Performance pour Maldoror, l'Ombilic des limbes, Masques et Masteur. Le Centre culturel du Languedoc présente deux expositions sur « Portraits et autoportraits » d'Antonin Artaud et sur les activités de l'Atelier. Il acceelle, du 20 au 23 janvier, Sibvile Rupert avec ses - Dessins pour Lau-

organisé par le Théâtre d'Epicure et le comité départemental Animation et Théâtre, a lieu les 16, 17, 22, 23 et 24 janvier. Cinq troupes amateurs du département y participent. Plusieurs prix seront attribués par un jury com-posé de personnalités du théatre. L'Association pour la diffusion culturelle en He-de-France décernera un prix spé-

théâtres

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

OLYMPIC MAN, Centre Pompidon (277-12-33), sam., 20 h 30, dim.,

VIE ET MORT DU ROI BOI-TEUX, Fondation Deutsch de la Meurthe (241-82-16), sam., 20 h. AIN SALAH, Théâtre de l'Epicerie (271-51-00), sam., 20 h.

LES JOIES DE LA VIE, Théâure Noir (797-85-15), sam., 20 h 30, dim., 17 h. ANTOINE ET CLÉOPATRE, Créteil. Maison de la culture (899-94-50), sam., 20 h 30, dim.,

arlequin, empereur dans LA LUNE, Théatre 13 (707-73-07), sam., 20 h 30, dim.,

LA DIVINE COMEDIE. Cité Internationale, grande salle (589-38-69), sam., 20 h 30. CHERL Variétés (233-09-92), sam., 20 h 30. dim., 15 h et 18 h 30.

TRAHISONS, Montparnasse (320-89-90), sam., 17 h 30 et 20 h 30, dim_ 16 b.

SUSN, Aubervilliers, Théâtre de la Commune (833-16-16), sam., 20 h 30, dim., 17 h. ENTRETIEN AVEC SAID HAM-MADI, Chaillot, grand foyer (727-81-15), sam., 18 h 15. L'ETRANGER DANS LA MAI-SON, Cartoucherie de la Tempète (328-36-36), sam., 20 h 30, dim., 15 b 30.

LA FUNESTE PASSION DU PROFESSEUR FORENSTEIN. Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43), sam., 20 h 30. LE MISANTHROPE, Espace Marais (271-10-19), sam., 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20): Andromaque (dim., 14 h 30). Chaillot (727-81-15), Grand Théatre : Faust (sam., 20 h), dim., 15 h); Salle Gémier : le Songe d'une muit d'été (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Odéen (325-70-32) : le Palais de justice (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Petit Odéon (325-70-32), Dorval et moi (sam, et dim., 18 h 30); le Neveu de Rameau (sam. et dim., 21 h 30). TEP (797-96-06) le Grand Magic Circus,

(le Bourgeois gentilhomme) (sam., 20 h 30, dim., 15 h.). Petit TEP (797-96-06), Théâtre du Québec (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Centre Pompidou (277-12-33) : Cinémavidéo: Man Ray (sam, et dim., 15 h et

Carré Silvia-Monfort (531-28-34), Cirque Griss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h et 16 h 45) ; le jeune ballet classique (sam., 20 h 30, dim., 16 h).

Théâtre de la Ville (274-11-24) : Jean-Claude Vannier (sam., 18 h 30); Quoi qu'on fasse on casse (sam., 20 h 30, dim., 14 h 30).

Théâtre musical de Paris (261-19-83) Ballet-Théâtre français (hommage à Diaghilev), sam., 20 h 30, dim., 14 h); or-chestre Colonne (Mozart, Beethoven, Brahms), (dim., 18 h).

Les autres salles

Autoine (208-77-71), 20 h 30 : Potiche. (sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 et 20 h 30). Atelier (606-49-24) : le Nombril. (sam., 21 h, dim., 15 h et 21 h). Bouffes-du-Nord (239-34-50) : la Tragédie de Carmen (sam., 20 h 30). Bouffes parisiens (296-60-24) : Diable d'homme (sam., 21 h, dim., 15 h). Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-24-08), Richard II (sam., 18 h 30, dim., 15 h 30) ; Epéc de Bois (808-39-74); Ecrits contre la Commune; (sam., 20 h 30, dim., 16 h).; Atelier du Chaudron (328-97-04) : Spicidaire (sam., 20 h 45. C.I.S.P. - Théitre Paris 12 (343-19-01) : les Mentons bieus (sam., 20 h 45, dim.,

15 b). Internationale universitaire (589-38-69), Galerie : la Religieuse (sam., 20 h 30). Comédie Caumartin (742-43-41): Reviens dormir à l'Élysée (sam., 21 h., dim., 15 b 30).

Comédie des Champs-Elysées (720-08-24) : le Jardin d'Eponne (sam., 20 h 45, dim., 15 h 30). Comédie italienne (321-22-22) : la Servante amoureuse (sam., 20 h 30, dim., 15 h 30). Comédie de Paris (281-00-11) : le Chanteur d'opéra (sam., 20 b 30). Dauson (261-69-14) : La vie est trop courte (sam., 21 h, dim., 15 h 30).

Demt-Portes (361-49-92) : les Fausses Confidences (sam., 20 h 30, dim., 15 h). Espace Marais (271-10-19): Motus et Paillasse (sam., 22 h 30). Escalon (278-46-42), salle I : la Princesse de Babylone (sam., 20 h). Fontaine (874-74-40) : les Trois Jeanne (sam., 20 h 30).

Gasté Montparnasse (322-16-18) : Ca fait mal quand je touche (sam., 20 h 15, dim., 15 h 30); Est-ce que les fous jouent-ils ? (sam., 22 h, dim., 17 h 30). Galerie 55 (326-63-91) : Zoo Story (sam_ 20 h 30). Grand Hall Montorgueil (233-80-78) :

Dialogues d'immigres (sam., dim., 20 h 30). Huchette (326-38-99) : la Cautatrice chanve (sam., 20 h 15); la Leçon (sam., 21 h 30).

La Bruyère (874-76-99) : le Divan (sam., 21 h, dim., 15 h). Lecernaire (544-57-34). Théatre Noir, : Yerma (sam., 18 h 30); Anatole (sam., 20 h 30); Elle lui dirait dans l'île (sam., 22 h 15); Theatre Rouge; Milosz (sam.,

20 h 30), le Combat de la mouche (sam., 22 h 15) - Petite salle : Parlons français (sam., 18 h 30). Madeleine (265-07-09) : Du vent dans les

branches de sassafras (sam., 20 h 45. dim., 15 et 18 h 30). Malson des Amandiers (366-42-17) : Articule (sam., 20 h 30). Marie Stuart (508-17-80) : l'Ilc des chèvres (sam., 17 h 30 ct 20 h 30); Pour-

quoi la robe d'Anna... (sam., 22 h 15. dim., 15 h). Marigny, salle Gabriel (225-20-74) : le Garçon d'appartement (sum., 21 h). Matherius (265-90-00) : le Grain de sable (sam., 18 h 30); Jacques et son maître (sam., 21 h; dim., 15 h et 18 h 30).

_ _ . . _ . . _ . . _ . .

Michel (265-35-02): On dinera au lit (sam., 21 h 15, dim., 15 h 30, et 21 h Moderne (280-09-30) : le Journal d'une femme de chambre (sam., 20 h 30; dim.,

15 b). Montparensse, petite salle (322-77-30) : les Archivistes (sam., 20 h 30). Nouveautés (770-52-76) : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre (sam., 21 h ; dim., 15 b). Œuvre (874-43-52) : Orties... chaud (sam.,

Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses

Paques (sam., 20 h 45; dim., 15 h 30). Petit Forum (297-53-47) : Toute honte bue (sam., dim., 20 h 30). Plaisance (320-00-06) : Frère et sœur (sam., 20 h 45). Roquette (805-71-51), Petite salle : Il était trois fois (sam., 20 h 30).

Saint-Georges (878-63-47) : le Charimari (sam., 20 h 45; dim., 15 h). Stadio des Chamos-Elysées (723-35-10) : le Cœur sur la main (sam., 20 h 45, dim.,

Studio Fortune: Touche pas ma casquette (sam., 21 h). TAI - Théatre d'Essai (270-10-79) : l'Écume des jours (sam., 20 h 30; dim.,

raison (sam., 23 h 15). Théatre en rond (387-88-14) : Méli-mélomane (sam., 20 h 30 ; dim., 16 h) ; Théâtre du Marais (278-03-53) : Henri IV (sam., 20 h 30).

Théatre du Parvis (633-08-80) : Écoute le vent sur la lande (sam., 20 h 30). Théâtre Présent (203-02-55) : le Grand Biian (sam., 20 h 30; dim., 17 h); Aima (sam., 21 h; dim., 17 h). Théâtre des Quatre - Cents - Coups

couleurs (sam., 20 h 30; dim., 15 h). Théâtre-18 (226-47-47) ; Gaspard (sam., Théatre de la Villa (542-79-46) : Crime perfait (sam., 20 h 45; dim., 14 h 45). Tristan-Bernard (522-08-40): Une beure

La danse

E. Glou (sam., 20 h 45). Théatre de Paris (280-09-30) : L'Ensem-Théâtre-18 (226-47-47), Lolita (sam., 20 h 30, dim., 16 h.).

20 h 30 : dim. 15 h).

15 h 30).

Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Vampire au pensionnat (sam., 20 h 30); Vinci avait Rosine Favey (sam., 22 h; dim., 18 h).

(633-01-21) : Christophe Colomb (sam., 20 h 30, dim., 16 h et 20 h 30). Théatre du Rond-Point (256-70-80) l'Amour de l'amour (sam., 20 h 30; dim., 15 h); Peute salle : De toutes les

. à tuer (sam., 21 h; dim., 15. h et 18 h 30).

Centre Mandapa, (589-01-60); Bailet ble de Pékin (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

BEN GAZZARA

Pour tous renseignements concernant Lensemble des programmes ou des salies LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

704.70.20 (lignes groupées) (de 11 heures à 21 heures. sauf les dimanches et jours féries)

Samedi 16 - Dimanche 17 janvier 1982

Les films marqués (*) sout interdits aux

moins de treize ans ("") aux moins de dix-kuit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24) Sam., 15 : Ulysse, de M. Camerini ; 17 h : Promenade avec l'amour et la mort, de J. Huston; 19 h: Hommage à George Cukor: Héritage; 21 h: Sans anesthésie, de A. Wajda; dim., 15 h: Au revoir Mon-

sieur Crock, de P. Billon; 17 h : Le petit

garçon aux cheveux verts, de J. Losey:

19 h : Hommage à George Cukor : Our bet-

ters; 21 h; Camouflages, de K. Zanussi.

BEAUBOURG (278-35-57) Sam., 15 h : Fantôme de F.-W. Murnau ; 17 h : Dix ans du forum de Berlin (1971-1980) : Genèse d'un repas, de L. Moullet; 19 h: Festival des trois contipents (Nantes 81) : La maison, de A. Gitai ; 21 h : Une poule dans le vent, de Y. Ozu; dim., 15 h; Dix ans du forum de Berlin (1971-1980): Amour de perdition, de M. de Oliveira : 19 h 30 : Festival des trois continents (Nantes 81): La bouche amère, de B. Dasgupta; 21 h : Le grand voyage, de M. A. Tazi.

ALLEMAGNE MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4 (278-47-86). AMERICAN POP (A., v.o.) : Impérial, 2 (742-72-52) : Cluny Palace, 5° (354-07-76); Ambassade, 8° (359-19-08); Parnassiens, 14 (329-83-11). ARTHUR (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6-

(325-71-08); U.G.C. Rotonde, 64

EN V.O. : MONTE CARLO . GEORGE V . PARAMOUNT ODEON . STUDIO ALPHA . FORUM LES HALLES . STUDIO JEAN COCTEAU

ER V.S. : PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MAREVAUX - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT BASTILLE - MAX LINGER

CINE BEAUBOURG HALLES . PARAMOUNT MONTPARNASSE . PARAMOUNT ORLEANS . PARAMOUNT GOBELOKS . PARAMOUNT GALAXIE

CONVENTION ST-CHARLES

En périphérie : VILLAGE Neuilly - PARAMOURT La Verenne - CLUB Colombes - BUXY Val d'Yerres - CYRANG Versailles - VELIZY II

FRANÇAIS Enghien - 4 TEMPS La Défense

un mélange explosif

de sexe, d'alcool et de poésie.

SERGIO GOBBI et JEAN-PIERRE LEMOINE presentent

UN FILM DE

Les exclusivités

(633-08-22); V.f. : Cameo. 9. (246-66-44); U.G.C. Champs-Elysées, 8º (359-12-15); Magie Convention, 15º (828-20-64); Mistral, 14º (539-52-43); Bienvenue Montparnasse, 15.

(544-25-02). LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17); Ambassade, 85 (359-19-08); George-V, 8: (562-41-46). - V.f.: Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Parnassiens, 14. (329-83-11).

CARMEN JONES (A., v.o.) George-V. & (562-41-46). LA CHEVRE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1" (297-49-70); Richelien, 2" (233-56-70); Hautefeuille, 6: (633-79-38); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Ambassade, 8º (359-19-08) : Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) : Français, 9: (770-33-88) : Athéna, 12 (343-00-65) : Fauvette, 13 (331-56-86); Bienvenile Montparnasse, 14 (544-25-02); Gaumont Convention, 15. (828-42-27); Murat, 16. (651-99-75); Paramount Maillot, 17* (758-27-78) : Clichy Pathe, 18 (522-46-01); Gaumont Gambeita, 20. (636-10-96) : Tourelles, 20 (364-51-98).

CONDORMAN (A., v.f.): Napoléon, 17 (380-41-46). COUP DE TORCHON (Fr.) : Marivaux, 2 (296-80-40) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Paramount City, 84 (542-45-76); Athéna, 124 (343-00-65); Paramount Galaxie, 13t (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

CROQUE LA VIE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2* (261-50-32); Biarritz, 8* (723-69-23). DIVA (Fr.): Panthéon, 5 (354-15-04). EAUX PROFONDES (Fr.), Forum, 1st (297-53-74); Impérial, 2* (742-72-52); Quintette, 54 (633-79-38); Montparnasse 83, 6r (544-14-27); Marignan, 8r (359-92-82); 14-Juillet Bastille, 11* (357-90-81); Nation, 12 (343-04-67); Gaumont Sud, 14 (327-84-50) : 14-Juil-

ORNELLA MUTI

let Beaugrenelle, 154 (575-79-79); Clichy Pathé, 18 (522-46-01). EXCALIBUR (A., v.f.) : U.G.C. Opéra. 24 (261-50-32); Calypso, 17: (380-30-11). LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.) (*) : Elysées Point-Show, 8 (225-67-29). FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5-

(326-79-17). LE FAUSSAIRE (Ail., v.o.) : Vendôme, 2r (742-97-52); U.G.C. Odéon, 6* (325-71-08); Biarritz, 8 (723-69-23); V.f.: Montparnos, 14 (327-52-37). LA FILLE OFFERTE (All, v.o.) : Marais, 4 (278-47-86). LES FILLES DE GRENOBLE (Fr.)

gnan, 8 (359-92-82); Maxéville, 9 (770-72-86). FRANCESCA (Port., v.o.): Olympic, 14 (542-67-42). GARDE A VUE (Fr.) : Marignan, & (359-92-82); 14-Juillet Beaugrepelle,

Montparnasse-83. 6c (544-14-27) : Mari-

15 (575-79-79). LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Gammont les Halles, 1º (297-49-70); Richelieu, 2* (233-56-70) : Hautefeuille, 6. (633-79-38) : U.G.C. Odéon, 64 (325-71-08) : Marignan, 8 (359-92-82) : Olympic Balzac, 8 (561-10-60); Français, 2º (770-33-88) : Nation, 12º (343-04-67); Fauvette, 13. (331-56-86) : Gaumont Sad. 14-(327-84-50) : Montparnasse Pathé, 14º (322-19-23); Parnassiens, 14º (329-83-11) : Kinopanorama, 15° (306-50-50); Broadway, 16° (527-41-16); Clichy Pathe, 18.

(522-46-01). HAPPY BIRTHDAY SOUHAITEZ NE JAMAIS ÊTRE INVITÉ (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) : U.G.C. Ermitage, 8 (359-15-71). -V.f.: Rio Opéra, 2* (742-82-54); Rex, 2* (236-83-93); U.G.C. Gare de Lyon, 124 (343-01-59): U.G.C. Gobelins, 13° (336-23-44): Mistral, 14" (539-52-43): Montparnos, 14 (327-52-37); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00). L'HIVER LE PLUS FROID A PEKIN (Chi., v.o.) : Ciné Seine, 5 (325-95-99). L'HOMME DE FER (Pol., v.o.): Studio

de la Harpe Huchette, 5 (633-08-40). HOTEL DES AMÉRIOUES (Fr.) : Paramount Mariyaux, 2 (296-80-40); Paramount Montparnasse, 14r (329-90-10). IL FAUT TUER BIRGITT HAAS (Fr.): U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45); Palace Croix-Nivert, 15 (374-95-04), h. sp. LE JARDINIER (Fr.): Lucernaire, 6 (544-57-34).

(326-80-25). LOLA, UNE FEMME ALLEMANDE (All., v.o.) : Epée de Bois, 5ª (337-57-47); 14-Juillet Beaugrenelle, 15- (575-79-79) LE MATTRE D'ÉCOLE (Fr.) : Ambes-

LE JOURNAL D'UNE FILLE PERDUE

(All., muet): Studio Git-le-Cœur, 6

sade, 8 (359-19-08). MÉPHISTO (Hong., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1" (297-49-70); Saint-Germain Studio, 5 (633-63-20); Pagode, 7 (705-12-15); Ambassade, 8° (359-19-08); Saint-Lazare Pasquier, 8-(387-35-43); Olympic Entrepot, 14 (542-67-42) : Parnassiens, 14" (329-83-11). - V.f. : Berlitz, 2* (742-60-33); Montparnasse Pathé, 14*

(322-19-23). METAL HURLANT (A., v.f.) : Impérial. 2 (742-72-52). NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Quiatette, 5 (633-79-38). L'OMBRE ROUGE (Fr.) : Racine, 6 (633-43-71).
PASSION D'AMOUR (IL, v.a.): U.G.C. Odéon, 6° (325-71-08).

LA PEAU (IL, v.o.) (°): Elysées Lincoln,

8 (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79). — V.f. : Français, 9 (770-33-88). LE PETIT LORD FAUNTLEROY (A., v.f.) : Le Paris, 8 (359-53-99) ; Athéna, 12 (343-00-65). POPEYE (A., v.o.): Paramount Odéon, 64 (325-59-83). - V.f.: Rex. 24 (236-83-93); Miramar, 144

(320-89-52); Magic Convention, 15-(828-20-34); Napoléon, 17-(380-41-46). POUR LA PEAU D'UN FLIC (Fr.) (*): Marbeuf, 8 (225-18-45). LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33); Capri, 2 (508-11-69); Co-

lisée, 8: (359-29-46) : Montparnasse Pathé, 14: (322-19-23) : Secrétan, 19: (206-71-33). PRUNE DES BOIS (Belg.) : Rivoli, 4

(272-63-32) ; Banque de l'Image, 54

(326-12-39) : Grand Pavois, 15 (554-46-85). QUAND TU SERAS DEBLOQUE FAIS-MOI SIGNE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32): Biarritz, 8 (723-69-23): Montparnos, 14 (327-52-37) : Secrétan. 19- (206-71-33).

RAGTIME (A., v.o.) : Gaumont Halles, | 1 (297-49-70) : Quintette, 5. (633-79-38) : Hautefcuille, 6-(633-79-38); Pagode, 7s (705-12-15); Gaumont Champs-Elysées, & (359-04-67) : Parnassiens, 14. (329-83-11); Mayfair, 16 (525-27-06). - V.J.: Berlitz, 2 (742-60-33); Richelies, 2 (233-56-70) : Nation, 12 (343-04-67); P.L.M. Saint-Jacques, 14 (589-68-42) : Montparnasse Pathé, 14 (322-19-23); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Wepler, 18 (522-46-01). REPORTERS (Fr.) : Saint-André-des-

Arts, 6" (326-48-18) h. sp.
LA REVANCHE (Fr.) : Biarriez, 8" (723-69-23) : U.G.C. Caméo. 9 (246-66-44). RIEN QUE POUR VOS YEUX (A. v.f.) : Cin'Ac Italiens, 24 (296-80-27) :

Colisée, 8º (359-29-46). LE ROSE ET LE BLANC (Fr.) : Studio Logos, 5 (354-26-42); Action République, 11º (805-51-33). ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) : Bretagne, 6 (222-57-97) :

Normandie, 8 (359-41-18); La Royale. 8" (265-82-66) : U.G.C. Gobelins, 13" (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Magic Convention, 15 (828-20-64); Napoléon, 17º (380-41-46). SALUT L'AMI ADIEU LE TRESOR (A., v.o.) : Paramount City. 8-(562-45-76). - V.f.: Paramount Opéra. 9 (742-56-31); Paramount Galaxie, 13

(580-18-03); Paramount Montpernesse,

14 (329-90-10). SANGLANTES CONFESSIONS (A. v.o.) (*) : Marbenf, 8 (225-18-45). SI MA GUEULE VOUS PLAIT (Pr.) (*): U.G.C. Danton, 6 (329-42-62): Ermitage, 8 (359-15-71); Caméo, 9 (246-66-44); Maxéville, 2° (770-72-86) : U.G.C. Gare de Lyon, 12º (343-01-59) : Montparnos, 14" (327-52-37).

SOLIDARNOSC (Fol., v.o.) : Banque de l'Image, 5º (326-12-39). LA SOUPE AUX CHOUX (Fr.) : Berlitz. 2. (742-60-33); Marignan, 8. (359-92-82); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Montpernaste Pathé, 14 (322-19-23); Clichy Pathé, 18-(522-46-01). STALKER (Sov., v.o.) : Quintette, 5

(633-79-38) : Cosmoc. 6 (544-28-80) ; André Bazin, 13° (337-74-39). TES FOLLE OU QUOI ? (IL, v.f.) : Richelien, 2º (233-56-70); U.G.C. Opéra, 2" (261-50-32); Bretagne, 6" (222-57-97); Normandie, 8* (359-41-18); Marignan, 8* (359-92-82); Caméo, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Fauvette, 13 (331-56-86) : Gaumont Convention, 15" (828-42-27); Clichy Pathe, 184 (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

THE ROSE (A., v.o.) : Studio Respail, 14* (320-38-98). TOTO APOTRE ET MARTYR (IL. v.o.) : Studio Cujas, 5 (354-89-22). TOTO LE MOKO (It., v.o.) : Studio Cujas 5 (354-89-22). UNE AFFAIRE D'HOMMES (Fr.) : Betlitz, 2= (742-60-33). UNE ETRANGE AFFAIRE (Fr.) : Forum, 1º (297-53-74); U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); Paramount Odéon, 6-(325-59-83) ; Paramount City, 8. (562-45-76); Paramount Opéra, 9-(742-56-31); Paramount Bastille, 12-(343-79-17); Paramount Galaxie, 13: (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14- (329-90-10) : Convention Saint-

18" (606-34-25). LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Marivaux, 24 (296-80-40); Publicis Matignon, 84 (359-31-97). VOTRE ENFANT M'INTERESSE (Fr.) : Saint-Séverin, 5 (354-50-91).

Charles, 15 (579-33-00); Passy, 16 (288-62-34); Paramount Maillot, 17

(758-24-24); Paramount Montmartre.

L'information televisie

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR DES FEMMES, film franco-suisse de Michel Soutter, St-André-des-Aris, 6 (326-48-18); Olympic Balzac, 8 (561-10-60); Français, 9 (770-33-88); 14 Juillet Bastille, 11° (357-90-81); Olympic Entrepôt, 14° (542-67-42); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (575-79-79). BLUE SUEDE SHOES, film américain de Curtis Clark, v.o. : Forum, 1° (297-53-74) : Elysées Lincoln, 8°

(359-36-14); Hollywood Bd. 9

(770-10-41); Parnassiens, 14" (329-83-11). NAIRE (*), film italien de Marco Ferreri, v.o.: Forum, 1er (297-53-74): Ciné Beaubourg, 3er (271-52-36); Studio J.-Cocteau, 5er (354-47-62); Studio Alpha, 5. (354-39-46); Paramount Odéon, 6-(325-59-83); Monte-Carlo, 8-(225-09-83): George-V. 8c (562-41-46); v.f.: Paramount Opéra, 2º (742-56-31) : Max-Linder, 2º (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17): Paramount Gobelins, 13 (707-12-28): Paramount. Orléans. 14 (540-45-91); Canvention St-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Montparpasse. 14. (329-90-10); Paramount Montmar-

tre. 18 (606-34-25). DIVINE CREATURE (*), film italien de Giuseppe Patroni, v.o. : Gaumont Halles, 1= (297-49-70); Quintette. 5 (633-79-38); Marignan, 8-(359-92-82); v.f. : Montparnasse 83. 6 (544-14-27) : Français 9: (770-33-88); Nation. 12-(343-04-67) : .Fauvette. 13. (331-60-74); Convention St-Charles, 15 (579-33-00); Clichy Pathé, 18: (522-46-01).

MAD MAX (**), film australien de George Miller, v.o. U.G.C. Danton (329-42-62); U.G.C. Rotonde, 65 (633-08-22) ; Ermitage, 8. (359-15-71); U.G.C. Marbeuf 8-, (225-18-45) : v.f. : Rex. 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Gobelins, 13-(336-23-44); Mistral, 144 (539-52-43); Miramar, 14s (320-89-52); Convention St-

Charles, 15 (579-33-00); Murat, 16 (651-99-75). LE PRINCE DE NEW-YORK, film

américain de Sidney Lumet, v.o. : Gaumont Halles, 1" (297-49-70) ; Sudio Médicis, 5 (633-25-97) ; Paramount Odéon (325-59-83); Publicis Elysées, 8= (720-76-23); Paramount Montparnasse, 14* (329-90-10); v.f.: Paramount Opera, 9 (742-56-31); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Montparnasse, 144, (329-90-10); Paramount Orleans, 14 (540-45-91) : Paramount Mail-lot, 17 (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

QUI CHANTE LA-BAS ?, film yougoslave de Sijan Slobodan, v.o. : St-André-des-Arts, 6 (326-48-18); Lucernaire, 6: (544-57-34). TOUT FEU, TOUT FLAMME, film français de Jean-Paul Rappeneau. Gaumont Halles, 1" (297-49-70) : U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); Richelieu, 2 (233-56-70); Hantefeuille, 6. (633-79-38); Publicis St-Germain, 6. (222-72-80); Normandie, 8- (359-41-18); Colisec. 8 (359-29-46); Publicis Elysees, 8 (720-76-23) : St-Lazare Pasquier, 8º (387-35-43); Caméo, 9º (246-66-44) ; Paramount Opéra, 9-(742-56-31); Paramount Bestille, 12 (343-79-17) : U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) : Fauvette, 13: (331-60-74) : Gaumont-Sud. 14: (327-84-50) : Gaumont Convention. 15 (828-42-27); Montparnasse Pathe, 14 (322-19-23); Victor-Hugo, 16 (727-49-75) : Paramount Maillot, 174 (758-24-24); Wepler, 184 (522-46-01): Gaumont Gamberta. 20 (636-10-96).

LE TUEUR DU VENDREDI (**), film américain de Steve Miner, v.o. : Movies. 1" (260-43-99): U.G.C. Danion. 6" (329-42-62); Bisrritz, 8" (723-69-23) ; v.f. : Helder, 9 (770-11-24) ; Maxéville, 9 (770-72-86) : U.G.C. Gare de Lyon. 12. (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13° (336-23-44); Miramar, 14° (320-89-52); Mistral, 14° (539-52-43): Magic Convention, 15 (828-20-64): Paramount Mont-martre, 18 (606-34-25): Secretan, 19- (206-71-33).

MARCO FERRERI CONTE DE LA ROME ORDINAIRE

tiré du livre de CHARLES BUKOWSKI

SHIRGID LORNING MANINTENEY CANONIC MANINE

HENGALZARA URNEMA MUTI

CONTENED A FOR ELORDINAIRE ON FILM DE MARCO PERFEBI

SUSANTYRIELL TANKA LOPERT

A THE PROPERTY BUTCHESTS TO THE CONTROL OF THE CONTROL OF THE PROPERTY OF THE

الرواية الإنامة المعارض والمعارض

Ca va plutot a

L'information télévisée après le 10 mai

Dans un précédent article (le Monde du 16 janvier), nous tentions d'expliquer les difficultés des rédactions des journaux télévisés après le 10 mai et l'inquiétude des journalistes, qui, dans l'attente de la nouvelle toi sur l'audiovisuel, ne savent pas jusqu'où peut aller une nouvelle liberté, dont le pouvoir politique n'a pas encore défini l'étendue et les limites. Devant cette absence de directives, les rédactions sont partagées : tantôt, elles sont

-saisies par le vertige du « tout est permis »; tantôt, par la tentation de revenir aux habitudes et i la prudence du passé. Nous analysons aujourd'hui les raisons et les réactions du gouverne-

The real state

Butter of Butter

April 44 A

4.00

·福安 多

A 日本日本 日本 また また A

· Marining of 174

L'oracle ne parle pas. C'est plutôt le « jasement » confus. Les affirmations contradictoires, la tentation de tenir les promesses des temps de l'opposition et l'intention légitime de ne pes abandonner aux vents d'une critique hostile, systématique, l'action du gouvernement. Les journalistes de télévision dérivent donc au eré de ces courants, contrariés. L'Élysée, Matignon, le ministère de 'a communication; autant d'idées sur la question, sur la longueur de la onge, sur une télévision libre, sur lesmpératifs du pouvoir... Il y avait. cux qui n'ont jamais cra au divorce, au petit écran qui se mettrait i réfléchir tout seul, et ceux qui, arcis d'idées à l'américaine, sonreajent à établir un véritable quarième pouvoir à Cognacq-Jay, Il estrai qu'avec le temps, en s'éloignant le la campagne électorale, en se rapprochant du scrutin de mars 1982. es points de vue tendent à s'accorier. Mais, pendant sept mois, il n'y eut pas une sonnette de ministre qui ait donné le même son,

Ce fut d'abord cette phrase de 1974, un pen cynique et maladroite peut-être, prêtée à M. François Mitterrand : • Les journalistes de télévision ce sont des carpeties, il sufsira - les retourner. - Et la même idée renforcée au cours de la dernière campagne : ils ont servi, ils sont habitués à servir, ils continueront à servir. - De toute manière, le président est persuadé au il a été elu malgré l'information télévisée . explique une responsable de IF I. La télévision n'aurait plus le nême impact sur l'opinion publique. e téléspectateur lui-même se serait égagé de l'emprise du petit écran, en ferait une autre lecture plus déachée, plus critique... . Si Giscard st tombé, c'est aussi parce qu'il 'est trop montré; il a finalement té victime d'un effet de boomeang . explique un reporter d'Ananne 2. M. Edouard Guibert. onseiller du P.-D.G. de FR 3, pense galement qu'il y a désormais d'aures relais d'information — les syndiats, les associations - la télévision est banalisée, son - message est deenu massage » pour citer Mac Luan. . Le pouvoir peut donc prendre es distances. La liberté, c'est la Prance du socialisme. »

Indépendance et savoir-faire

Avec des idées parcilles, M. Mauy demandait à M. Pierre Moinot s former and commission pour une réforme de l'audiovisuel ». Il sistait sur le principe de l'autononie (le rapport publié est désormais antroversé). De son côté. I. Jérôme Clément, chargé de mison auprès du premier ministre, affirmait : - Il n'y awa pas de iasse aux sorcières; on laissera ex P.-D.G. nommés une liberté tole : il ne faut pas faire à nos adrsaires politiques ce qu'ils nous it fait pendant vingt ans. - La puté même des néophytes. Tandis ie M. Fillioud, pas d'accord, esyait de repêcher, en faisant du uit et des vagues, l'audiovisuel, l'il voyait s'éloigner du projet soaliste. . On a mis en place la gaue caviar, analyse M. Jacques Barnt, du Syndicat national des urnalistes (S.N.J.), ils fora du pasianisme et ils sont sascinés par le odèle américain. On parle de JET ournalisme électronique), de 22kcepers (gardes-barrières)... Desaupes est contre le service public, rutet avait eu l'accord de Giscard de Millerrand pendant la campase électorale, c'est vraiment le ste milieu. Guy Thomas a été réecteur en chef de la lettre de l'Exasion. Voilà pour les hommes en ace, et le popouvoir n'a aucune

Les désaccords ont éclaté des le Dix des nouveaux P.-D.G. Il y cut ux qui recherchaient des profesnnels avant tout et ceux qui auent préféré des amis politiques. cote fut mal taillée mais favoraaux premiers. - Il faut reconitre qu'il n'y a pas de bons prossionneis parmi

par CHRISTIAN COLOMBANI

sympathisants à la télévision » pense M. André Rousselet, directeur de cabinet du président de la République. On hésita bien un moment entre M. Sabbagh et M. Desgraupes, mais on n'entrevoyait aucun bomme capable et nouveau. - Quant aux rédactions, se dit-on, tout aussi dépourvues de troupes fraiches: - pendant des années les hommes de gauche ont été écartés et ils n'ont pu apprendre le métier on essaiera tout simplement de changer leur mentalité ». « Il faudra du temps », reconnaissait toutefois M. Clément. - En réalité, explique un présentateur de-TF !: les socialistes pensaient que beaucoup de journalistes de gauche n'avaient pu s'exprimer et qu'ils rétabliraient le pluralisme, l'équilibre. C'était compler sans les muels ...

On voit alors les anciens soutiens de M. Giscard d'Estaing reprendre leurs micros et couvrir les déplacements du nouveau chef de l'Etat. Pour le coup, on s'étonne qu'ils tiennent à leurs idées : on découvre même chez eux de la-sincérité. Les scripts de certains commentateurs circulent alors de mains en mains dans les cabinets ministériels : on comprend qu'il ne s'agissait pas que de « carpettes à retourner », mais d'hommes engagés, et, naturellement, on commence à leur trouver une odeur de fagot. « Ne pas leur faire ce qu'ils nous ont fait », dit-on toujours à voix basse en ajoutant cependant : « Mais on doit les empêcher de nous saboter.

Après la chute de M. Elkabbach. sans bruit d'ailleurs, les politiques se sont effrayés d'une lessive que l'opinion publique attendait sans trop s'émouvoir. Il ne fallut plus toucher à un cheveu de personne. M. Cavada s'apprétait à gagner le seuil : il put se rasseoir dans son fauteuil. Ensuite, il parvint à persuader que son professionnalisme était au-delà de tout engagement. Il emmena avec bij dans les bureaux des directeurs de cabinet « ses » spécialistes du direct qui firent des démonstrations convaincantes. Appuyé par l'Elysée et par Matignon, le directeur de l'information a même pu faire la nique au ministre de la communication, qui, exaspéré, eut le sort d'attaquer en baissant la garde.

M. Fillioud n'aime pas l'information-spectacle, aguicheuse, les propos de bonimenteurs. C'est son droit. Il s'en prend à l'émission « Les trottoirs de Manille » qui traitait de la pédophilie aux Philippines et de la prostitution des enfants. Mais cette fois le « show » est bon. sobre : M. Fillioud s'est trompé Un fort courant du gouvernement

se met à estimer que le savoir-faire crée de l'indépendance i c'est comme un art pour l'ari, une noblesse que n'effleure pas la continsence du politique. Mal informé, un peu trop ébloui, le public admire volontiers les acrobates du petit écran. Et à ceux qui ne tombent pas sous le charme, on réplique en défendant les victimes d'une sorte de fatalité de l'audiovisuel. Pouvaient-ils autrement se comporter sous Giscard? M. Claude Estier lui-même ne se plaignait-il pas récemment du défilé des ministres socialistes? La télévision n'est-elle pas inévitablement guettée, sollicitée par les pouvoirs? Les socialistes ne font-ils pas, eux aussi, des interventions? M= Edith Cresson a osé semoncer M. de Virieu. Tel ministre exige « le pla-

La différence, explique un rédacteur en chef adjoint, c'est qu'ils sont moins professionnels que les précédents; c'est normal, ils n'ont pas ençore appris à se vendre. Souvent, ils nous appellent et ils n'ont rien à dire... » Attirance réciproque. Il faut bien interroger des ministres, surtout en ce moment où les décisions importantes sont prises : il ne peut en être autrement dans notre système paternaliste », explique M. Jean-Claude Heberlé, P.-D.G. de Radio-Monte-Carlo, ancien rédacteur en chef d'Antenne 2.

Les durs constats

Beaucoup sont persuadés que « le mal est mévitable », sans trop le dire, mais, avec plus de certitude encore et peut-être d'espoir, ils ont compris que le lien ne sera jamais coupé. Tout juste distendu. W On nous siche la paix en ce moment parce que l'opinion publique est savorable, les sondages sont bons, mais des qu'ils s'effondreront, il y

Ca va plutôt mieux

On ne comprend pas. De quoi se pas ? A quoi riment ces interrogations inquiètes, angoissées, dont les échos nous parviennent et de l'Elysée et de la rue Cognacq-Jay sur les qualités professionnelles et sur les tendances politiques, pardon les sensibilités, de ceux qui font les journaux télévisés ? Ce qui compte, c'est le résultat, pas l'intention. Et mon Dieu, ils ne sont pas mauvais ces journaux, its sont même bons, en fait ils sont plutôt meilleurs qu'ils n'étaient.

Sans remonter jusqu'au règne précédent, il est certain qu'au lendemain de l'avènement de François Mitterrand, passé le premier mouvement de curiosité, on en I su vite assez de voir défiler midi et soir au fenestron les membres du gouvernement. Ils ne débarquaient pas les mains vides, bien sûr, ils avaient des projets pleins les poches, certes. ils faisaient, comme on dit en jargon de métier, l'actualité, c'est vrai, ils incamaient le changement, d'accord. Mais leur présence, même à notre table, donnait l'impression que de ce côté-là en tout cas il n'y avait rien de changé.

Et puis, bon, les trains de mesures sont passés à grande vitesse sur nos écrane de contrôle, les passages à niveau se sont relevés et le défilé quotidien des informations à retrouvé le chemin de nos foyers. Le chemin habituel, un chemin différent selon qu'on appuie sur le premier ou sur le second bouton.

Sur TF 1, chaîne de grande audience plus étroitement surveilles sans doute par les gens en place et plus soucieuse peut-être de refléter les idées de la majorité, on s'est de tous temps montré plus favorable au gouvernement, plus accessible à ses demandes. Dius ouvert à son point de vue que sur Antenne 2. ici, un pourcentage d'écoute relativement faible, une audience relativement sophistiquée, autorisent un certain recul, un effort d'objectivité - si, ca existe, non, ce n'est pas une vue de l'esprit - et un intérêt déclaré pour les nouvelles de l'étranger.

Ces pesanteurs sont restées. plaint-on? Qu'est-ce qui ne va L'affaire Jacques Hébert, suspendu de ses fonctions par la présidence de TF 1. accusé d'avoir truqué au montage en l'amoutant de trois mots la déclaration d'une habitante de Provins à l'occasion d'un reportage sur- le duel Pevrefitte-Fromion (1), témoigne de l'attentien prêtée aux moindres propos tenus sur la première chaîne.

> Autres exemples, pris au hasand, du contraste entre les journaux : d'abord la facon plutôt optimiste ou plutôt pessimiste d'annoncer jeudi soir le taux de l'inflation en décembre : ensuite la gravité accordée depuis le mois demier à la crise polonaise. Sur Antenne 2, on a nettement pris parti, on a mis toute la gomme. Sur TF 1, on a essayé, e ne dirais pas de minimiser étendue et la portée de ce drame, mettons de garder la tête froide. Trop froide au gre de beau-

coup. De tous ceux - et c'est très bien ainsi - 'qui trouveront sur la chaîne rivale un style plus. conforme à la tradition anglosaxonne et plus proche des actualités télévisées telles qu'on les conçoit dans la plupart des pays du Marché commun, y compris l'Italia. Avec, en prime, de nouvelles têtes. Labro. Ockrent, l'un et l'autre excellents, capables de personnaliser un peu, pas trop, juste ce qu'il faut, l'information. Ce que réussit à faire aujourd'hui comme hier à 13 heures sur TF 1 Yves Mourousi. Sa liberté de ton, l'aisance de sa manière, tranchent heureusement avec L'air toujours aussi emprunté, gêné aux entournures de ses confrères du 20 heures.

Quant à la question de savoir si oui ou non le pouvoir a véritablement l'intention de relacher son emprise sur l'audiovisuel, pas besoin d'attendre la réforme pour connaître la réponse. On l'aura à l'avant-veille des municipales. Claire et nette. Vous pouyez. y compter, inutile d'intenter d'ici là un proces d'intention au gouvernement. On le verra à l'épreuve.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Le Monde du 16 janvier.

aura une reprise en main. Nous sommes dans la situation d'avant 1978 -, remarque M. Christian Guy, rédacteur en chef adjoint d'An-

* Il n'y a pas un seul gouvernement d'un grand pays moderne qui puisse se passer de la télévision ». reconnaît, de son côté, M. Robert West. Et M. Patrice Duhamel constate sans illusion: - Les socialistes. philosophiquement, youdraient libéraliser, mais ils se rendent compte que ce n'est pas réaliste politiquement. - - Le pouvoir a déjà contre lui la presse écrite, ajoute M. Jacques Hébert, ancien chef adjoint de la politique intérieure de TF 1, qui vient justement d'être suspendu (le. Monde du 16 janvier), il láchera pas l'audiovisuel. » La commission Moinot a alors

proposé une haute autorité de l'audiovisuel, dont les membres seront bien nommés par le pouvoir; on a cherché à sauver les apparences, tout en gardant le contrôle. Mais comment résister à l'épreuve des faits? . Une institution ne neut avoir des objectifs différents de ceux de la société dans laquelle elle s'exprime, estime, à présent, M. Rousselet. La légitimité du suffrage universel passe avant la légitimité du journaliste. . Et M. Clément en convient : - Il faut faire vite la loi et rectifier si nous nous sommes trompés sur les hommes. » Pendant que M. Fillioud se désole d'avoir du remettre à septembre la discussion du projet sur l'audiovisuel et de ne rien pouvoir entreprendre avant janvier 1983 : - Jusque-la, tout restera en place, il sera alors plus difficile de réagir. . On sent bien que les « ennemis » à l'intérieur ne reavoient pas une image assez flatteuse: • On critique toujours du même point de vue, alors que nous proposons un type de société; les journalistes économiques, par exemple, jugent les nationalisations selon les principes keynésiens. qu'ils ont appris à l'école du capitalisme », a fait remarquer M. Estier.

Il y a donc le frein des formations, des mentalités (qu'on finirait par renoncer à changer), des habitudes, la lucarne et son paysage chbisi par d'autres avant les socialistes. . Il faudrait beaucoup de sang neuf = admettent les responsables de l'information, qui, chaque jour, luttent contre les pesanteurs, du moins ceux qui n'ont pas été eux-mêmes alourdis par des années de vie possible. M. Jean-Pierre Guérin, rédao teur en chef à TF 1, se souvient Au lendemain du 10 mai, nous étions prets à faire du neuf; nous avions proposé, avec Raoul Sangla. les « journaux d'en France ». Les gens réagissaient sur l'événement mais les journalistes se sont sentis dépossédés. On est revenu au prêsentateur vedette, c'est plus commode, plus contrôlable... Il n'y a pas de projet actuellement, il faut faire autre chose, travailler davantage sur l'outil, être plus près des Français. »

Rechercher plus de rigueur, renforcer l'autonomie de l'information télévisée en approfondissant la connaissance de l'instrument, retrouver le vrai métier, qui n'est pas du détournement d'antenne : autant d'exigences qui apparaissent à certains comme la seule vraie garantie d'une indépendance gagnée, méritée et non plus accordée. • Que le pouvoir sulve sa nature et que les journalistes exercent leurs critiques en sachant au'ils doivent lutter constamment. Même avec les socialistes, la liberté ne sera pas octrovée. Les critiques que le pouvoir solère peuvent-elles vraiment l'atseindre et lui être profitables? D'autres sont moins confiants.

Mais ces réflexions de la base traînent dans des fonds de tiroir. Et un tract de l'intersyndicale résume la situation : - Quand on est de droite sous la droite, on a des responsabilités, quand on est de gauche sous la droite, on est viré: quand on est de droite sous la gauche, on est promu, et quand on est de gauche sous la gauche, il saut s'armer de patience. -

Aux idées généreuses sont venues. mais un peu tard, s'ajouter les durs constats de la réalité. Les hommes qu'on croyait prendre dans les filets du socialisme tardent à se convertir. La marche n'est pas toujours triomphale, et l'on entend déjà les couacs amplifiés par la télévision quand viendra la prochaine campagne électorale. Trop d'hésitations ont créé jusque-la la confusion. Ceux qui ont échappé aux foudres méprisent un pouvoir trop faible. Ils ne se rallieront plus. L'a humes » socialiste dans les rédactions s'amincit, s'appauvrit. Les espoirs qui ont pousse la s'étiolent. Deux anciens journalistes à qui l'on ne fait pas le coup du - professionnel - s'inquiètent : - La politique audiovisuelle est un échec du gouvernement », avoue M. Estier, et M. Fillioud plus pessimiste déchare : « La gauche est tombée en 1937 sur le mur de l'argent, aujourd'hui elle pourrait bien tomber sur celui de l'audiovisuel. »

FIN

SUR RADIO-BLEUE

Le retour de Rina Ketty

larges et le nez pointu sous les cheveux devenus gris. Ses « r » rousent comme s'ils s'étaient retenus pendant quinze ans. Pour la première fois, depuis quinze ans, Rina Ketty a chanté en public, pour un public qui se souvient et la demande, celui de Radio Bleue, la radio qui annonce le couleur, et dont le slogan est « comme autrefois ». La station fêtalt son premier anniversaire av Studio 104, le 14 janvier, avec a la Joie de vivre », une émission donnée au bénéfice de « S.O.S. 3º âge » an présance de personnalités, dont Mme Michèle Cotta, P.-D. G. de Radio-France, M. André Henry, ministre du temps libre, et aussi Pascal Sevran, « M. Chanson française » - c'est Henri Spade qui le dit. Il présentait la soirée avec Catherine Ceylac, en costume pantalon bleu électrique, moiré mais

Henri Spade défend avec des trémolos la chanson française, nouvelle, ancienne, perpétuée par les jeunes générations, example: une certaine Caramelle qui, un petit foulard au cou, entonne Du gris qu'on roule sans faire publier Berthe Sylva, Mais il v avait Rina Ketty. J'at-

tendrai et les « personnes àgées invitées d'honneur venues de Lyon, Nanterre et la région parisienne > - les autres également - ont redoublé de refrain. Elle triomphe, comme les anciens tirés de la retraite. Lucien Lupi (chemise jabot rouge, veste à

rayures brillantes), en duo avec Dany Lauri, blonde décollerée. Patrice et Mario réunis, après vingt-deux ans de séparation. dans un pot

la Colline aux oiseaux, les Trois Caballeros, et une chanson qui dit : « Je n'oublierai jamais le clocher... . (Ah; la chanson fran-

Pour la première fois encore, c'était gala, Roger Giquel sur scène, les mains crispées dans les poches latérales de son blouson aviateur; il a mis sa voix grave au service d'une mélodie mélancolique, style aventurier désabusé années 50-rive gauche : « Quand on a connu comme moi le blanc des voiles en partance », avec pour titre, Vert, que j'aime, vert.

L'émission sera diffusée en deux fois. Les trous de mémoire d'Henri Spade seront arrangés au montage. Disciple de Jean Nohain, il n'a pris de son maître que le goût des banalités sentimentales, il lui manque la bonne humeur candide.

Est-ce que, à l'antenne, on percevra la conscience et la maestria des grandes professionnelles que sont Patachou, Annie Cordy? Quelles que soient les circonstances, elles respectent le public et leur métier.

COLETTE GODARD.

* Lundi 18 janvier et mercredi 20, Radio Blene, de 10 heures à 11 heures.

APRÈS LA SUSPENSION DE M. JACQUES HÉBERT A TF 1

Réactions syndicales divergentes

La suspension par la présidence de TF 1 du journaliste Jacques Hébert, accusé d'avoir « altéré » un reportage (le Monde du 16 ianvier), a déclenché dans la journée du 15 janvier, une succession de réactions syndicales divergentes. De leur côté. Antenne 2 et FR 3 s'en sont fait l'écho dès le 14 janvier dans leurs éditions du soir. Une discussion a également eu lieu à TF l pour décider de l'attitude à adopter à l'écran et M. Yves Mourousi a raconté l'incident dans son journal de 13 heures, vendredi 15 janvier. Quant à M. Jacques Hébert, il s'en tient à sa précédente déclaration. N'ayant toujours pas'été recu par le président Boutet, il nie les faits dont il est accusé et entend réserver ses explications à la commission de la

M. Patrice Duhamel, ancien chef du service politique, estime scandaleux · le procédé utilisé contre M. Jacques Hébert qui était son adjoint et « dont l'honnéteté a toujours été, dit-il, au-dessus de tout soupçon. Après les règlements de compte et la purge de 1981, l'audiovisuel d'État serait-il aujourd'hui à l'heure de la délation et de l'intimidation? »

Plus que le fond de l'affaire - le reportage incriminé -, c'est avant tout la méthode employée pour sanc-

tionner le journaliste qui suscite les protestations de plusieurs syndicats. Dans une lettre adressée à M. Boutet, la section C.F.T.C. de TF 1 demande à visionner l'ensemble du reportage, et réclame la possibilité d'entendre je journaliste et les membres de l'équipe ayant participé au tournage, y compris le monteur. M. Marcel Caron, délégué C.F.T.C. de la rédaction, et membre de la commission de discipline, juge - très grave »le fait que M. Jacques Hébert ait été suspendu avant même d'avoir été reçu par M. Jacques Boutet, et déplore le manque de solidarité des journalistes.

Déplorant les sanctions prises, la fédération Force ouvrière des syndicats de spectacles et de l'audiovisuels'inquiète de l'aumosphère de délation que certains syndicats veulent instaurer dans les chaines de radio et télévision -. Même réaction du syndicat général des journalistes F.O., et de la section C.G.C., qui déplore l'attitude de la section SURT-C.F.D.T. Le SURT-C.F.D.T. (techniciens), lui, maintie,nt son accusation de « manipulation caractérisée de l'information - et revendique - le droit de toutes les catégories de personnel de TF I de s'exprimer sur le contenu de l'information présente sur la chaîne . droit contesté par le syndicat F.O.

Le Monde 5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE-D.O.M.-T.O.M. 273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE

483 F 862 F 1241 F 1626 F

ETRANGER (per messageries) - BELGIOUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 313 F 522 F 731 F 940 F IL - SUISSE TUNISIE 386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne Tarif sur demande Les abounés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur densands. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines on plus); leur demande une semaine su moins avant lenr départ. Joindre la decnière bande d'envoi à toute correspondance.

Venillez aveir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

- II EY_SE. 14-10/4 Débat public sur mise en scène d'Antoine Vitez **Au Grand Foyer** Dimanche 17 janvier à11h

Rendez-vous avec **Jacques Roubaud**

Au Grand Foyer Lundi 18 janvier à 20 h 30

Samedi 16 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Droit de réponse Une émission de Michel Polac. Conte de la folie ordinaire, de M. Ferreri. Invités: Bon Gazzara, Ugo Tognazzi; la Parapspehologie, avec Rémy Chauvin et J.-C. Pecker.

22 h 10 Série : Dailas. Jack subit la vengeance d'un mystérieux inconnu. Magazine d'actualité : sept sur sept.

DEUXIÈME CHAINE: A2



20 h 35 Variétés : Champs-Elysées. En direct de l'Espace Cardin. M. Sardou, A. Souchon, & groupe Police, etc.

21 h 40 Sports: tennis. Tourgoi des Masters, en direct de New-York. 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3



20 h 30 La Chartreuse de Parme (4º partie). D'après Stendhal Réal. M. Bolognini. Avec M. Keller, A. Occhipinti, G.-M. Volonte, etc. Le monde n'existe que pour Fabrice Del Longo qui, en pri-son, s'oublie dans les beaux yeux de Clélia. 21 h 35 Hommage à Abel Gance.

Réalisation G. Oivier. Des extraits de - Maser dolorosa -, d'- Austéritt: -, de Roue - et de « Napoéon Bonaparte ». Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Les grandes aventures de l'humanité : Magellan, de L. Kobrynski 21 h 55, Ad lib., avec M. de Bretenil.

22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE 20 h 30, Concert (donné au théatre de Grenoble le 15 janvier). - latroduction, thème et variations pour clarinette et orchestre », de Rossini. - Concerto pour guitare et orchestre », de Villa-Lobos, . Danses concertantes pour guitare et orchestre . de Brouwer. - Concerto pour clarinette et orchestre -, de Copland, . Gaspard de la nuit ., de Ravel, avec M. Lethiec, clarinette. M.-L. Soo-Marcos, guitare, dir. S. Gardon et l'En-

semble instrumental de Grenoble. 23 h. La mit sur France-Musique: 0 h 5. Samedi minuit.

Dimanche 17 janvier

PREMIÈRE CHAINE: TF.1

- 9 h 15 Bible ouverte.
- 9 h 30 Source de vie.
- Présence protestante. 10 h 30 Le jour du Seigneur
- Messe célébrée en l'église Saint-Louis de Fontainebleau, prédicaseur Père Marc Joulin.
- Télé-foot 1. Journal.
- 13 h 20 Mise en boîte.

ROLAND MAGDANE "les rois des fous" à l'Olympia à partir du 23 mars 1982

Location ouverte : 742,25,49

14 h 10 Toute une vie dans un dimanche. (Et à 17 h 15). Une émission de P. Sabatier. Autour de Pierre Perret, Nicole Croisille, Nicole Rieu. Extraits de Conte de la solic ordinaire, de M. Ferreri.

15 h 25 Sports dimanche. Ski : slatom du Hahnenkamm : tennis : tournoi des Masters ; automobile : rallye de Monte-Carlo.

Magazine: Pleins feux. De J. Arthur.

Extraits de l'Étrangleur s'excite, d'E. Naggar, au Théâtre des Arts Hébertos, de Trahisons, d'H. Pinter, au Théâtre Montparnasse, etc.

19 h 30 Les animaux du monde. Le monde de la demoiselle et de l'ornithorynque.

20 h . Journal. 20 h 35 Cinéma: Dis-moi que tu m'aimes.

Film français de M. Boisroud (1974), avec M. Darc, D. Ceccaldi, M.-J. Nar. J.-P. Marielle, G. Fontanel (redif.) Trois semmes que leurs maris n'estiment pas à leur juste valeur, chassent ceux-ci du domicile conjugal. Les trois hommes essaient de mener, ensemble, une vie de célibataire. La revendication » séministe » en milieu bourgeois comme thème d'une comédie de boulevard qui se donne un petit air

moderne. Mise en scène et interprétation alertes, plaisantes,

22 h Journal. 22 h 15 Sports : Tennis. Tournoi des Masters, en direct de New-York.

DEUXIÈME CHAINE: A2

- 11 h 15 Dimanche Martin. Entrée des artistes.
- 12 h 45 Journal. 13 h 20 Dimanche Martin (suite).

incrovable mais vrai; 14 h 25, Série : Magnum ; 15 h 20, L'école des sans; 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire; 16 h 25. The dansant.

17 h 05 Série : L'île aux trente cercueils. Véronique, au cours de la traversée qui la mêne à l'île des trente cercueils, apprend que son mari a enlevé Vorski. La course autour du monde.

Stade 2. 20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Serge Lama. 21 h 40 Série documentaire : Les métiers dange-

reux et spectaculaires. Nº 2: Plongeur sous-marin, Portrait de Patrick-Raude, l'homme le plus - profond - du monde : il est descendu jusqu'à 501 mètres de fond, et exprime ce qu'est la plongée industrielle.

22 h 30 La grande parade du jazz. De J.-C. Averty. Woody Herman et son orchestre.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

Émissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque.

La soupière a des oreilles. Une emission de Piem et P. Boute. L'actualité internationale et nationale vue par un dessinateur

15 h 15 Dramatique: le Loup blanc. Premier épisode : « L'albinos ». D'après P. Feval. Adapt. : Decourt et H. de Turenne. Avec J. Rosny, C. Girault, M. Vitold, A. Flyrent, etc. La révolte des nobles contre leur gouverneur, en Bretaene au

dix-huitième siècle. 16 h 15 Un comédien lit un auteur.

M.-C. Barrauit Lit M. Borrely. Théâtre de toujours : Dom Juan ou le Fas-De Molière. Avec M. Piccoli, A. Ferjac, etc. (redif.).

18 h 45. Prélude à l'après-midi.

Carlo, Soliste E. Cormany (Wagner, Markevitch). Pour mieux connaître igor Markevitch.

lyoéens à la pirogue à Papeets.

Une émission de J.-M. Royer. 20 h 30 Haute curiosité : L'art et l'anticomanie. Une série de M. Rheims.

21 h 25 Journal.

21 h 40 L'invité de FR 3 : Igor Markevitch.

riello. F. Interlenghi, R. Mattioli, G. Blain, E. Giroljami (V.O. sous-titrée, N.) habitudes lorsque l'un d'eux se marie. L'un après l'autre, ils

Plus ou moins inspirée par les Vitelloui, de Fellini, cette comédie de mœurs date de l'époque où Bolognini sacrifiait culine y donne lieu à pas mal d'ambigüité.

FRANCE-CULTURE

7 h 7, La fenêtre ouverte.

8 b. Foi et tradition.

9 h 10, Ecoute d'Israel.

loge de France.

vinski.

12 h 5, Allegro.

14 h. Sous : A Saint-Lazare... 14 h 5; La Comédie-Française présente

16 h 5. Rendez-vous avec le ballet.

Albatros : la poésie espagnole (Père Gimferrer).

sur la Pologne.

23 h. Musique de chambre : Milhand, Casadesus, Poulenc,

Durey, par M. Haas (piano).

Suppé, Lanner, Tchalkovski, Stolz, J. Strauss et Dvorak.

9 h 7. Magazine international.

ton), R. Pidoux (violoncelle). 12 h 5, Les après-midi de l'orchestre : Œuvres de Mozart, Haydn et Beethoven Dir. B. Walter. D'une oreille à l'autre : Œuvres de Volgelweide,

Comment Pentendez-vous ? : Pierre Salinger (mosique 19 h' 5, Jazz.

20 h, Les musées en dialogue. 20 h 36, Concert, Pestival d'Orange (donné au Théâtre antique le le août (981) : - Symphonie fantastique », « Lélio ou le retour à la vie », de Berlioz, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs Suaedtischer Musikverein de Dissel-

glioni : deux œuvres disabéthaines :: Oberon et The Lord's

TRIBUNES ET DEBATS

DIMANCHE 17 JANVIER

- M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., participe à l'éthission . Le grand jury-R.T.L.-le Monde .. sur R.T.L., à 18 h. 15.

L Markevitch dirige l'Orchestre philharmonique de Moute-

19 h 40 Spécial DOM-TOM. Une industrie d'écliennes en Martinique; imitiation de

Japonais absents.

Portrait d'un célèbre commissaire-priseur qui roconce sa pas-

sion pour le passé.

Interview du chef d'orchestre, pianiste, compositeur, qui sut l'ami de Stravinski et de Nijinski, dont il a été le gendre. 23 h 30 Cinéma de minuit (cycle M. Bolognini) :

Film italien de M. Bolognini (1958), avec L. Corey, A. Cifa-Cinq jeunes gens, amis inséparables, doivent changer leurs

vont se résigner à prendre femme. plus au réalisme qu'au maniérisme esthétique. L'amitié mas-

7 h 15, Horizon, magazine religieux : deux encyclopédies pour

les jennes. 7 h 48. Chasseurs de son : l'école.

8 h 30, Protestantisme.

9 h 40. Divers aspects de la neusée contemporaine : la Grando

Messe en la chapelle du collège de Passy-Buzenval. Regards sur la munique : Schoenberg, Ravel, Stra-

12 h 40, Le lyriscope.

d'A. Artaud.

17 h 30. Rencontres avec... Marthe Robert : La vérité littéraire. 19 h 10. Le cinéma des cinéastes.

20 la 40. Atelier de création radiophonique : Emission spéciale

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Concert promenade, musique viennoise et musique légère. Œnvres de Haendel, Roger-Roger, Moscheles, Verdi, R. Strauss, J.-S. Bach, Fibich, Kalmann, Lumbye, Strasvinski, 3 h 2, Cantates, (intégrale des cantates de Bach) : Œuvres de J.-S. Back.

11 h, Concert (en direct du Théâtre du Road-Point des Champs-Elysées à Paris) : Œuvres de Hayda, fbert et Ravel, avec N. Lee (piano), M. Debost (flûte), M. Piquemal (bary-

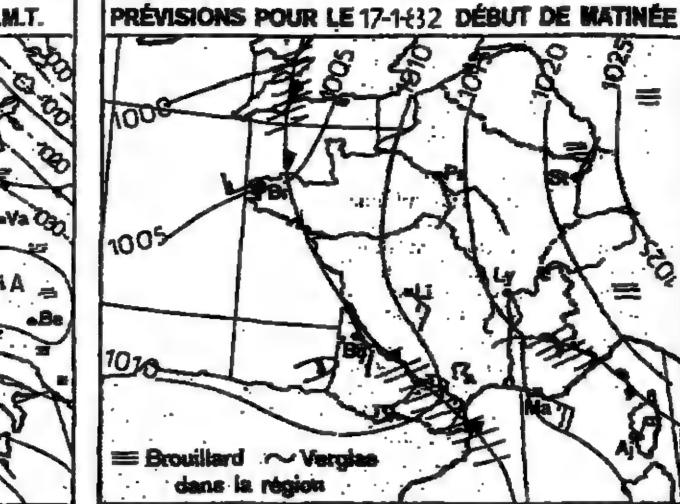
J. Brahms, Schubert, Schumann, R. Strauss, Magnard, Henze

dorf ; solistes P. Jeffes (ténor), T. Rafalli (basse), P. Laffont (basse), J.-N. Diaric (récitant). Dir. E. inbal. 22 à 30, La suit sur France-Masique ; deux opéras de N. Casti-

- M. Bernard Pons. secrétaire général du R.P.R., est reçu au Journal de R.-M.-C., à 12 h. 45.

- M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, est l'invité du « Club de la presse • d'Europe I, à 19 h.

SITUATION LE16.01.82. A O h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 17 JANVIER, À 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le samedi 16 janvier à 0 heure et le dimanche 17 janvier à 24 heures:

Affaiblissement des hautes pressions continentales avec l'approche d'une perturbation atlantique sur l'ouest du pays. Son activité sera surtout marquée sur nos régions méridionales.

Dimanche, des gelées et des brouillards givrants matinaux seront encore observés des Ardennes à la Lorraine et aux Vosges. Ailleurs, le temps restera doux : très nuageux avec quelques pluies éparses de la Bretagne à la Vendée le . matin, sous forme d'averses orageuses du Bassin aquitain au pourtour méditerranéen; tandis que sur le reste de la France des passages nuageux alterne-ront avec de belles échaircies. An cours de la journée, de faibles pluies s'étendront à la moitié ouest du pays et resteront plus marquées sur le pourtour du golfe du Lion.

Les vents de sud à sud-est seront faibles à modérés, forts en Méditerranée ainsi qu'à proximité de l'Atlantique en

La pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier 1982 à 7 heures, de 1 019 millibars, soit 764,3 millimètres de mercure. Températures (le premier chissre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 janvier) : Ajaccio, 15 et 9 degrés ; Biarritz, 15 et 8 ; Bordeaux, 15 et 8 ; Bourges, 13 et 6; Brest, 11 et 10; Caen, 6 et 2;

Cherbourg, 7 et 5; Clermont-Ferrand,

14 et 8 : Dijon, 2 et 1 : Grenoble, 11 et

00

- 1: Lille, 4 et 0; Lyon, 8 et - 1; Le Caire, 20 et 9; iles Canaries, 20 Marseille-Marignane, 16 et 12; Nancy, - 3 et - 11; Nantes, 13 et 9; Nice-Côte d'Azur, 16 et 10; Paris-Le Bourget, 3 et 1; Pan, 18 et 3; Perpignan, 13 et 11; Rennes, 10 et 6; Strasbourg, - 8 ct - 14 : Tours, 14 et 8 : Toulouse, 13 et 11: Pointe-à-Pitre, 23 et 19.

Alger, 19 et 6 degrés; Amsterdam, 3 et

-2; Athènes, 10 et 1; Berlin, -1 et

- 8: Bonn, 2 et - 4: Bruxelles, 6 et 4:

INFORMATIONS « SERVICES »

et 13: Copenhague, - 3 et - 9: Dakar, 23 et 18 ; Genève, 2 et 1 ; Jérusalem, 10 et 4; Lisbonne, 14 et 9; Londres, 3 et - 2: Madrid, 12 et 7: Moscou, - I et - 2; Nairobi, 26 et 15; New-York, - 7 et - 7; Palma-de-Majorque, 20 et 10; Rome, 15 et 7; Stockholm, 2 et -9; Températures relevées à l'étranger:

Téhéran (non parvenu). (Document établi avec le support Lechalque spécial de la Météorologie nationale.)

WILL WAS

* (a...

* ****

4 ** 4

même titre l'agneau

pascal et la brebis

galeuse. L'espace

d'un matin. Clou

permettant de ne

pas dévisser. -

IV. Donnent aux

cuivres un éclat bril-

lant. Siffla à la ma-

nière d'un berger.

Conseiller financier

et vestimentaire. -

V. Fait l'innocent, à

tort ou à raison.

Touchent en sin de

mois une infime par-

tie de ce qu'elles

JOURNAL OFFICIEL-Sont publiés au Journal officiel du 16 janvier 1982 :

DES DÉCRETS · Portant modification et création de cantoas dans divers départe-

• Portant création d'une commission des comptes de la Sécurité

sociale. UN ARRÈTÉ

 Relatif aux conditions d'attribution du label des vins délimités de qualité supérieure aux vins bénéficiant des appellations d'origine « Costières du Gard » et « Coteaux d'Aix-en-Provence.

PARIS EN VISITES -LUNDI 18 JANVIER « Saint-Paul-Saint-Louis et Saint-Denis du Saint-Sacrement ». 15 h, devant

Saint-Paul-Saint-Louis, M= Bouquet paipent journelledes Chaux. ment. - VI. Maître · Le roi protecteur des arts », 15 h et | étalon. 17 h. 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, M= Thibant.

• Les fastes du gothique), 15 h 30. Grand Palais, M= Hulot (Caisse nationale des monuments historiques) - L'Orient des croisades v. 15 h 15 13. avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).

- Les fastes du gothique -, 17 h 20,

Grand Palais. M= Caneri. « Hôtel de Lauzun ». 15 h. métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'aileurs). Légendes romanes », 15 h. Musée des monuments français (Histoire et

Archéologie). . Jardins du faubourg Saint-Germain ». 15 h. métro Solférino. P.-Y. Jasier · Les chefs-d'œuvre du musée » 10 h. musée du Louvre. - Le Marais - Place des Vosges -, métro Saint-Paul (Résurrection du passé) « Salons de l'Hôtel de Ville »

14 h 30, devant la poste (Tourisme culturel). « Les Halles », 14 h 30, métro Eticnno-Marcel (Le Vieux Paris).

lité comme parcours ..

CONFÉRENCES 17 h et 20 h 30, 109, rue de Rivoli M. R. Porcheron : . Hauts lieux et témoignages du judaïsme en Palestine »

(projection). 18 h 15, 35, rue de Sèvres, professeur R. Chahîne : « Problèmes de la vie reiigieuse islamique dans notre civilisation technologique avancée - (Fraternité d'Abraham

18 h 30, musée Centre Georges-

Pompidou, M. G. Joppolo : * La mura-

20 h 30, boulevard de Port-Royal M. P. Taghieff: - Les sources philosophiques de l'antisémitisme sevant -(Centre Rachi). 20 h, 26, rue Bergère, Susil Kumar Roy : . L'origine du son om 's

(L'homme et la connaissance).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3105

.HORIZONTALEMENT L Le bruit des tambours y a remplacé celui des tapettes. - II. Habitant du Bourget pouvant être incommodé par certains jets de ligne. Souvent des

moitiés qui se partagent en deux. - III. Telle une classe où l'on trouve au 7. 8 9 10 11 12 13 14 15

L'art iouer les contrôleurs. Possessif. - VII. Département. Chute de valeur. Fleurs défraîchies. Agent de renseignements très discret. - VIII. Torchée ou nettoyée ». La messe y est toujours dite en Ré. Personnel, - IX. Abréviation d'un incorruptible. Donner un rencard. - X. Agrément démodé: Article. Prise de position d'un jeune contestataire. - XI. Partisans de la charité bien ordonnée. Façon de mordre quand on a la dent dure. -XII. Ce qui se fait de mieux dans le bas. Contraints. Personnel. -XIII. S'élève en Asie. Tel le lion ayant revêtu la peau de l'âne. -XIV. Négation. N'est jamais grand quand il raisonne au lieu de sentir. Personnage pauvre que l'on trouve dans les misérables. - XV. La fraicheur le déprécie. Arme d'un duel

entre Voltaire et Fréron. VERTICALEMENT

1. Pages de service pour ranimer ia flamme du souvenir. Satisfait aux aspirations du dauphin. - 2. Lieu où vont bon train les tapettes en tous genres. Elément de construction pu engin de destruction. - 3. Bien disposé à succomber au plus vîte à la tentation. Telle une entreprise n'employant que des ouvrières. -4. Poule qu'un naturaliste a immortalisée. Se multiplie par trois pour le moindre mai. Quand il prête l'oreille, ce ne peut être qu'avec intérêt. - 5. Accentue l'éclat des cuivres. Mesure à prendre pour éviter le froid. - 6. Interjection. Bon point. Romains. Certains s'y abritent, d'autres le redoutent. - 7. Caractère penchant né au pays de la tour penchée. Une des rares choses que l'ar-

gent ne puisse faire. - 8. Pauvres homes pour hommes pauvres. Connaissance, Possessif. - 9. Possessif. Greeque. Personnel. Femme ardente. - 10. Ont fait entrer plus d'un aigle dans l'immortalité, Peut précéder un athlète, mais jamais le suivre. - 11. Message d'un soleil datant des vicilles lunes. Ses divagations ne sont pas sans provoquer quelques bruits dans Landerneau. Elevé, chez les Pères blancs. -12 Se dit d'un état exclusivement féminin. Agent conservateur britannique. - 13. Un prêtre la place audessus de tout. Personne qualifiée pour accepter une traite; - 14. Affection prenant jusqu'à la moelle des os. Note. Partie la plus joyeuse d'une sauterie. - 15. Créateur paradisiaque. Perte que nous ser tuitement certaines huitres. Une telle bouche donne une idée sur l'état extatique du sujet.

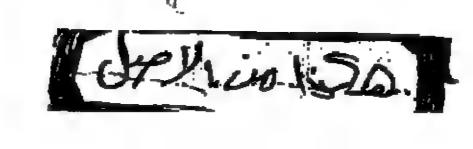
Solution da problème nº 3104 Horizontalement

1. Musiciens, - II. Art negre. -111. Une. Plume. - IV. Sens. Opes. - V. SSO: Cotes. - VI. Gel. - VII. Dermatose. - VIII. Apion. - IX. Replet. - X. Ho! Œuf. - XI, Etci-

Verticalement

1. Maussaderie. - 2. Urnes. - 3. Sténographe. - 4. In. Emploi. - 5. Cep (cf. - se déchausser -). Claic. - 6. Igloo. Toton. - 7. Eruption. E.O. - 8. Nemée. Gui. - 9. Essien.

GUY BROUTY.



écononie

SOCIAL

SERVICES

F.O. entend s'opposer aux projets du gouvernement allant dans le sens de l'autogestion

C'est bien un mélange de satisfecit et d'avertissements au gouvernement que contient la résolution adoptée à l'unanimité par le comité confédéral national de la C.G.T.-F.O., réuni à Paris les 13, 14 et 15 janvier. Devant la presse, M. André Bergeron a confirmé, veudredi 15 janvier, la position de la centrale : indépendance d'un syndicat qui entend, avec réalisme, dire oui puis non, selon les cas, an pouvoir sans qu'on en tire de conclusions générales d'hostilité, bien au contraire.

M. Bergeron, rappelle son e attachement traditionnel à la laicité»; en ajoutant que « la laicité est le contraire de l'endoctrinement », et que l'enseignement public ne doit pas être placé la coupe de féodalités locales » et encore subir les presidéologiques et écono-

Tout en se félicitant que « le gouvernement se soit assigné tache prioritaire la lutte contre le chômage », qu'il ait repris, dans l'ordonnance sur la durée du travail, les grandes lignes de l'accord avec le C.N.P.F., notamment la cinquième semaine de congés payés, le Comité confédéral national « s'élève » à plusieurs reprises contre certains projets du pouvoir ou « regrette » certaines initiatives. F.O. « s'élève contre certaines orientations du rapport Auroux qui conditionnent le plein exercice du droit de négocier et lapplication des résultats des négociations — et leur extension » et « considère qu'il y a danger de blocage de la pratique conventionnelle». Il y a là, a insisté M. Bergeron, e.un désaccord considerable ». F.O. « sélève, une nouvelle fois, contre les tentatives éventuelles d'encadrement des salaires, voire de mise en place de politique des revenus», « réajfirme son opposition a a toute réneralisation ou accroissement des impôts sur le seul dos des salariés, « regrette l'insuffisance des objectifs industriels n. F.O. « s'élève » — on condamme contre les projets de décentraisation et dautogestion (comité locaux de l'emploi, conseils dateEn conclusion, F.O. précise, à propos de ces orientations : « Si d'aventure, sous la poussée d'éléments étrangers à la classe ouprière, des structures d'inspiration néo-corporatistes risquaient il être rôle du syndicat par son intégration, la C.G.T. Force Ouvrière marquetait publiquement son opposition comme elle a su le faire lors du référendum de 1969. » En matière de salaire, F.O. ac-

cepte le seul maintien du pouvoir d'achet mais indique qu dans certaines entreprises les rémunérations ne suivent pas l'évolution des prix et le C.C.N. invite des syndi-cats à « faire pression) pour corriger cette tendanca. De même F.O. condamne l'attitude d'une partie du patronat qui, par la dureté de ses oppositions ou par son retrait des discussions a rendu impossible la conclusion d'accords » sur la durée du travail. Les instances nationales de F.O. ont d'autre part confirmé leur « soutien total aux travailleurs polonais » et condamné « avec .la même viguur les atteintes portées - en Turquie - aux droits fon-

damentaux de l'homme ». Interrogé sur les relations avec les autres syndicais. M. Bergeron a déclaré qu'avec la C.F.D.T. « le désaccord a plus d'acuité que jamais étant donné qu'autrefois le désaccord portait sur des questions théoriques alors qu'au-jourd'hui on observe des amorces d'expériences autoassionnaires », comme le réciament les cédétistes. Le leader de F.O. ne « croit absolument pas » à l'efficacité de l'appel de certains syndicalistes enfoncemes, comme M. Georges, du S.N.L. en faveur de l'unité syndicale. Il ne croit pas non plus à une évolution de la C.G.T. « les remous actuels, a-t-il déclaré, ne pourront pas prendre une garnde dimension ». une garnde dimension ». Quant à F.O. a indiqué M. Ber-

seron, elle est en bonne santé : à la différence des autres centrales, ses effectifs se sont accrus en 1981 et si l'accueil des instances locales et départementales fonctionnait et départementales fonctionnait mieux de très nombreux syndicats d'entreprises auraient ou être créés. C'est d'afficura pour nenforcer F.O. et assurer la continquité — en prévision d'un départ dont M. Bergeron n'a pas voulu fixer la date — que le comité a êlu deux membres au bureau confédérai : M. Claude Pitous né en 1936, secrétaire général de la fédération des P.T.T. M. Bernard Paul Mourgues, né en 1929, secrétaire général de la fédération de la métallurgie.

« Il faict que la relève se fassé », a indiqué M. Bergeron, avant de souligner l'homogénéré de la confédération — J. P. D.

(1) Avec les autres syndicats. fédération F.O. des travaux publics et portuaires organise une grève de vingt-quatre heures, le 22 janvier, des agents de l'équipement contre la remise en cause du statut de certains salarjés.

La rupture de société s'effectue dans un état d'anesthésie douce

declare M. François Ceyrac

proposé que soit établie, à la fa-

LIP SERA COMMERCIALISE

DANS LES GRANDES SURFACES

(De notre correspondant.)

Besancon. — Les montres Lip seront désormals commercialisées

dans les grandes surfaces par la

société horlogère Kiplé, solide-

ment implantée sur ce créneau.

Un accord a été signé entre la

coopérative ouvrière Les Indus-

tries de Palente (LIP et cette

L'opération s'effectuera en deux

firme installee à Morteau (Doubs)

temps. Pendant un an Kiplé agira

comme un grossiste, achetant les

En 1981, Kiplé a vendu neuř

la vie a kout de même du sel et

Dessau, c'est te faune homme.

presque l'adolescent, qui prend le

maquie contre les nazis, est déporté

sa part à l'organisation de combat

du camp de la mort, revient malade.

avec les sécuelles que l'on imagine.

sa vie durant. Il auralt pu faire

carrière, comme on dit, se couvrir

l'immédiat après-guerre qui ne conce-

vait sa vie que dans le cadre d'une

participation à la libération humaine

Dessau, c'était une cersonnalité

très forte, si forte qu'elle ne pouveit

pas se passer du retrait et de la

modestie, de l'effacement voulu, qui

seuls rendent possible une œuvre

collective, en lui donnant l'illusion

qu'elle n'existe que par elle-même.

Pendant fongtemps militant politique

et syndical. Dessau exerce des res-

ponsabilités importantes à la F.S.M.

et dirige la revue Economie et Poli-

tique. Parallèlement, il est la cheville

puvrière de l'Institut de science

Pius tard, il devient le directeur

de l'Institut de recherches écono-

mique et de planification, puis du

centre d'études de pratiques so-

cigles, à Grenoble. Professeur asso-

Dessau, c'est' une intelligence sur

alque, capable de comprendre, au

économique appliquée à Paris.

M. François Ceyrac a pris ses quartiers d'hiver. Il est, paraît-il, résolu à ne pas parier en public avant longtemps. Pourtant, ven-dredi 15 janvier, il a accepté de rompre le silence en faveur des Cercles de la libre entreprise dont le président d'honneur est M. Jean-Pierre Prouteau, ancien

Libéré du poids des responsabilités. M. Ceyrac est apparu plus virulent qu'à son habitude, quelque peu narquois même, mais toujours aussi précis dans la critique. A l'a économie collective planifiés » qui transforme le client en consommateur (a les oies bearnaises qu'on gave sont aussi des consommateurs »). Il préfère - s'en seration douté? - l'économie libérale où « l'entreprise dialogue avec le marché par l'entremise du client ». Placidement, de sa voix rocailleuse, il avertit « Le socialisme à la française c'est le programme du candidat à la présidence de la République. Un programme qui s'applique et qui s'appliquera » Il s'exclame : « Et on nous dit qu'il: n'est pus question de toucher à l'économie de marché. »

montres Lip pour les distribuer. En 1983, les relations établies se tranformeront et les deux entre-R met en garde : a La rupture prises se partageront les frais de société s'effectue dans un état commerciaux et le chiffre d'afd'anesthésie douce », grace à un faires réalisé sur la vente des ministre de l'économie (dont je deux marques. respecte grandement la personne et les qualités ») qui est le fairecent mille montres, dont 95 % en valoir du gouvernement. Et France et réalisé 80 millions de F ceux qui déplorent que les Frande chiffre d'affaires. Les produits cais n'alment pas leurs entreborlogers vendus par LIP au prises, M. Ceyrac repond : « Nous cours de la même année ont rapne sommes pas là pour être aimes, porté 19 millions de F de recettes nous sommes la pour être comà la société, dont 8,5 millions par le canal des comités d'entreprises.

Jan Dessau est mort brutalement

d'une crise cardisque. le 10 janvier,

à Granoble fle Monde des 12 et

14 janvier), trois jours après la nais-

sance de sa fille Clara, il avait cin-

quante-neuf ans, et, jusqu'à la der-

nière minute, il a mené intensement

Dessau était un homme vrei, un

homme plein, un de ceux qui, à un

niveau qu'on dit bétement modeste.

qui avons travaillé avec lui au centre

d'étude des pratiques sociales de

l'université de Grenoble, pendant

plus de vingt ans pour certains

d'entre nous, voulens essayer de faire

passer le message : ce sont des

TÉMOIGNAGE

L'exemple de Jan Dessau

par YVES BAREL (*)

sa vie d'universitaire, de chercheur à Buchenwald et Neuengamme, prend

Pour ce faire, M. Proutesu a

ETRANGER

Aux États-Unis

La production industrielle a diminué de 2,1 % en décembre

née pour l'économie américaine : la production industrielle a baissé 2,1 % en décembre, la plus forte diminution mensuelle depuis Juillet 1981

sensible dans l'industrie automobile (4 %), ainsi que dans le secteur des biens ménagers. En revanche, la production intéressant la défense nationale a continué à s'accroître e modérément ». De leur côté, les ventes de détail n'ont augmenté que de 0,4 % en décembre contre 0,7 % en novembre. Pour l'ensemble de 1981, elles se sont élevées à 1046 milliards de dollars.

Le climat n'est donc pas à l'optimisme : l'indice de conflance des chefs d'entreprise a reculé an dernier trimestre 1981, Toutefois. il demeure au-dessus du niveau euregistre lors de la récession de 1980. Selon le Conference Board, institut économique patronal, cet indice s'établissait à 43 contre 57 au troisième trimestre 1980 et 29 au deuxième trimestre 1980. Les chefs d'entreprise sont plus pessimistes sur la conjoncture actuelle qu'en ce qui

En l'état actuel des choses les investissements des firmes américaines devraient reculer en 1982 de 0.5 % (en termes réels), malgré la réduction de la pression fiscale. En 1981, les dépenses d'investissement auraient augmenté en volume de 0,3 % contre 0,8 % en 1980 et 7,7 % en 1979. Dans le secteur non agricole, les dépenses d'investissements pour l'année en cours sont estimées à 346,4 milliards de dollars.

concerne les perspectives à six

En Grande-Bretagne

LES PRIX ONT AUGMENTÉ DE 12 % EN 1981

(De notre correspondant.)

Londres. — La hausse des prix a été de 12 % en 1981 en Grande-Bretagne. En décembre, elle s'est élevée à 0.6 % seulement (1,1 % en novembre), malgré l'augmentation de la redevance télévision, du gaz et le dérapage des prix de ont vrakment fait l'histoire de la de diplômes, devenir un de ces la viande et des légumes. En un France, pour la génération qui se grands nome évoqués plus haut. an. la hausse a été de 12,5 % termine. Nous qui l'avons connu et Mais il était de cette génération de dans le secteur public, et 10,8 % dans le secteur privé.

L'indice des prix et des taxes a augmenté, pour sa part, de 15,6 en douze mois. Cet indice permet de mesurer la croissance des revenus bruts nécessaires pour assurer le maintien du pouvoir d'achat, après déduction de la hausse des prix et des impôts. Il a été introduit par le gouvernement britannique au moment où celui-ci espérait pouvoir réduire la pression fiscale. L'indice aurait du augmenter

moins vite que l'indice des prix, ce qui aurait incité les syndicats à modérer leurs revendications Il n'en a rien été, mais les résultats de décembre laissent espérer un ralentissement du rythme de l'inflation (qui avait atteint 13.4 % en 1979 et 18 % en 1980). Le gouvernement, qui comptait ramener celle-ci à moins de 10 % à la fin de 1981, s'est maintenant fixé cet objectif pour le dernier

trimestre de cette année. DANIEL VERNET.

précédents (0,5 % en novembre en octobre et tembre), est attribuée à la récession, ainsi qu'à la tendance à la baisse des prix agricoles et de ceux des produits pétroliers. Cependant, pour l'avenir, la centrale syndicale américaine, l'A.F.L. - C.I.O., a proposé la création d'un conseil tripartite gouvernement-patronat-syndicats chargé de coordonner la « réindustrialisation » des Etats-Unis. L'office national, National Reindustrial Board, préconisé par la centrale aurait notamment comme mission de sélectionner les

LE BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ

secteurs et les régions nécessitant

une aide publique. — (A.F.P.)

(Suile de la première page.)

L'orientation principale consiste, vu l'équilibre actuel existant sur le marché, à renoncer à imposer, au moins dans l'immédiat, de nouvelles contraintes aux producteurs. A la demande insistante des Français, il sera indiqué dans le texte que les petits producteurs devraient faire l'objet d'un traitement de faveur. Cependant les avantages qui seront prévus à leur profit se réduisent comme neige au soleil : il n'est plus question d'abattements sur la taxe de coresponsabilité mais sculement d'affecter 20 % du produit de cette taxe (soit 120 millions d'ECU, ce qui est peu de chose) au soutien des petits producteurs.

Les obstacles qui restent franchir pour parvenir au terme de la négociation agro-budgétaire ne sont pas négligeables M. Cheysson a réaffirmé, vendredi soir, que, si les Dix n'aboutissaient pas lundi 25 janvier, a il faudra remetire à plusieurs mois ». « On termine, a-t-il résumé, ou bien on se donne un certain nombre de mois pour réfléchir et tout

PHILIPPE LEMAITRE.

ENOTAMIMON

 M. René Loubert a été nommé directeur des affaires économiques et internationales du ministère de l'urbanisme et du logement. Agé de cinquante-quatre ens polytechnicien, ingénieur en chei

des ponts et chaussées. M. Loubert était directeur général du bureau d'étude Urba-Technic Il succède à M. Jacques Bloch.

 Mme Géraldine Capaebose a été nommée directeur de l'administration générale du ministère de l'industrie.

Agée de trente-sept ans Mme Géraldine Capdebosq entra au ministère de l'économie et des finances à sa sortie de l'ENA. Depuis novembre 1979 elle était chef du service du financement au commissariat général au Plan. Elle succède à M. Jacques Oudin.

MOTS CROISES

Après la manifestation d'Annecy

---- AGRICULTURE

IE CONSEIL GENERAL CONDAMNE A L'UNANIMITÉ LES METHODES EMPLOYEES **AGRICULTEURS**

de la manifestation bre, une polémique s'est engagée (le Monde du 2 et du 13 janvier). entre le préfet. M. Jean-Pierre Foulguié, et les organisations syndicales F.O.S.E.A. et C.D.J.A., sur les responsabilités de chacome des parties dans les dépréiations commises et la violence exercée au cours de cette ournée. Pour clore icl ee débat. roici la réaction unanime du conseil général de Haute-Savoie 18 majorité dont 5 P.S. et 2 P.C. opposition dont 20 U.D.F. et I R.P.R.), qui, le 11 janvier, dans one seance publique, a condamne ans indulgence les méthodes employées par les manifestants contre le patrimoine mobilier et lans sa motion, le conseil géréral se dit « parfaitement constent des difficultés rencontrées par le monde agricole dont le roupoir d'achai se dégrade deputis les années », mais rappelle aussi nanifestation doivent prendre ités et en assurer un encadrenent efficace afin d'éviter tous iebordements ou deprédations ».

 La cour d'appel de Rennes confirmé, le jeudi 4 janvier. 'ordonnance d'expulsion de la erme de Ferrière. à Raillé. ance de Nantes contre M. Miana droit, ni titre. M. Bliguet t les trois organisations, la 'D.S.E.A., de Loire-Atlantique, le LR.J.C. et les Paysans-Travailsurs, qui le soutenaient activerais non solidairement an palecent d'une astreinte définitive de 006 F par jour d'occupation des eux et au versement de 800 F n rembourgement des frais de ernement de gauche, l'on conti-ue à maintenir des terres sous-rploitées, alors que des jeunes traux sont sans travail ». (Cor-

La réorganisation du groupe Robert Laffont

M. FRANÇOIS D'ESNEVAL NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAI DEUX ACCORDS CONCLUS AVEC ALBIN MICHEL ET NATHAN

Poursuivant leur redressement, les éditions Robert Laffont, quatrième ou cinquième maison française, avec un chiffre d'affaires de près de 400 millions de francs, viennent de conclure deux accords. La filiale jeux du groupe est cédée à la Société des jeux Nathan et les éditions Albin Michel acquièrent 30 % du capital de la société Inter-Forum, filiale de Laffont, spécialisée dans la distribution de livres. Enfin. M. François d'Esneval sera proposé, au prochain conseil d'administration de Robert Laffont, comme directeur général.

M. Francols d'Esneval n'est pas un inconnu dans les milieux de l'édition, Agé de 41 ans, sa carrière l'a conduit du groupe Express à Hachette, puis à l'Institut de développement industriel (IDI) où il assumait la responsabilité du département des industries de la communication. A ce titre, il arait été chargé de venir en aide l'été dermer aux éditions Robert Laffont dont l'LD.I. détenat: 8.6 % du capital. Les éditions Robert Laffont commaissment alors des difficultés de trésorerie dues aux pertes de sa filiale « jeux », à un investissement trop lourd dans le domaine des encyclopédies avec le Quid en particulier. Plus généralement, cette société souffrait d'une insuffisance chronique de fonds propres pour soutenir un développement

peut-être trop rapide. En 'hullet, une augmentation de capital de 23 millions de francs s'était traduite par une importante modification dans la représentation des actionnaires. L'IDI, organisme public, se retrouvait, MM. François de Durfort et avec 54 % des actions, majorisaire lexandre Cadorel, locataires dans la société en raison de la contre 36 %, Robert Laffont 3,65 % contre 10.48 % et la par-ticipation de la société d'étude Marcel Dassault, passait, en re-vanche de 6,7 % à 12 %. Au terme de cette opération. l'EDI décidait d'apporter un « sou-

tien actif » à la maison d'édition. La direction devait être renfor 'cée — ce qui est fait avec la des mesures de restructuration furent mises sur pied. Au total, une cinquantaine de licenciements auront été effectués. La filiale des Jeux Robert Laf-

font a été cédée à la Société des jeux Nathan. Cette dernière maintient les maiques et exploite en commun l'usine Laffont. En échange, la Société des jeux Na than accorde 10 % de son capital L'objectif, selon l'IDI, est constituer un ensemble français de taille internationale » dans le domaine des jeux éducatifs et de Un autre accord a été conclu

avec M. Francis Esmenard P.-D.G. des éditions Albin-Michel (75 millions de chiffre d'affaires) M. Esménard entre pour un tiers dans le capital d'Inter-Forum, filiale de Laffont, spécialisée dans la distribution, à qui le P.-D.G. d'Albin Michel confiera la diffusion de ses ouvrages à partir dn 14 jallet.

Dans l'ensemble, ces mesures tradulsent un recentrage du groupe vers des activités stricte-ment éditoriales, dans une con-joncture particulièrement difficile pour le marché du livre Chez Laffont, on se flatte de possèder depuis l'automne quatre ouvrages inscrits au tableau des best-sellers.— B. A.

cié à l'université de sciences sociales. Il se passionne pour son travail pédagogique et des centaines d'étudiants, notamment du tiers-monde, ne sont pas près de Mais cela, ce sont les os desséchés d'una biographie désincamée.

> sens piein du terme, des attitudes très éloignées les unes des autres, tout en en percevant et en en faisant percevoir les limites ; c'est une pensée en travail sur elle-même, en adaptation permanente, assez forte pour remettre en cause ses vérités sans s'y détruire ; trop vaste pour se complaire dans les univers clos de la discipline et de la « spéciaiké - universitaires. C'est un homme qui rendalt mal à l'aise les institutions, at les petits hommes qui y trainent le lui faisaient savoir. Dessau, c'est une pudeur infinie qui, on ne sait comment, n'amétait pas le rapport humain, mais le rendait,

comment dire, plus juste et plus Intense : c'est une tronie jamais méchante, et une distance presque imperceptible par rapport à ce dans quoi il s'investissait par ailleurs pleinement, qui tirait en avant ce qu'il était en train de faire avec

(*) Majtre de recherches au C.N.R.S., codirecteur du Centre d'équides ties pratiques sociales.

EDITIONS HOMMES ET TECHNIQUES

vient de paraître

JEAN BRILMAN

Modèles culturels et performances economiques

Diffusion : Diff-Edit

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

Boom sur les emprunts à « coupon zéro »

lars d'argent frais qui sont demandés au marché. Compte volume des capitaux recherchés ne dépasse guère les 600 millions de dollars. Par contre, ce sont bien 2 milliards qui, à échéance, emprunteurs. En effet, emprunts, dont le taux d'intérêt est nul sont émis à un prix très · bas afin de procurer, au moment de leur remboursement au pair. un important gain en capital. C'est précisément pour cette raison qu'ils soulèvent énormément d'enthousiasme. En Allemagne, au Benelux, au Japon et en Strisse, parce que, dans de nombreux cas. ils permettent aux porteurs de passer au travers des mailles du filet fiscal des pays intéressés. Dans le cas du Japon, un changement tout récent du régime de l'imposition des plus-values pour certaines institutions, en particulier pour les compagnies d'assurance, explique l'intérêt, pour ne pas dire la ruée, de ce genre d'investisseurs, sur le papier sans coupons. Affleurs ces euroémissions sont susceptibles d'intéresser une grande partie des investisseurs domiciliés à l'intérieur des frontières où règne la retenue à la source, ou toute autre forme de « précompte », pour reprendre le terme sous lequel elle est désignée en Bel-

De leur côté, les emprunteurs préfèrent pour l'instant utiliser la technique des transactions à « coupon zéro », née durant le quatrième trimestre de 1980, parce qu'elle est moins onéreuse dans les conditions actuelles du marché euro-obligataire que le recours à des émissions classiques dotées de taux d'intérêt fixes. Par suite de la récente hausse des taux d'intérêt à court terme sur les dépôts en eurodollars, les euroemprunts à taux fixes devraient être maintenant accompagnés de coupons annuels de l'ordre de 15,50 % à 16 %, s'ils veulent avoir des chances d'intéresser la clientèle. C'est au minimum 1 % de moins que coûtent. pour les débiteurs qui y ont recours, les opérations à « cou-

gique.

C'est la General Motors Acceptance Corporation (G.M.A.C.) qui a déclenché ce qui devait vite devenir une avalanche en offrant dès mardi 250 millions de dollars d'euro-obligations à dix ans sur la base d'un prix d'émission de 25,25, soit de 250,25 dollars pour chaque titre de valeur nominale de 1000 dollars qui est également le prix auquel les obligations seront remboursées à échéance. Ceci équivaut pour les porteurs à un rapport de 14,75 % par an Le succès ne s'est pas fait attendre et l'emprunt a été enlevé comme des petits patos en l'enpace d'une journée. Forte d'une performance aussi éclatante que brillante, G.M.A.C. réitérait trois iours plus tard son exploit avec, cette fois-ci, une euro-émission de 150 millions de dollars d'une durée de huit ans, proposée à 34 soit un rapport annuel pour l'investisseur équivalant à 14.45 %

Tout de suite après la première transaction G.M.A.C., Atlantic Richfield, le pétrolier américain a mis sur le marché tout d'abord 250 millions de dollars puis, très rapidement, sous l'effet d'une demande phénomenalement forte 500 millions d'euro-obligations à dix ans, à partir d'un prix de 25,75, pour donner sinsi un rapport annuel de 14.53 %.

Pepsico, le fabricant américain de la boisson bien connue s'est alors présenté jeudi sur le marché avec un euro-emprunt de 100 millions de dollars d'euroobligations à dix ans, émises à 26. Lorsqu'elles seront, à échéance. remboursées à 100, les obligations auront procuré aux porteurs l'équivalent d'un rendement de 14.40 % par an. En même temps. Wells Fargo, la banque américaine de la côte quest des Etats-Unis, dont le nom est bien connu des amateurs de westerns, est venue offrir 150 millions de dollars de « notes » à six ans, dotées d'un prix de 44,40, pour procurer un rapport annuel de pratiquement 14.50 %.

Le marché comptait alors s'en tenir là Mais, vendredi matin, Caterpillar, la société américaine annonçait un euro-emprunt « coupon zéro » de 300 millions de dollars, d'une durée de dix ans et demi, offert avec un prix d'émission de 24, soit l'équivalent d'un intérêt de 14.55 % par an Simultanément, Security Pacific Bank, autre grand établissement hancaire de la côte ouest des Etats-Unis, entendait tout d'abord lever 200 millions de dollars d'euro-obligations à huit ans, sur un priz de 33, qui aurait donné, à échéance, l'équivalent d'un rendement annuel de 14.60 %, puis ajournait, provisoirement, le lancement de son operation. La saga des opérations à « coupon zéro » l'économiste bien connu, la hausse n'en était pas pour autant terficial Corporation, l'une des plus sor pour combler des déficits budgrandes sociétés américaines de gétaires croissants, et de la poli- mesure avec l'enthousiasme qui des seul accord avec l'administration. attendue avec un euro-emprunt n'excluant pas une baisse tempo- celui du début septembre. Cette

par le truchement d'émissions à c coupons séro »? Toutes celles lancées cette semaine ont été le fait de débiteurs américains. Il est dommage que les Français n'aient pas eu le même réflexe. Sur l'euromarche, il fant réagir vite pour profiter des avantages qu'apporte momentanément ce type d'instrument, une devise ou un secteur. Ils avaient là la possibilité de réaliser, relativement à bon compte d'excellentes performances. Mais peut-être n'est-ce là que partie remise. Ils devraient

toutefois agir rapidement, avant

que le marché ne soit saturé. En attendant, l'emprunt à taux variable de la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.) s'est, jusqu'à la fin, révélé le succès entrevu dès les premiers jours de la souscription publique Celle-ci a procuré près de 625 millions de dollars, mais le montant, qui, une semaine plus tôt, avait porté de 250 millions à 400 millions de dollars est resté finalement à ce dernier chiffre. Plus de la moitié du volume recueilli a été placé auprès de la clientèle privée et d'institutions non bancaires diverses. La solidité de ce placement a été confirmée par le marché secondaire, où les «notes» de la B.F.C.E. se traitent à 99.20-99.40.

en monnaies composites

Les banques françaises étudient actuellement le lancement d'autres euro-émissions à taux variables pour divers débiteurs français. Dans ce domaine, l'éventail des possibilités est étendu. On pourrait, par exemple, renon-cer à la générosité dont avait fait preuve la B.F.C.E. en revenant à des conditions plus conformes à ce que la garantie de la République française implique, surtout si, en même temps, le volume recherché est moins élevé et qu'on se tourne vers la clientèle des

Dans l'immédiat, c'est l'ECU qu'a choisi une filiale de l'E.D.F. pour séduire les euro-investis-Société centrale nucléaire européenne à neutrons rapides S.A., entend lancer dès lundi, sous la garantie de l'E.D.F., un euro-

banques.

européenne de s'affirmer davantage sur la scène financière inter-

Exotisme qu'a opté une autre filiale de l'E.D.F. en choisissant le franc luxembourgeois comme support à un placement privé qui devrait être réalisé vers la fin du mois Le Société électronucléaire des Ardennes, qui appartient pour moitié à l'E.D.F. et pour l'autre à l'Electricité belge, drainera 250 millions francs luxembourgeois sur une durée de cinq ans. Les deux maisons mères garantiront conjointement et solidairement la transaction de leurs filiales que, dans la capitale du Grand-Duché, on attend avec un coupon amuel

d'environ 15 %.

Les unités composites vont être décidément à l'honneur cette semaine. La ville de Copenhague va lancer un euro-emprunt libellé en Unité de compte européenne (U.C.E.), conque il y a une vingtaine d'années par la Kredietbank luxembourgeoise. D'un montant initial de 12 millions et d'une durée de douze ans, cette émission publique sera dotée d'un coupon annuel de 12,75 %. Elle sera libérable et remboursable en deutsche-

Il faut espérer que la présence simultanée sur le marché euroobligataire de deux emprunts libelles en deux unités composites différentes n'engendreront pas une concurrence négative. A cet égard, les chances sont toutefois faibles. L'U.C.E. de la Kredietbank, qui s'apparente au deutschemark à cause de ses modalités de paiement, s'adressait essentlellement à la clientèle privée belge. L'ECU, en revanche, est surtout destiné aux grands investisseurs institutionnels. Vers la fin janvier, le CECA devrait, elle aussi, utiliser l'ECU, dans le cadre d'une euro-émission de 40 millions. En février, la République italienne va en faire une très forte consommation en lançant sur le plan intérieur, un emprunt de 500 mililons d'ECU qui pourrait, éven-tuellement, si les conditions s'y prêtent, être porté à 1 milliard Quel que soit le montant final, il d'ores et déjà arrêté 50 millions en seront réservés au marché euro-obligataire.

Les devises et l'or

Hausse du dollar et baisse du métal précieux

revanche, a sensiblement fléchi. enfoncant très nettement le palier des 400 dollars l'once, dans un mouvement qui a été très remar-

La montée de la monnaie américaine s'est effectuée tout au iong de la semaine, au fur et à mesure que la perspective d'une fermeté du loyer de l'argent aux Etats-Unis se précisait. A la veille du week-end, le dollar avait retrouvé, à Paris, son hiveau du début de septembre dernier, soit 5.86 F. tandis qu'à Francfort il dépassait à nouveau 2,30 DM malgré les interventions de la Bundesbank et qu'à Tokyo celle de la Banque du Japon ne pouvait l'empêcher de s'élever nettement au-dessus de 220 yens, frôlant 225 yens.

Toutes les prévisions formulées à la fin de 1981, à savoir un repli modéré du « billet vert » dans les premières semaines de 1982. sont done, pour l'instant, infirmées, ce qui oblige de nombreux

LES MONNAIES DU S.M.E.*:

DE LA PLUS FORTE

À LA PLUS FAIBLE

flèchi en raison de la grève dans les chemins de fer britanniques et de la crainte d'une extension du conflit aux mines de charbon. Quant au système monétaire européen, le florin y prend la tête, pratiquement ex aequo avec le franc français, tandis que le franc belge reste en queue. En ce qui concerne le franc français, une étude des analystes monétaires londoniens Maxwell Stamps Associates prévoit une stabilité des cours pendant les trois prochains mois, ensulte un raffermissement par rapport au dollar et à la livre et un affaiblissement vis-à-vis du mark avec un nouveau réalignement à l'antonne du même ordre que celui d'octobre dernier. L'étude pronostique, pour janvier 1983, des cours de 2,73 F pour un mark, de 4.86 F pour un dollar et de 10,36 F pour une livre sterling. l'Est. - F. R.

ment de la semaine a été une chute du cours de l'once nettement en dessous du palier de 400 dollars, jusqu'à présent bien défendu. A 371 dollars, puis 377 dollars, à la veille du weekend, ce cours est revenu à son niveau le plus bas depuis plus de deux ans (novembre 1979). Cette chute est attribuée à la reprise des taux d'intérêt et à la hausse du dollar, qui découragent la spéculation et incitent les opérateurs à accélérer leurs ventes pour limiter leurs pertes (a stop-loss »). Selon des sources londoniennes, IURSS, qui a vendu beaucoup d'or en fin d'année, se serait abstenue ces derniers jours afin d'éviter de trop peser sur les cours du métal, mais devrait continuer à céder du métal en 1982 pour payer ses achats de céréales et aider ses satellites d'Europe de

COURS MOYEN DE GLOTURE DU 8 AU 15 JANVIER

PLACE	Litro	\$ EQ.	Franc Français	Franc suisse	D. mark	.Franc beign	Florig	Lire
Revi-York	1,8700	_	17,1013 17,4825	53.8502 54,7945	43,3651 44,3458	2,5510 2,6968	39,5569 49,4858	9,88096
Park	10,9348 10,9824	5,8475 5,7280		314,88 310,42	253,57 253,65	14,9170 14,9113	231,30 231,57	4,7209 4,7392
Zarich	3,4725 3,5040	1,8570 1,8250	31,7581 31,906	_	89,5294 80,9312	4,7372 4,7575	73,4572 73,8866	1,5826 1,5891
Prancfort .	4,3122 4,3296	2,3060 2,2550	39,4368 39,4244	124,17 123,56	-	5,8826 5,8785	91,2183 91,2955	1,8854 1,8547
Brutelles	73,394 74,112	39,28 38,36	6,7837 6,7963	21,1093 21,0191	16,9991 17,9110	-	15,5063 15,5303	3,1715 3,1722
Linsterdam	4,7273 4,7424	252,80 2,4700	43,2338 43,1834	136,13 135,34	109,62 109,53	6,4489 6,4389	_	2,8453 2,8425
William	2311.32 2321,78	1235,00 1289,25	211,37 211,40	665,58 662,60	535,99 536,25	31,5306 31,5237	488,92 489,57	_
" egte"	418.88 424.896	224,90 221,30	38,3983 38,6892	120,62 121,26	97,1379 98,1374	571,42 576,90	88,6075 89,5351	0,1812 0,1830

CHRISTOPHER HUGHES. Le marché monétaire et obligataire

Le vent glacé d'Amérique

d'Amérique qui perturbe les marches financiers mondiaux. La hausse des taux aux Etats-Unis non seulement fait monter le dollar mais empêche les banques centrales européennes de poursuivre leur politique de baisse prudente du loyer de l'argent.

A l'origine de cette hausse, qui

a dépassé un demi-point sur les

adjudications de bons du Trésor

et sur les taux du marché de l'eurodollar, on trouve la crainte d'un gonflement excessif de la masse monétaire américaine, qui inciterait les responsables de la Réserve fédérale à durcir leur politique restrictive, et donc à faire remonter le loyer de l'argent. Certes, ladite masse s'était bien contractée de 1.4 milliard de dollars au cours de la dernière semaine de décembre. Mais les opérateurs redoutaient un gonflement très sensible pour la première et la seconde semaine de janvier, avec la prise en compte des énormes paiements effectués par la Sécurité sociale au titre de ses pensions et retraites versées en début de trimestre. Les pessimistes avançaient une augmentation de 5 à 7 milliards de dollars. Ies optimistes ramenant, en fin de semaine, cette estimation au niveau, plus raisonnable, de 3 à 5 milliards. En bien, ce sont les pessimistes qui l'ont emporte, avec une augmentation de 9,8 milliards de dollars pour la semaine au 6 fanvier oui dépasse toutes les prévisions et bat le record établi un an auparavant (9.2 milliards de dollars). le gonflement atteignant 17,5 mil-liards de dollars pour la masse monétaire dans sa définition plus étendue M2. Sitôt connue. dans l'après-midi du vendredi 15 janvier, à New-York, cette nouvelle a fait baisser les cours des obligations et a été considérée comme très mauvaise pour les valeurs à revenu fixe comme pour les valeurs à revenu variable de Wal-Street; vraisemblablement, les autorités monétaires (le FED) voudront freiner cette nouvelle

progression per un regain de Elle relance la controverse sur l'évolution des taux d'intérêt en 1982. Pour M. Henry Kaufman. est inévitable en raison de l'accroissement des besoins du Trétique restrictive du FED. Ceci mois. Pour deux autres économistes, dont l'un appartient à la grande firme de courtage Merrill Lynch, la croissance de la messe monétaire va rendre inévitable un nouvesu tour de vis du FED et une hausse du taux d'intérêt à des niveaux records, dès le printemps. L'opinion contraire M. Weidenbaum, le chef conseillers économiques de malson, n'a guère pesé dans la

halance. Par ailleurs, la politique « monétariste » du FED a fait l'objet d'une violente distribe du perlementaire républicain Jack Kemp. grand apôtre du « reaganisme » et très influent au Capitole. Affirmant que cette politique

contribue à entretenir la récession et est erronée, M. Kemp estime qu'il faut la changer, et ncite M. Paul Volcker, président du FED, à donner sa démission. défaut de pouvoir le révoquer. car, nommé par le président, il est inamovible jusqu'au terme de son mandat, en 1983. C'est dire qu'une guerre ouverte pourrait s'installer entre la Maison Blanche, alarmée par la prolongation d ela récession, et les auorités monétaires cramponnées leur « monétarisme » restrictif. Une nouvelle escalade des taux

aux Etats-Unis serait de nature à provoquer un désastre en matière d'emploi et d'investissements dans les pays industrialisés, comme dans les pays en développement déclaré le chancelier Schmidt devant le Bundestag. Cette coinion est partagée en France, où l'on stigmatise à nouveau le comportement de « ce jou qui s'hupnotise sur les cabrioles de la masse monétaire » CM. Peui Volcker, « bête noire » de part et d'autre de l'Atlantique).

En hant lieu, on redoute qu'une

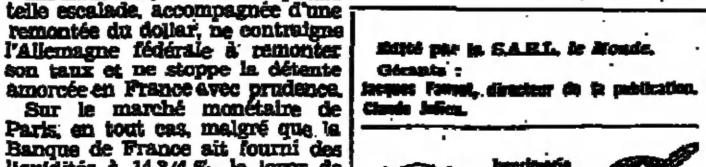
telle escalade, accompagnée d'une

remontée du dollar, ne contraigne l'Allemagne fédérale à remonter son taux et ne stoppe la détente Sur le marché monétaire de Clarie Mich Paris, en tout cas, malgré que la Banque de France ait fourni des liquidités à 148/4%, le loyer de l'argent au jour le jour n'est pas descendu en dessous de 15 %. Sur le front des obligations, le placement de l'emprunt d'Etat de 10 milliards de francs s'est effectué sans fièvre, et sans commune | Reproduction interdite de tous artiavait entouré le lancement de

raire des taux dans les prochains fois-ci, il n'y aura vraisemblablement pas de « rallonge »... Par ailleurs, les émissions ordinaires reprennent dès la semaine prochaine. Le Crédit commercial de France appelle 100 millions de francs à taux indexé sur celui du marché monétaire et 300 millions de france avec indexation sur celui du taux moyen des obligations garanties (T.M.O.). De plus Citroën lève 500 millions de francs à taux indexé sur ce même T.M.O. Sur le marché secondaire, les rendements ont pen varié 16.02 % contre 16.15 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 15,93 % contre 15,98 % pour ceux à moins de sept ans et 16,57 % contre 16,60 % pour les emprunta publics, selon les indices Paribas. Il convient de noter que si les obligations à taux variable se placent bien à l'émission, elles seraient plutôt offertes en Bourse a uprofit des futures obligations de sociétés nationalisées, dont le rendement sera inderé sur celui des emprunts

> Quant aux nouvelles Sigav dites (le Monde daté 10-11 janvier 1982). placement à court terme, nouvelement autorisées par le Tréson (le Monde daté 10-11 janvier 1982) elles se multiplient à vue d'œil Vairéal pour la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Caisse centrale des banques populaires et la Caisse des dépôts Nation-Epargne pour la B.N.P., sans compter celles du C.C.F., du Crédit iyonnais, de la Société générale, etc. On souhaite à ces institutions le succès pharamineux des Money Funds américains, mais, sans aller jusque là, il est permis de penser place dans la panoplie proposée par les banques à leurs clients. que ce soient des particuliers ou des P.M.E.

FRANÇOIS RENARD.



A Paris, 100 yens étalent ootés, le vendredi 15 janvier, 2,6104 francs contre 2,5847 franca le vendredi 2 janvier 1962. Les matières premières Les matières premières

Hausse de l'étain - Baisse de l'argent

Le tension des taux d'intérêt. la perspective d'une reprise économique prévue à la fin du troisième trimestre. la crise des métaux qui incite de nouveaux producteurs à arrêter de nouvelles mités, sont autant facteurs avant influé sur comportement des différents marchés.

La chute des cours de l'or s'est rénercutée sur l'argent et le platine sous l'effet de ventes soviétiques et pourrait être appelée à se poursuivre, voire même à s'amplifier au cours de l'année.

METAUX. — Les cours du

cuivre ont enregistré une légère

progression au Metal Exchange

de Londres. Mais une révalorisation des prix du métal risque encore de se faire attendre tant que le réveil de l'activité économique ne se sera pas produit. Le marché de l'étain est-il manivulé comme ce fut le cas pour cetui de l'argent à New-York il y a quelques années? On pourrait le penser, car une hausse des cours s'est produite, assez sensible sur le marché de Londres. D'allleurs une enquête est en cours à ce sujet en Grande-Bretagne sur certaines opérations répétées prétées à certains négociants. Dans quel but? Veut-on amener

les pays consommateurs à accepter une nouvelle majoration des prix d'intervention du directeur du stock régulateur. En attendant la hausse atteint près de 40 % en un an Si les cours du plomb ont été soutenus, ceux du zinc, en re-

vanche, se sont encore affaiblis. La production mondiale de plomb METAUX. — Londres (en sterling

lions de tonnes, soit 5,2 millions de tonnes de plus que la précé-Cours du 15 janvier 1982

TEXTILES. - Sur le marché ds New-York, les cours du coton. malgré une récolte excédentaire. ont stuctué de tacon étroite. Evaluée à 71 millions de balles. la récolts mondiale surpassera de 3,5 millions de balles la consommation, consequence : au 1= août-prochain le report s'élèvera à 26,8 millions de balles. CEREALES. - Repli des cours du blé à Chicago. La récolte australienne atteindra 16,2 mil-

a diminué de 160 000 tonnes en-

viron durant les onze premiers

mois de l'année 1981 par rapport

à la même période de 1980. Celle

de sinc s'est légèrement accrue.

Mais la consommation de ces

gent à Londrez revenu pratique-

ment à ses niveaux les plus bas

CAOUTCHOUC. - Légère

avance des cours du naturel

L'accord international de stabilisation a déjà été signé par des

pays représentant 70 % de la

consommation et 79 % de la pro-

duction mondials. Mais pour être

ratifié, il doit être approuvé par

80 % des consommateurs et des

producteurs. Le délai de ratifi-

cation expire le 28 février.

LURSS, et la C.E.E. devraient

DENREES. — Dant Pattente

de la vublication des brougges de

fèves du dernier trimestre 1981

les cours du cacao ont fluctué

etroitement sur les différents

y adhérer.

Fléchissement des cours de l'ar-

mélaux a diminué de 2 %.

depuis deux ans et demi

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

par tonne) : cuivre (high grade). comptant, 857,50 (849), à trois mois, 885,50 (875); étain, comptant, 8 620 (8 380), à trois mois, 8 100 (7 970); plomb, 330 (328); zinc, 414 (416) ; aluminium, 590 (576); nickel, 2880 (2905); argent (en pence par once troy), 421,85 (437,50). - New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terms), 71,80 (71,70); argent (en dollars par once), 7,87 (8,22); platine (en dollars par once), 360,20 (377) ; ferraille, cours moven (en dollars par tonne), inch (75,50); mercure (per boutellle de felhs).

PEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, mars, 65.70 (65,90); mai, 67,55 (67,55). ... Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), mars, 372 (370); jute (en livres par tonne), Pakistan White grade C. inch (265). - Roubaix (en francs par kilo), laine, 41,60: (41,90),

410-425 (405-420). - Penang :

étain (en ringgit par kilo), 34,80

(34,90).

CAOUTCHOUC. - Londres (en nouvesux pence -par kilo) : R.S.S. comptent), 51,60-51,70 (49,75-51,25).

- Penang (en cents des Détrotts par kilo), 206-207 (203,50-204,50). DENREES. - New-York (en cents par lb; sauf pour le cacao en dollars par tonne), cacao, mars. 2084 (2 148); mai, 2 085 (2 142); sucre, mars, 13.32 (12.98); mai, 13.60 (13,24); café, mara; 137.75 (139.62); (en livres par tonne) : sucre, mars. 176,60 (177,65); mai, 179,60 (173;20) ; café, mars, 1 147 (1 120) ; mal, 1128 (1116); cacao, mars, 1 195 (1 193); mai, 1 195 (1 191). Paris (en francs par quintal) : cacao, mara, 1 292 (1 299) . mel, 1 298 (1 305); café, mars, 1 253 1 263); Tosi, 1 254 (1 243); sucre, (en france par tonne), mars, 1960 (1880); mai, 1987 (1925); tourteaux de soja : Chiesen (en dollars par tonne), mars, 193,80 (189,10); mai, 194,20 (191,10). -Londres (en livres par tonne).

CERRALES. — Chicago (en cents par boisseau) : ble, mars, 390 (401 3/4); mal, 390 1/4 (409); mals, mars, 272 1/4 (275 3/4); mai, 281 1/2 (285 3/4). Indices. — Moody's, 1 002,79 (998,80); Beuter, 1 624 (1 604,70).

fevr., 140,40 (129,30); avril, 137,30

(130,30).

et baisse du métal précien Sachir theses testent possibles a dans la mertre ch ancune rémains su sommet h'a effcoré en lien.

Les matières premi

Manasse de l'étain - Baisse de

PAS DE NATIONALISATION POUR ROUSSEL-UBLAF?

Boussel-Ucial échappers-t-il à la nationalisation? Le président de son directoire, le Goeteur Edouard Sachiz, donne l'impression d'y croire et penche pour la solution d'une minorité de bilicage.

Att cours d'une visite Inite dans un isporstoire lyonnals du groupe, il a en effet précisé du'une solution acceptable de vrait être trouvés d'ici à dens mois entre l'Etat francais et Hoechst, la firme chimique alle-mande de Franciert, actionnaire majoritaire de Roussel-Uciat, a qui, en tout état de cause. souhuite consérvér la majorité n "Un compromis devra être trottes en ce qui concerne la minorité de blocage étatique n,

Selon tal, is solution pourrait éventuellement paster par un "arrengements at nivers du conseil de survelliance. d Quel qu'il en soit, a-t-il condu. il ne s'agira pas d'une nationalisation de Roussel-Uclat. # On ne taurait être plus clair. Mais, quand mains prudent, le docteur Sachiz s'inte un bémai à ses déclarations en indiquent que a touses les hypo-

Valeurs à revenu fixe ou

oëme franç	rchés mon ais, a ent	rainé un
,	15 jas	tr. Diff.
1/2 1972	1924	78
% 1973	\$585	485
10,30 % 1975 10 % 1976	82,9	i Inch.
MR 15.6 %	1976. 51.8	0,21 0 + 0,31
M.B. 11 %	1977. 83	0,30
188 % 1977	91.A	- 6.31
t % 1978	39	Inch.
,80 % 1978 ,45 % 1978	78,2	5 + 0,2; 5 + 0,2;
LBR % 1978	78,3	+ 0,2 + 0,2 + 0,3 + 0,3
% 1979	73,4	+ 0,3
0 % 1979	76.7	0 + 0.44 5 + 0.54 5 - 8.05
0.80 % 1979	79.2	5 + 0,50
2 % 1989	88,93 2895	+ 85

Danques, ass		
sociétés d'	investisse	men
	15 janv.	Diff

	15 janv.	Diff.
Ball Equipement	149	ma 1 .
B.C.T	83.80	- 0.70
Brothe Rothschild	21R.50	- 8,70 + 2,60 + 1
Cateleni	143	4 1
Chargents Réunis	185	<u> </u>
Cle Banestro	1R2.20	£ 6.90
C.C.F	162	T + 6,20 + 5,70 + 5,70 + 5,10 + 2,10 + 2,50 + 25
C.F.F.	325 50	4 5.78
CFI.	163	1 7
Cricit du Nord	99.10	I 914
Surstrance	285	_ 200
Paris-Pays-Res	210	_ 2 KB
Paris-Pays-Bas La Hénin	324	1 25
Locafrance	184	+ 1,50
Lochidus	275	I 400
Midi	240	inch.
Delegated	636	PRCH.
Prétabail	423	- 7
Schneider	108	+ 15
Suez	331	+ 15 + 2 + 3,80
U.C.B.	136	3,80

Les actionnaires de « Moët-Hannessy > encalmerout à comp

	15 jany. Diff.
Beghin-Say	
B.S.NGDanone .	
Chartestan .	1305 4
Carrefour	1605 — 19
Castro	1210 10
Gén. Occidentale .	401,50 15,50
Guy et Gase	400 + 1,50
Martel	796 + 42
Most-Hennessy	581 + 6
Mumm	314.50 25.50
Olida Caby	202,80 - 0,25
Pernod-Ricard (1) .	294 + 10.50
Source Perties	
Radar	
St Louis-Bouchon.	175 + 4
C.S. Sunpiquet	289,50 + 1,50
Vve Clicquot	
Vinipriz	685 + 5
Nertie	11900 + 160

accounte sur dividende de 7 F net (+ 16,6 %), qui donnera droit à un gvoir fiscal de 3.50 F.

M. Naudo, P.-D. G. de la So-

ciété générale d'entreprises

(S.G.E.), filiale de travaux pu-

blics de la C.G.E., a exposé à la presse cette semaine les détails

du rachet à la Lyonnaise des

canz de sa participation majoritaire dans la société de travaux

routiers Cochery. Insistent sur

la bonne rentabilité de la S.G.L.

en plaine expansion avec un

chiffre d'affaires qui pourrait passer de 10.3 milliards de france

en 1981 à 15 milliards de traucs

en 1982, M. Naudo a précisé que

le cout de l'acquisition. 66 à

88 millions de francs pour un

pen plus de 80 % du capital de

Cochery, serait asses aisément

Bâtiment et travaux publics

La « Générale d'entreprises » (groupe « C.G.K. ») a pris le contrôle de « Cochery » en rathe-tant àla Lyonnaise des eaux » la participation de 51.9 % qu'elle détenuit dans le capital de cette entreprise. Par cette acquisition, la « Générale d'entreprises » devient le numéro un de l'industrie routière en France et le numéro trois en Europe avec plus de 4 milliards de francs de chiffre d'affaires dans cette hranche

	15 janv.	Diff,
Auxil. d'Entrep	820	+ 45
Bouygues S.C.R.E.G.	1078 120	+ 4,50
Ciments Franc.	1365	+ 4,50 + 2,50 + 37
J. Lefebrre Gén. d'Entrep.	281 281	- 10
Lafarge	443 279,40	- 6 - 8,10
Maisons Phénix Polici et Chausson.	263 358	+ 15 + 28
Alandarite . The fact	AT	4 7 74

d'activité. L'opération s'est faite au prix de 95 F par action. Les autres actionnaires de c Cochery » aurent la possibilité de revendre leurs titres à la « Générale d'entreprises ». Mais cette dernière ne les leur rachèters pas à ce priz. Néanmoins, l'offre qui leur sera falte sera d'un montant très supérieur au dernier cours coté en Bourse (56,30 F). Lundi 11 janvier, l'action « Cochery » avait été demandée sans centrepartie à 69,20 F. La « Générale d'entreprises » s'attend, pour sa part, à une forte augmentation de ses résultats pour 1981. Son dividende sera

Filatures, textiles, magazins

majoré (15 F net pour 1980).

: .	15 janv.	DHf.
F. Fin. Ag-Willot.	86,50	Inch.
B.H.V.	117 598	- 1 + 18
Darty	801	+ 31
D.M.C. Galeries Lafayette.	32,80 115	+ 4,85
La Redoute	861	+ 36
Printemps André Boudière	119 116.88	+ 1,39
S.C.O.A	45,20	- 1,70

Matériel électrique, services publics

D'après une étude réalisée par le C.C.F., « Leroy-Sommer » enregistrerait une augmentation de 5 à 10 % de son bénéfice pour 1981, alors que les dirigeants de l'entreprise prévoyaient en octo-bre dernier une légère contraction

L'établissement bancaire prévoit que l'exercice 1982 sers encore plus faverable pour l'entreprise. Le bénéfice net comptable de « Matra » pour 1981 serait infé-cieur de moitié au précédent (un 15 janv. Diff.

	Alsthom-Atlant	137	+ 9,90
٠	C.E.M.	36,50 780	0.50
	CIT-Alestei	780	+ 80
	Electricité (Cle g.).	3.23	+ 6
	Crouset	213,80 196	+ 25,80
	Thomson-C.S.T	196	- 2
	Génér. des Banz	304	+ 19
-	Legrand	1535	+ 21 + 19
	Lyonn des Battz	397	+ 19
	Machines Bul	27	- 0,80
	Matra Mot. Lerny-Somer.	N.C.	N.C.
	Monliner.	480	+ 63
,	P.M. Labinal	58 212	- 1
	Radiotechnique		+ 27
	S.B.B.	225	+ 14,10
	Signatix	198,10 490	T 14,10
	Télémec, Electr	975	T 16
	Thomson-Brandt .	252	+ 12 + 68 + 5,50 + 25
	I.B.M.	407	T 25
•	LT.T.	195	T 4
	Schlumberger (1) .	356	+ 9,10
	Signama	394	- 10
	(1) Compte tenu		oupon de
•	121 samples one		

peu plus de 100 millions de francs contre 211 millions). Cette baisse de profits est imputable à la constitution d'importantes provi-sions, rendues nécessaires pour éponger les pertes de plusieurs filiales, notamment « Matra Automobile », « Matra Horiogerie »,,

« Jaeger » et « Solex ». Suspendue le 9 septembre der-nier, la cotation de l'action « Matra » reprendra le 22 janvier. Le même jour, le droit à répartition d'une action « Multi Médias Beaujon » (« M.M.B.) pour une action « Matra » seru détaché de cette dernière et coté au compcomme à terme ce même

M. Ambroise Roux, P.-D. G. de

la C.G.B., qui a « chapeauté »

à la conférence de presse, en a

profité pour faire remarquer, avec une satisfaction discrète.

que la filiale S.G.R. se portait

bien, et que la maison mère se portait mieux encore, avec une

progression du chiffre d'affaires

de 41 % en 1981, cet exercica

S'apprétant à quitter la pré-

sidence de la C.G.E., bientôt

officiallement nationalisée. Il

estime le laisser à l'Etat dans

une situation financière satis-

faisante, ajoutant, perfidement,

d'autres groupes nationalisés.

bien besoin de capitaux frais cette année et les suivantes...

Rhône - Poulenc ou même

s se présentant très bien a.

toutes ces opérations et assistait

Les actions « M.M.B. » seront introduites le 25 fanvier sur le marché hors cote. Le 25 janvier également, un avis sera publié, aunonçant le

La dernière opération de M. Ambroise Roux

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 11 AU 15 JANVIER 1982

Regain de vitalité

EVEE du pied gauche à l'aube de la nouvelle année, la Bourse de Paris s'est efforcée, ces derniers jours encore, d'effacer les ultimes traces que son accès initial de manvaise humeur avait pu laisser. Pour témoigner de ses bonnes dispositions retrouvées, elle a non seulement renforcé les positions avancées acquises au cours de la précédente semaine, mais repris sa progression après chaque étape de consolidation, faisant tant et si bien qu'en fin de parcours un nouveau gain de 3,5 % venait couronner ses efforts.

Par rapport au niveau du 31 décembre dernier, la hausse moyenne des valeurs françaises atteint 6,2 % environ. Elle est plus forte encore (7,1 %) si l'on prend comme référence l'ultime liquidation de l'année écoulée, qui a su lieu le 22 décembre.

D'entrée de jeu, le marché allait prouver qu'il n'avait rien perdu de son dynamisme, absorbant, des lundi avec une relative aisance, la première vague de ventes bénéficiaires provoquée par sa récente et rapide ascension. Il sut un peu plus de mal à le faire le lendemain et la séance devait s'achever sur un score à peu près nul Ce n'est que mercredi qu'il donna la pleine mesure de ses moyens en s'élevant d'un seul coup de 1,5 %. L'effort avait-il été trop violent? Quelques-uns se posèrent la question quand, jeudi. après un bon départ, la Bourse rétrocéda pen à peu tout le terrain gagné. Le léger malaise causé allait être toutefois rapidement dissipé vendredi. Une assez forte reprise, en effet, se produisait, et à la clôture, derechef, l'indicateur instantané de tendance affichait une hausse de 0.7 %.

Mais d'où la Bourse de Paris tire-t-elle son étonnante vitalité? Les professionnels sont unanimes: Les liquidités sont abondantes », disent-ils. Mais est-re suffisant dans l'environnement actuel, dont le moins que l'on puisse en dire est qu'il n'est pas très réjouissant, pour expliquer ce regain d'intérêt pour les achais d'actions ? Pour beaucoup, la réponse est « oui ». Il y a à cela, selon eux, quatre bonnes raisons. La première est que les sources de placement se raréfient. Ni l'or ni le diamant ne font plus recette et la méfiance est grande à l'égard de l'immobilier comme à l'égard des obligations. La seconde est d'ordre technique. Sur ce plan, le marché éclate de santé et il n'a même plus à redouter un reflux de la clientèle étrangère, qui a depuis longtemps fui ses rivages. La troisième raison est que, sur un plan général, les valeurs françaises ne sont pas jugées trop chères. Enfin quatrième raison, le marché de Paris, tout comme see concurrents étrangers, a profondément modifié ses méthodes de travail. On n'y spécule plus désormais qu'à court terme, nul ne voulant se hasarder à regarder au-delà de six mois tant l'horizon apparait bouché. Or qu'observe-t-on à cette distance? D'abord que les chances d'une reprise économique pour le premier semestre ne sont pas négligeables en France. Si des mesures de relance étaient prises en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis, comme beaucoup le croient, elles donneraient, par effet induit, un ballon d'oxygène aux firmes exportatrices. Ajoutons à cela les possibles mesures en faveur de l'épargne que les pouvoirs publics saraient amenés à prendre pour la mobiliser, en tenant compte des recommandations de la commission « ad hoc », et sur lesquelles beaucoup parient, comme d'autres continuent à le faire sur une amélioration des conditions d'indomnisation des valeurs nationalisables.

Toutes les conditions paraissent donc réunies pour faire de la Bourse de Paris le lieu de rencontre des capitaux en quête de placement. Ce que cette dernière paraît bien être effectivement redevenue.

De l'avis des professionnels, la Bourse est actuellement entraînée vers l'avant par un double courant d'achats, l'un créé par les investisseurs soucieux de renforcer leurs positions sur les bonnes valeurs traditionnelles appelées à remplacer les « nationalisables » après leur disparition : l'autre. par la spéculation, qui parie sur les actions - volatiles - des entreprises mal en point, mais peut-être conduites à profiter, dans leur sphère d'activité, des restructurations que les pouvoirs publics feront pour mieux adapter la nouvelle industrie d'Etat à la concurrence internationale.

De fait, les opérateurs ne se cantonnent plus sur tel ou tel endroit particulier de la cote. Ils patrouillest inlassablement, attentifs à débusquer tous les oiseaux rares qui auraient échapper à la fouille. Leurs cibles se déplacent tous les jours, ou presque, assurant ainsi un relais à la hausse. La preuve en est : depuis la dernière liquidation, P.M.-Labinal a monté de 52,1 %. Générale de fonderie de 34 %, Bis de 31 %, D.M.C. de 30 %, Leroy-Sommer de 28.2 %, Manurhin de 27.8 %, Vallourec de 25 %, Sommer de 24 %, Radiotechnique de 22 % et Valeo de 21 %.

« C'est un marché à tiroirs », s'exclamait gaiement un gérant de SICAV. S'il est sain, le phénomène en tout cas est significatif d'un certain retour en grâce. Reste à savoir jusqu'à quand la Bourse conservera la faveur des investisseurs français. « Si la clientèle étrangère reprenait ses positions, que l'élection du 10 mai dernier lui avait fait abandonner, notre marché pourrait envisager l'avenir avec une plus grande tranquillité d'esprit », nous confiait un important gérant de porteseuille.

Un fait est certain cependant: actuellement les mentalités sont en train d'évoluer autour de la corbeille. ANDRÉ DESSOT.

cipation au capital de « Matra » à hauteur de 51 %. Pour 1981, le dividende global 82.50 F contre 76 F.

do « Matra » sera d'environ . Legrand a versera, le 18 janvier, un acompte sur dividende de 22 F (33 F avec l'avoir fiscal).

lancement de l'O.P.E. qui per-

mettra à l'Etat de porter sa parti-

Métallurgie, constructions

mecaniques

Afin de finance		
	15 jany.	иш.
Alspi Av. Dassault-Brog. Fives-Lille Chiers-Chatillon Creusot-Loire De Dietrich F.A.C.C.M. Valée Fondarie (Gén.) Marine-Wendel Métal-Normandie Penhoēt Peugeot S.A. Poclain	89 513 126,56 10,40 61,50 350 507 220 93,50 48,20 13,56 320 176,28	+ 1,90 + 7,50 + 25,50 + 25,50 + 25,50 + 19,50 - + 1,50 -
Pompey	104,50 6,50	- 3,50
Sacilor Sagem Saulnes	810	+ 30 + 3,50
Saunier-Duval	32,50 59	+ 8
Usinor Vallouree	5,20	+ 3

des énergies nouvelles, no

tamment les pompes à chaleur; groupe Générale de tonderie procèdera dans les mois à venir à une double augmentation de capital dont le montant global atteindrait 185 millions. La première, de 100 millions, se ferait par émission d'actions ordinaires, la seconde, de 75 millions, par émission d'actions à dividende prioritaire sans droit d evote.

Mines, caoutchouc, outre-

mer			
Imetal Kléber Michelia M.M. Penarroyz Charter INCO R.T.Z. Union minière /.C.L.	15 janv. 84 28,15 680 52 30,30 91,60 52,70 100,10 2,50	Diff. + 4,50 - 0,15 + 4 + 0,50 - 1,75 - 1,98 - 2,30 + 7,60 - 0,09	I C
			Ì

Produits chimiques

_	
0	Le groupe chimique alleman
	Hosekst augmente son capital d
0	228 millions de D.M. par émission
_	à 95 D.M. d'une action nouvel
-	'de 50 D.M. pour dix ancienne
-	Les porteurs de warrants son
_	intéressés à cette opération. Le

Bourses étrangères

NEW-YORK

LONDRES Toujours irrégulier

teurs potentials.

Le plongeon La crainte d'une récession plus Cette semaine encore les cours ont savère que prévue meis aussi les évolué de façon très irrégulière, mais tensions observées sur les taux d'infinalement, hausses et baisses so térêt à court terms ont provoque sont compensées et l'indice des cette semaine une brutale chute industrielles n'a virtuellement pas des cours à Wall Street et, malgré une reprise technique survenue au Le climat de tension sociale. 1 cours des deux dernières séences. chute de Wall Street, la remontée l'indice des industrielles a perdu des taux d'intérêt américains à court 18,93 points (-2,2 %) \$ 847,60. terme ont constitué autant d'élé-

Les déclarations apaisantes du président Reagan sur une rapide reprise de l'expansion n'out pas réusei à apaiser complètement les faible shregistrée depuis 1977, L'attention a surtout été retenus par la balase de la production industrislie en décembre (-2/1%), la plus forte depuis mai 1980, et l'accroissement du chômage (le cap des neul millions de sans-emplois est proche). Beaucoup redoutent autour du & Big Board p de nouvelles et

sévères restrictions de crédit. L'activité habdomadaire a porté 222,23 millions.

sur 237,08 millions de titres contre Cours Cours

	s lana	12 Jan.
	-	-
Alcoz	25 1/2	24 B
A.T.T.	58 5/8	58 3.
Boeing	22 3/8	21
Chase Man. Bank .	54 1/4	21 54
Du Pont de Nem.	37	35 7
Eastman Kodak	73 1/4	70 1
Exxon	30 1/4	30
Ford	18 1/4	17 1
General Ricctric	57 5/8	56
General Foods	30 1/8	29 1
General Motors	40 1/8	39 5 18 1
Goodyear	19 1/8	. 18 1
LB.M.	N.C.	59 7
LT.T.	30 1/2	27 5
Mobil Of	24	2.3
Pfiner	53 3/4	51 3
Schlumberger	51 1/8	50 3
Texaco	32	31 7
U.A.L. Inc.	17	15 5
Union Carbide	49	48
U.S. Steel	28 3/4	27 1
Westinghouse	25 7/8	24 7
Xerox Corp	40 3/8	38 1
	77.7	

Bowater Brit. Petroleum ... Charter Courtaulds De Beers Free State Gedald . G1 Univ. Stores .. 451 Imp. Chemical ... 304 Shell 390 316 1/2 Vickers 151 War Loan 26 5/8 (*) En dollars.

ments de dissussion pour les ache-

Indices e F.T. > du 15 janvier

industriolles, 531,6 (contre 531,4);

mines d'or, 273,8 (contre 298) ;

Fonds d'Etst. 6237 (contre 82,24).

FRANCFORT Baisse

Déprimé par la chute de Wall Street et la réescalade des taux aux Etats-Unis, le marché ailtmand a baissé de 18 % en moyenne, Les valeurs automobiles et chimiques ont particulièrement souffert. Indica de la Commerzbank du 15 janvier : 668,4 contre 680,2.

es	ble à la hausse d	iu prix	đe
1/2	Volkswagen	134	129
7/8	Siemens	204	26
1/8	Mannesman	152	143
	Hoechst	122,50	113
5/8	Commerzbank	131,70	129
7/8	Bayer	117	114
3/4	B.A.S.F	135	134
3/4	A.R.G	45,10	43
			43
5/8		8 janv.	15 ja
1/8		COURS	Cot

actions nouvelles seront crééé iouissance au 1e janvier 1982. Roussel-Uclas atteindra la barre des 10 milliards de francs de 15 jany. Diff.

Institut Mérieux .. 690 Labort, Bellon 245 Nobel-Bozel 20,48 Rhône-Poulene 123,60
Rousel-Ucial 239,50
B.A.S.F. 395
Hayer 359 Hoechst (1) 329 I.C.I. 40,10 + 1,30

Norsk-Hydro 463 + 2

(1) Compte tenu d'un droit de 4,80 F.

chiffre d'affaires e n1984. Pour 1982, l'objectif est fixé à 7,6 milliards de francs (+ 26,66 %). S'agissant des investissements. 350 millions de francs (+ 29,6 %) seront dépensés à cet effet durant l'exercice en cours et 700 millions pendant les deux suivants.

Pétroles

		15	janv.	D	HT.
	Elf-Aquitaine	160	_	+	1,5
	Franç. Pétroles	Z17 133		++++	5.7
	Pétroles B.P.	15.	20	÷	0.4
	Primagas Raffinage	285 105		+	7
i	Sogerap	390		÷	14
	Petrofina			<u>+</u>	5,21 12
	Royal Dutch				5

Mines d'or, diamants

L'année 1981 a été franchement mauvaise pour le groupe De Beers, dont les ventes de diamants, en valeur, ont chuté de 46 % pour revenir à 1472 millions de dollars. La politique de stockage menée par la Compagnie pour stabiliser le marché est responsable de

15 jany. Diff.

		_
Amgeld	511	56
Angio-American	82.90	- 2,3
Buffalsfontein	218	- 22,5
De Beets	44,25	- 0,7
Free State	200	— 3.1
Goldfields	58,15	4,1 4,8
Harmony	76,60	- 4,8
Presid. Brand	210	20
Randfontein		- 13
Saint-Helena	198	- 26
Gencor		— 3
Dziefontein	156	- 4.1 - 15
Western Deep	263	
Western Rold	280 -	- 15,6

d'affaires.

Pour le dernier trimestre de 1981, le bénéfice net du groupe Goldfields a progresse de 11.6 %. à 164 millions de rands, Cette meilleure rentabilité est imputa-

exprimé en rands. La production a diminué d'un peu phis de 1 %. Valeurs diverses

L'année écoulée aura encore été un bon cru pour « Majorette ». Son P.-D.G. table sur une angmentation des résultats (bénéfice d'exploitation, marge brute, bénéfice) supérieure à celle du chiffre d'affaires (+ 34.6 % à 235.15 millions de francs). Pour 1980, le 15 jany. Diff.

		_
A.D.G. L'Air Liquide	157,90 459	+ 2,80
Arjomari	193,50 .	6,50
Club Méditerranée.	384 514	+ 20
Europe 1	427. 618	÷ 33
Gle Ind. Part. Hachette	162 405	+ 3 Inch.
J. Borel Int.	136,10	+ 9.60
L'Oreal Navigation Mixte	755 158	+ 10
Nord-Est	39,60 499	- 0,70 + 17
P.U.K. St-Gob-Pont-à-M.	101,70 152,50	+ 2,70
Skie Rossignol	544	+ 2,60 + 39
Sanofi U.T.A.	310,50 139	+ 11,50 + 11,90

bénéfice net consolidé du groupe avait dépassé 19 millions de francs.

Le dividende sera majoré d'un taux égal (21 F net pour l'exercice précédent). Pour 1982, les prévisions portent ent un chiffre d'affaires de 285 millions de francs (+ 22 %). Une augmentation de capital en numéraire aura Hen. Après quoi, les actions seront divisées par deux. Reprise le 17 juillet 1981, la société « Sohdo » se porte mienz.

Le « Club Méditerranée » ne connaît pas la récession. Pour l'exercice 1989-1981, clos le 31 octobre dernier, il apnonce une progression de son bénéfice net non consolidé de 26,43 % à 134,36 millions de francs pour un chiffre d'affaires t.t.o. accro de 23,44 % à 2,33 milliards de francs.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Mbre de titres	Val. en cap. (P)
ione-Poulenc /2 % 1973 O.K. f Aquitaine int-Gobain S.NGD.	944 500 28 390 412 790 201 925 209 500 23 775	117 762 960 55 257 506 41 496 330 34 993 911 31 712 572 31 325 150

L	E VOLUME	DES TRA	NSACTION	S leo fran	CS)
	11 janvier	12 janvier	13 janvier	14 janvier	15 janvier
Terme Complant	168 600 788	180 198 175	273 496 414	243 <i>2</i> 25 580	218 256 197
				575 246 191 106 498 805	
	•	•	•	924 970 578	•
INDICE	S QUOTID	iens (insi	EE base 100.	, 31 décemb	re 19813
Franç. Etrang.	102,5 101,1	102,7 99,3	104,3 99,8	103,6 99,8	104 101,4
			GENTS DE lécembre 1	CHANGE 981)	
Tendance.	•	104,1	105,6	105,3	106,2
	, (pa	șe 100. 29 (iécembre !	961)	
ind gen	92,9	93	94,2	94,2	94,2

- 2-3. EUROPE - FINLANDE : l'élection présidentielle : les orphelins de M. Kek-
- ESPAGNE : le nouvel état-major va tenter de restaurer la discipline dans l'armée. 3-4. AFRIQUE
- La Mauritanie en quête de stabilité = (II), de notre envoyé spécial Paul Balta. : le président
- MADAGASCAR Ratsiraka remanie le gouvernement. 4. AMÉRIQUES
- 5. PROCHE-ORIENT - Le maire de Hébron et celui d'Halhoul à Paris.

POLITIQUE

6. Le rapport de F.O. sur « le comportement de P.C.F. et de la C.G.T. . - M. Emmanuelli va définir les actions prioritaires d'une nouvelle politique pour l'outre-mer.

SOCIÉTÉ

- 7. JUSTICE : les offaires judiciaires de Paribas : nouvelle inculpation pour un sous-directeur,
- --- SPORTS : aux = Masters = de tennis, à New-York, Connors est sorti du dernier corré. 8. SCIENCES : la fin des états géné-
- raux de la recherche. - RÉGIONS : à propos de la visite de M. Rocard à Meian-Sénart : la relance des villes nouvelles,

CULTURE 9. MUSIQUE : un théâtre élisabe-

thain pour les Maîtres chanteurs. - VARIÉTÉS. 11-12 RADIO - TÉLÉVISION « L'information télévisée après le 10 mai » (II), par Christian

> Colombani. **ÉCONOMIE**

13, SOCIAL.

- AFFAIRES. - ETRANGER
- 14. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS. 15. LA SEMAINE FINANCIÈRE

RADIO-TELEVISION (12) INFORMATIONS *SERVICES * (12): Météorologie : « Journal

officiel -: Mots croisés. Carnet (7): Programmes spectacle (10); La semaine financière (15).

Le numéro du « Monde daté 16 janvier 1982 a été tiré à 535 260 exemplaires.

UN TRAIN DÉRAILLE A VALENCE (DROME)

Cing blessés

Le train 5002 C le Rhodanien, effectuant la trajet Marseille-Paris a déroitle samedi 16 janvier vers 9 h 3 à l'entrée nord de la gare de Valence (Drôme). Le wagon grill-express a pris feu. Cinq voyageurs ont été légèrement blessés, indique-t-on à la S.N.C.F. La totalité des usagers de ce tarin avalent été évacués en fin de matinée. La S.N.C.F. ajoute que l'ensemble des opérations de dégagement de la vole était en cours ce étaient détournés sur la ligne qui suit la rive droite du Rhône. On ne connaissait toujours pas, en fin de matines, les causes précises de l'accident.

15 calculatrices programmables aux

DOUR bien choisir une program mable, il faut demander conseil à un spécialiste qui connaît toutes les marques, tons les modèles, toutes les performances aux meilleurs prix ; à Duriez, qui n'est orienté par au-

Dair Busian

Remarquables • Cassio fx 502 P 256 pas + 22 mém. Prix Duriez 544 F ttc • Texas Instruments Ti 58 C : 480 pas de mémoire permanente avec module de base, prix Durgez 750 F ttc Sharp PC 1211 : 1424 pas en basic, priz Duriez 1 090 F ttc . Texas kastrumentsTI 59, Prix Duriez 1 350 ttc . Hewlett Packard RP 41 C. la plus puissante. 1 780 F ttc. Garantie un an pièces et maind'œuvre. Satisfait sous buit jours ou remboursé. Duriez, 132, bd Saint-Germain. Mêtre : Odeon.

ABCD

L'assassinat de Marcel Francisci

Les enquêteurs ne privilégient aucune piste

La brigade criminelle, qui enquête sur l'assassinat, le vendredi 15 janvier, à Paris, de Marcel Francisci, conseiller général (R.P.R.) de Haute-Corse et patron du cercle de jeux Haussmann, ne disposait, ce samedi en fin de

configuee aventle en ce appelait sa « baraka ». cette chance qui lui avait permis d'échapper à deux attentats, le plasticage de sa villa de Bougival, le 15 décembre 1967, et un mitraillage à l'arme automatique, moins d'un an plus tard, à Atac-

La chance l'a laché, dans la nuit de jeudi à vendredi, proba-blement vers deux heures du matin, selon le témoignage d'un habitant de la rue de la Falsanderie à Paris (16º arrondissement) qui se souvient d'avoir entendu des détonations assourdies. Mais ce n'est qu'au matin, après 9 heures, qu'un chauffeur de maitre a découvert, dans le parking souterrain du nº 11 de la rue. le corps de Marcel Francisci, la face contre terre, entre le mur et sa volture, un coupé Jaguar blanc

à toit noir. Selon toute vraisemblance, « le roi des jeux » dans la capitale. a été victime d'un « contrat » exécuté par des professionnels: une balle, peut-être deux, dans le thorax, tirées à moins de 5 mètres, puis le coup de grâce, une balle dans le front, presqu'à bout portant. Trois douilles éjectées d'un pistolet automatique de calibre 11.43 ont été retrouvées à côté de la voiture.

Un «contrat», vraiment, dans la plus pure tradiiton du emilieu »: l'essassin, qui attendait dans l'obscurité; a, sans doute. laissé le temps à Marcel Francisci de sortir de sa voiture, de rabattre son siège pour saisir une malette retrouvée à l'arrière, puis de se retourner face à l'arme. Contrairement à ce que les poli-

ciers ont d'abord cru, Marcel Francisci ne s'apprétait pas à quitter le parking au volant de sa Jaguar quand il a été tué. Il rentrait à son domicile, un appartement de 300 m2 au 22, rue de la Faisanderie, sans doute vers 2 heures, car il dérogeait rarement à ses habitudes. L'un de ses frères. Roland, affirme en effet matinée, d'aucun élément précis permettant de privilégier une piste. Les enquêteurs examinent les activités, récentes et anciennes, de M. Francisci dont le nom avait été associé, dans les années 60, à la « guerre des jeux » et, plus tard à des affaires de drogue.

Club de France. Des voisins se souviennent, eux, d'avoir entendu des coups de feu beaucoup plus tard, vers 7 h 40 mais, en attendant les résultats de l'autopsie, les policiers privi-

certaine rigidité lors de sa décou-Pour la recherche d'un mobile, les enquêteurs de la brigade criminelle n'ont que l'embarras du choix. Le monde secret des jeux, bien sûr, mais aussi la drogue, les investissements tous azimuts, les amitiés au Moyen-Orient et les liens politiques dans l'ancienne majoritė (1). Paris, bien sūr, mals également Marseille et la Corse, Marcel Francisci est soupconné d'avoir traversé trente ans de la chronique mouvementée du grand

légient la thèse d'un meurtre

nocturne, le corps de Marcel

Francisci présentant déjà une

«La mémoire policière», selon la formule d'un commissaire, concernant Marcel Francisci, est volumineuse, les rapports abondants, les certitudes sans preuves établies, mais le portrait tracé date de plus de dix ans. Depuis « la guerre des jeux », le propriétaire du cercle Haussmann, rue de la Michodière, à Paris (2º), présentait toutes les apparences de l'honorabilité. Intouchable ou presque, dans le rôle de l'homme d'affaires en règle. Ainsi, contrairement à la légende, il n'avait plus de gardes du corps, n'était pas armė, n'approchait jamais les malfaiteurs trop visés par la

a Son meurtre est très certainement lié à ses activités, nous a déclaré samedi le commissaire Marcel Leclerc, mais nous ne les connaissons pas toutes. » Selon lui, on peut exclure, a priori, la politique, les affaires liées au passé lointain du amilieu», concernant les trafics de plastres de drogue ou d'influence. Restent les cercles de jeux. Mais dans quelle direction chercher? Si les policiers sont persuadés que « la

Marcel Francisci avait une plus tôt aun cercle du quartier grande truanderie détient tou- collaborateurs du Point, magazine onfiance aveugle en ce qu'il des Champs-Elysées, l'Aviation jours les ressorts des jeux d'ar- né en 1972 d'une rupture avec

gent », ils savent aussi que ces sociétés discrètes ont, plus que d'autres, besoin d'honorabilité et de paix, soumises qu'elles sont à des contrôles draconiens.

Le « cercle Haussmann »

Marcel Francisci l'avait appris à ses dépens, en juillet 1981. Refusant de se plier à une nouvelle reglementation sur la repartition des bénéfices des salles et le statut des « fermages » des cercles, il avait vu le Cercle Haussmann suspendu par M. Gaston Defferre. après des menaces répétées de l'ancien ministre de l'intérieur, M. Christian Bonnet, dit-on, Il s'apprettait à solliciter une nouvelles autorisation. Le a roi des jeux » avait sans doute perdu quelques solides soutiens du côté de la place Beauvau. Mais cela justifie-t-il une mise à mort ? Bien sūr, on murmure déjà dans les cercles de la capitale que ce meurtre annonce une nouvelle a guerre des jeux » (1962-1969). Une sorte de « remake » pour cause de changement de régime. Le négoce du hasard à Paris procure toujours des profits substantiels (52 millions de francs en 19818) et M. Jean-Baptiste Andreani, propriétaire du « Grand Cercle », reste le concurrent direct de la famille Francisci. Les éléments, un peu vieillis, sont en place. Mais où se trouve le déto-

a S'il s'agit d'une nouvelle guerre des gangs, nous le saurons vite, estime M. Marcel Leclerc. Nous découprirons d'autres cadavres dans les semaines ou les mois à venir. » Une logique un peu rétro qui, subitement, détourne les policiers des affaires de terrorisme et de la délinquance sauvage auxquels ils étaient ha-

nateur actuel de ce réglement de

PHILIPPE BOGGIO.

(1) Bien que R.P.R., M. Francisci avait, en mai 1981, pris position en faveur de M. Giscard d'Estaing.

Un « gros bonnet »

gros bonnets » de la droque dont

celul du conseller cénéral gaulliste

de Zicavo. On découvre l'existence

d'un rapport rédigé par deux mem-

bres de la Chambre des représen-

tants des Etats-Unis. MM. Morgan

Murphy et Robert Steele, désignant

nommément Marcel Francisci. « Je

n'ai rien à voir, ni de près ni de

loin, avec cette histoire de droque ».

déclare l'intéressé. On murmure

pourtant qu'interpoi l'avait à l'œil

depuis le début des années 60. La

presso américaine puls la presse

française font écho aux accusations

portées contre lui. Diffamation ! pro-

tasta M. Francisci. Il dépose plainte

sur plainte. Las : aucun journal ne

sera lamais condamné. L'hebdoma-

daire américain Time, reconnu cou-

pable de diffamation par le tribunal

de Paris, ne sera pas condamné,

au bénéfice de la « bonne foi ». Pis :

l'élu gaulliste, débouté, doit indem-

niser *Time* pour « procédure abu-

sive ». L'hebdomadaire Politique-

Hebdo, qui l'avait appelé - le parrain

français », n'est pas condamné non

blus. De même que James Sarazin.

l'auteur du livre M... comme Milieu.

bù Marcel Francisci est abondam-

ment cité. Quant au quotidien amé-

ricain de Long Island Newsday qui

sur toute sa « une » l'avait baptisé

* Mr Heroin ». il ne semble pas

avoir fait l'objet de poursuites judi-

Respectabilité

Alors. M. Francisci égale gros

bonnet? Ce n'est pas si simple.

Nul n'a lamais ou prouver sa parti-

cipation au moindre trafic de droque.

Nulle poursuite, nulle condamnation,

nul délit. Marcel Francisci n'a ismais

été entendu dans aucune affaire de

Il n'a d'ailleurs, semble-t-il, jamais

en 1948. Une bagarre sur le

ou des employés

champ de courses d'Auteuil en 1951,

une condamnation par défaut à huit

iours de prison avec sursis pour

des peccadilles.

Un « gros bonnet », assurément Mais de quoi ? Le sexagénaire cossu qui est tombé vendredi au pied de sa Jaguar était-il un notable corse ou un notable du « milieu » corse ? A parler de lui, on s'exposalt naquère à naviguer dans l'entre-deuxmers qui sépare le vrai du diffamatoire, le réel du fantasmatique, l'honorabilité de la crapulerie, la politique de la truanderie. L'apparence ou la (mauvaise) réputation ?

L'apparence d'abord, genre - who's who . Né dans le petit village de Clamannacce, en Corse-du-Sud. dans le canton de Zicavo, Marcel Francisci, après des études au lycée d'Ajaccio, s'engage en juillet 1939. Falt prisonnier en Juin 1940, il parvient à s'évader et rentre en Corse. En 1942, il débarque en Afrique du Nord avec les alilés puls, en 1944, il débarque en Provence. Il quitte l'armée le 19 septembre 1945. Il obtient la médaille militaire, la croix de guerre. la médaille des évadés. la croix du combattant volontaire de

la Résistance. Homme d'affaires, il crée, en 1946 à Tanger, une société d'exploitation maritime qui fonctionnera jusqu'en 1953. Il milite au R.P.F., le mouvement gaultiste. En 1958, Il crée la S.A.R.L. Hygrotechnique pour l'étude d'économiseurs d'essence. Il est devenu entre-temps gérant de la société Baryfluor. En 1959, il oriente ses activités vers le domaine des leux (il est membre de plusieurs cercles depuis l'après-guerre). Il prend des intérêts dans un casino de Beyrouth et en Grande-Bretagna. En novembre 1966, il - achète - à M. Lucien Barrière le Cercle Haussmann à Paris, cercle fondé par Fran-

cols André, l'oncle de M. Barrière. Parallèlement à ses activités professionnelles. Marcel Francisci mėne une carrière politique. Gaulliste, il est conseiller général du canton de Zicavo (Corse-du-Sud) sans Interruption depuis sa première élection en 1967. Maire de Clamannacce depuis 1978. il étalt jusqu'à sa mort deuxième vice-président du conseil dénéral de la Corse-du-Sud. Il avait été conseiller régional de 1974 à 1976.

Une biographie, mais aussi un destin. Des activités mai éclaircles de l'époque de Tanger, des profits peut-être tirés du trafic des plastres à son assassinat le 15 lanvier 1982. un écheveau de rumeurs, de portraite peu flatteurs, une réputation horrible. Il sort de l'ombre, bien malgré lui, lorsque, en décembre 1967, deux Corses se tuent en faisant exploser devant son domicile à Bougival (Yvelines) une bombe qui lui était destinée. Il ne comprend pas : « Rien de mes activités professionnelles ou politiques ne peut expliquer cet acte. =

On l'oublie. 1971 : M. John Cusack, ancien directeur en France du bureau patron du Grand Cercle méricain des narcotiques, fait une de la rue de Presbourg à Paris (16") déclaration fracassante -- c'est son rival dans la conquête du l'époque « faste » de la French Conmarché parisien des jeux. nection — sur la passivité de la police Qui a tiré en août 1963 française. On cite les noms de cinq J.-B. Andreani à la sortie de sor

cercie, le blessant gravement? Qui a tué, le 4 mai 1965, l'ancien commis saire Robert Blémant ami de Francisci ? Qui a tué, le 6 février 1966 Pierre Colombani, membre du clar Guerini, soupconné d'avoir participé à l'assassinat de Blémant. Et ses complices supposés : Etienne Carrara (1966). Antoine Mondoloni (décembre 1969) et Antoine Guérini (juin 1967), qui les a tués ? Alles savoir. Qui a mitralllé - valnemen - Francisci à Alaccio en juin 1968 ' Etc., etc. Allez savoir.

Toutes les guerres s'arrêtent. Celle des jeux à la fin des années 60 Trève, armistice, partage du territoire, chacun chez sol et les cercles seront bien gardés. Pourquoi, comment? Les intéressés n'organisent pas de conférences de presse.

Bien sûr, la police surveille. Marcel Francisci a des appuis. Le 25 octobre 1968, il est sous le coup d'une interdiction de pénétrer dans les salles de jeux. Un comble pour le patron du Cercle Haussmann! Une consolation : la même mesure frappe son rival Jean-Baptiste Andresni. Le 15 septembre, la mesure est levée. On dit que M. Jean Bozzi, alors député U.D.R., ami de Marcel Francisci a obtenu que les « guerriers » deviennent pacifiques dans l'intérêt

de chacun.

il faut terminer sur une note de fraicheur. M. Francisci, dit un intime. était « très intelligent et sédulaant » Il avait un grand souci de respectabilité, et il voulait la Légion d'honneur. Il n'avait pas la Légion d'honneur, mais il avait la - respectabilité ». En Corse, où il était le - bienfalteur - de ses concitoyens. / Clamannacce, où cet homme, qu'une relation décrit comme « d'une exquise courtoisie », ne manquait pas un banquet d'enciens combattants. Dans le canton où il était efficace (pour la remise en état des routes, notamment) et utile (une trentaine de leunes du canton avalent trouvé un emploi dans ses cercles).

Au début de lanvier, il était revenu dans son village pour y embrasser sa mère, agée de quatre-vingt-sept ans. - Br. F.

Quol d'autre ? Une garde à vue de vingt-quatre houres en octobre • M. Henri Lopes, ancien premier ministre congolais et sous-1968 après une vaste rafle dans les cercles de jeux parisiens. Il n'est directeur général à l'UNESCO, a été chargé d'assurer, par intérim, pas question de drogue, mais de la direction de l'office de l'inforcadavres. D'une accumulation de mation du public et l'office de cadavrea, d'une succession de meurpresse de l'UNESCO. Il remplace tres dont les victimes sont tantôt M. Hervé Bourges récemment nommé directeur de Radio-France M. Francisci, tantôt des amis ou des internationale.

LE RACHAT DU « POINT >

Une affaire bien menée

Les dirigeants de l'hebdomadaire le Point, dont la société Gaumont a acquis, jeudi soir 14 janvier, une participation majoritaire de 51 %, ont réussi à mener à bien les démarches entreprises dès mars-avril 1981, c'est-à-dire peu après la prise de contrôle de Hachette par Matra. Pour M. Olivier Chevrillon et ses collaborateurs du Point, magazine capital d'une entreprise essentiellement possédée par la librairie Hachette et portée sur les fonts baptismaux par son directeur général d'alors, M. Simon Nora. Le premier des actionnaires pressentis fut M. Théo Braun, P.-D.G. du puissant Crédit mutuel, qui a déjà manifesté son intérêt pour la presse en contrôlant le quotidien l'Alsace, édité à Mul-

La prise de contrôle majoritaire de l'Etat dans la branche armement de Matra était assortie d'un accord conclu entre l'Etat et Matra garantissant le main-tien dans le domaine privé de Hachette, donc du Point. Pourtant, le 28 septembre, dans les colonnes du Point, l'équipe de rédaction exprimait son inquietude : « La singularité du Point dicte, sans ambiguïté possible, sa resolution : il sera lui-meme — indévendant — ou il ne sera

M. Braun ayant finalement renonce, en novembre 1981, à

prendre une participation, l'equipe du Point - avec l'assentiment de M Jean-Luc Lagardère, P.-D.G. de Hachette - n'en La personnalité de M. Nicolas naire majoritaire avec 51 % des actions, il devient le chef de file acquéreurs pour les 36 % restants du capital détenu par Hachette. En revanche, les 13 d'actions contrôlés par la douzaine de fondateurs (dont MM. Olivier Chevrillon, Claude Imbert, Georges Suffert, etc.) ne changent pas de mains. Aucun chiffre n'a été fourni sur le montant de la transaction.

in deigh manifeste son intérês la reasontion.

I la presse en contrôleat le tidien l'Alsace, édité à Muisse.

Son prise de contrôle majoritaire l'État dans la branche arme-l'État dans le domaine privé de l'état donc du Point, l'équipe de l'étation exprimait son inquie-le : « Les singularité du Point de sans ambiguité possible, sa l'a sera lu-méms indépendant — ou û ne sera l'Etat de France-Soir, est devenu récement le président-directeur général de France-Soir de France-Soir de France-Soir de France-Soir

et secouer « la mollesse de l'opinion »

parti d'opposition. L'effort de chapitres : « la République, le libéréflexion engagé devrait, selon M. Jacques Blanc, son secrétaire général, lui permettre de devenir « un parti neuj, à la pointe du combat des idées, ouvert sur lextérieur, prêt à accueillir tous ceux qui n'avaient pas dengagement politique v.

La réunion de son conseil national, samedi 16 janvier, était, pour le R.P.R., l'occasion de lancer sa campagne nationale d'adhésions d'en préciser les objectifs, et d'ouvrir le débat à partir de ce qui n'est encore qu'une première esquisse de programme, mais de-viendra le « manifeste républi-

figure dans cet avant-projet. ce texte s'intitule : « Résistance et progres», déclare M. de Charette, secrétaire général adjoint c'est parce que a nous entendons. dune part, nous opposer aux danpers de l'action du gouvernement. à la façon socialiste de diriger la France » et. d'autre part, « de déjendre notre idée du progrès, qui est de croire en l'aventure

Le texte préparé par la commission nationale, que préside M. Hervé de Charette, avec les

Depuis quelques mois, le parti contributions des différentes fédérépublicain apprend à être un rations sordonne autour de trois ralisme social et le droit à la vie privée ». Dès la semaine prochaine, le

parti républicain lancera une campagne nationale d'adhésions : trois cent mille affiches, un million de tracts inviteront les Français qui veulent reagir à rejoindre le P.R.

a Il s'agit d'une opération de conquête, précise M. Roger Chi-naud, conseiller politique aux élec-tions, et non d'une tentative de sauvetage ou de restauration de l'ancienne majorité.» « Il faut remettre les compteurs à zéro ». poursuit-il en précisant qu'il n'est pas persuade que tous les militants républicains aient compris cette nécessité. Peu umporte ! « Notre objectif affirme-t-il est de trouver des hommes et des jemmes capables de se battre et d'affronter les prochaines échéances. Nous voulons des patrons d'équipes et non des présidents d'ami-

Le parti républicain est prêt au combat. Mais il devra affronter une opinion publique qui, selon M. de Charette, a est entrée dans l'ère de la mollesse et dont la volonté de réagir, face au pouvoir socialiste, semble affadie... p. -

L'armée française commence à recevoir son nouveau char de combat

Le premier char-de combat AMX-30 B 2, destiné aux régiments blindés du corps de bataille français, a été remis, jeudi 14 janvier, à Monrmelon (Marne), au 503º régiment de chars de combat, en présence du chef d'état-maor de l'armée, le général Jean Delaunav. En qualifiant ce blindé de - char de transition > entre les AMX-30, actuellement en service, et la char des années 90, le général Delaunay a souhaité que ce prochain engin soit de conception franco-ouest-allemande.

Reprenant l'architecture générale de son prédécesseur, 'AMX - 30 B2 est la version modernisée de l'AMX - 30, avec un groupe motopropulseur améliore et avec une conduite de tir automatique (télémètre laser, système tachymétrique et calculateur de corrections de tir) doit lui permettre d'atteindre de jour comme de nuit, des cibles fixes ou mobiles. Il est armé canon de 105 millimètres qui pourra tirer des munitions

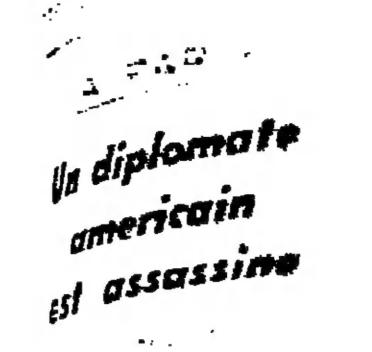
Le programme d'armement de

l'armée de terre prévoit la construction de deux cent soixante et onze AMX-30 B2 et la refonte de sept cent cinquante AMX-30 pour les transformer en version B2. Après le 503° régiment de chars de combat ce sont les trois régiments blindés des forces francaises en Allemagne fédérale qui recevrent les AMX-30 B2

A ce jour, cent solvante-douze B2 ont été commandés et ils seront livrés entre 1982 et 1984 Le reste le sera à raison de cinquante exemplaires par an. Au total, il s'agit d'un programme de l'ordre de 3 milliards de francs le coût d'un AMX-30 B2 étant estimé à 3 millions de francs et celui d'un AMX-30 transformé 6 millions de francs.

Le général Delaunay a évalué à mille cinq cents le normbe de chars de combat que devrait avoir l'armée de terre pour objectif. Elle en a actuellement environ un millier. Le chef d'état-major a indiqué que le futur blindé des années 90 devrait avoir un canon de 120 millimètres et être doté d'un moteur plus puissant, avant un rapport de trente entre le nombre de ses chevaux et son tonnage (ce rapport est de dixhuit pour l'AM -30).





une nouselle • | 1º | 1.1. met

Le pouvoir et si

Toute le lun sur l'Uniu